

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE RELATIONS
INTERNATIONALES**

**Les Fondements et Pratiques des Politiques Turques
en Asie Centrale Turcophone**

Cem İbrahim FIRAT

Directeur de recherche: Yrd. Doç. Dr. Ali Faik DEMİR

Mémoire pour l'obtention du DEA « Relations Internationales »

NOVEMBRE 2006

Abréviations	v
---------------------	----------

Introduction	1
---------------------	----------

1^{ère} Partie : L'Approche Turque à l'Asie Centrale Turcophone et Ses Motivations Idéologiques

1 – Les processus historiques de l'idéologisation de la turcité	5
1.1 Des connaissances essentielles sur la turcité	5
1.2 L'établissement d'une grande puissance turque en Asie Mineure	8
1.3 L'émergence du « Panturquisme » à l'époque du déclin Ottoman	10
1.3.1 La redécouverte de la turcité et sa transformation en une idéologie	10
1.3.2 Le mouvement des « jeunes turcs » : l'origine de l'Etat-nation turc	12
1.3.3 Le nationalisme kémaliste limité dans le cadre géographique de l'Anatolie	15
1.4. L'évolution du courant panturquiste à l'ère de la République moderne	19
1.4.1 Le réveil de l'idéologie dans le contexte de la 2 ^{ème} Guerre Mondiale	19
1.4.2 Le Parti du Mouvement Nationaliste (MHP) : le porte-drapeau du nationalisme panturquiste	21
2- L'officialisation du discours du « Monde Turc » et ses pratiques dans l'après - Guerre Froide	24
2.1 L'ouverture à l'Asie Centrale : un moyen de la transformation de la politique étrangère turque	25
2.2 Les atouts de la Turquie afin d'établir son influence en Asie Centrale	29
2.1.1 Les fondements culturels des ambitions turques dans l'aire turcophone	30
2.1.2 La promotion du modèle d'Etat turc soutenu par l'Occident	32
2.3 Les démarches d'Ankara en vue d'instituer une « Communauté Turcophone »	37
2.3.1 Les sommets du « Monde Turc » à l'ombre du Kremlin	38
2.3.2 Les contraintes internes et externes délimitant le rôle « d'Etat inspirateur » de la Turquie	44

2^{ème} Partie : Les Contextes Contemporains des Politiques Turques en Asie Centrale Turcophone

1- Les politiques de l'implantation culturelle turque en Asie Centrale turcophone	50
1.1 L'Agence TIKKA : un auxiliaire de la politique étrangère turque en Asie centrale	52
1.2 La tentative de préparer un alphabet commun du Monde turcophone	54
1.3 La coopération dans le domaine d'éducation	55
1.3.1 L'échange des étudiants	55
1.3.2 Les Universités bilatérales turco-centrasiatiques	56
1.3.3 Les écoles de la confrérie turque nourdjou en Asie centrale	57
1.4. La diffusion des medias turcs en Asie centrale	61
1.4.1 La transmission satellitaire	61
1.4.2. Le journal Zaman, le pionnier des quotidiens en Asie centrale turcophone	62
1.5 Les activités officielles de la « <i>Diyanet</i> turque » dans le domaine religieux	64
2- Les mécanismes de la coopération économique turco-centrasiatique	66
2.1. Les activités des entreprises turques en Asie centrale : étude par pays	69
2.1.1 Les activités des firmes turques au Kazakhstan:	69
2.1.2 Les activités des firmes turques en Ouzbékistan	70
2.1.3. Les activités des firmes turques au Kirghizistan	71
2.1.4 Les activités des firmes turques au Turkménistan	72
2.2 Les associations d'hommes d'affaires turcs en Asie centrale	73

3- L'Etude de l'impact politique contemporain de la Turquie en Asie centrale turcophone	76
3.1 Un regard sur le niveau actuel des relations turco-centrasiatiques	76
3.1.1 L'approche du nouveau gouvernement turc à l'Asie Centrale	77
3.1.2 La fin de « l'époque de Demirel » : le retrait des contacts entre chefs d'Etats	
Turcophones	83
3.2 La Turquie dans le « Nouveau Grand Jeu »	86
3.2.1 La portée de l'annexion du pétrole kazakh à l'oléoduc « BTC »	89
3.2.2 Les éventuels projets d'évacuation du gaz naturel turkmène via l'Anatolie	92
3.3 Les politiques turques dans le nouveau contexte d'une Asie centrale face « aux révolutions colorées »	95
3.3.1 Le système politique contemporain en Asie Centrale	95
3.3.2 La révolution des « tulipes » au Kirghizistan et ses conséquences politiques	97
3.3.3 L'insurrection civile en Ouzbékistan secouant le régime répressif	99
3.3.4 Les réactions officielles de la Turquie aux soulèvements civils au Kirghizistan et en Ouzbékistan	101
3.3.5 Les réactions officieuses de la Turquie : une analyse de la presse turque	104
3.4 Le dernier Sommet des Etats Turcophones et ses conséquences	108
Conclusion	112
Bibliographie	115
Annexes	

PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

AYSAM : *Ahmet Yesevi Stratejik Araştırmalar Merkezi* (Centre de Recherches Stratégiques d’Ahmet Yesevi)

BP : British Petroleum

BTC : Oléoduc de Bakou-Tbilissi-Ceyhan

BTE : Oléoduc Bakou- Tbilissi – Erzurum

BTP : Bâtiments et travaux publics

CEI : Communauté des Etats Indépendants

ECO : Organisation de Coopération Économique

FMI : Fond Monétaire International

Gb : Giga baril qui équivaut à 1 milliard de barils de pétrole.

Gm³ : Giga mètrecube qui équivaut à 1 milliard de mètres cube.

KATEV : *Kazakistan ve Türkiye Eğitim Vakfı* (Fondation Turco-Kazakhe d’Enseignement)

KATIAD : *Kazak – Türk İşadamları Derneği* (Association des Hommes d’Affaire Turcs et Kazakhs)

KITIAD : *Kırgız – Türk İşadamları Derneği* (Association des Hommes d’Affaire Turcs et Kirghizes)

MHP : *Milliyetçi Hareket Partisi* (Le Parti du Mouvement Nationaliste)

OCEM : Organisation de Coopération Économique de la Mer Noire

OCI : Organisation de la Conférence Islamique

ONU : Organisation des Nations unies

OSCE : Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe

OTAN : Organisation du Traité de l’Atlantique du Nord

PME : Petites ou Moyennes Entreprises^{VI}

SAM : *Stratejik Araştırmalar Merkezi* (Centre de Recherches Stratégiques)

TCGP : Trans Caspian Gas Pipeline (Gazoduc Transcaspien)

TDK : *Türk Dil Kurumu* (Fondation de la Langue Turque)

TDV : *Türk Diyanet Vakfı* (Direction des Affaires Religieuses Turque)

TESEV : *Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı* (Association des Etudes Economiques et Sociales de Turquie)

TIKA : *Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı* (Agence Turque de Coopération Internationale)

TRT : *Türkiye Radyo ve Televizyon Kurumu*, (Etablissement Turc de Radio et de Télévision)

TÜDEV : *Türk Devletleri İşbirliği ve Dostluk Vakfı*, (Fondation de Coopération et d'Amitié des Etats et Communautés Turcs)

TÜRKSOY : *Türk Kültür ve Sanatları Ortak Yönetimi* (Organisation d'Administration Commune de la Culture et des Arts Turcs)

UE : Union Européenne

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

UTİD : *Özbekistan ve Türkiye İşadamları Derneği* (Association des Hommes d'Affaires Ouzbeks et Turcs)

YÖK : *Yüksek Öğretim Kurumu* (Organisation de l'Enseignement Supérieur)

INTRODUCTION

L'approche de la Turquie vis-à-vis de l'Asie centrale fut historiquement très distincte par rapport à ses concentrations envers d'autres géographies politiques. À la base de cette approche, il existe assurément les facteurs identitaires tels que l'ethnicité, la langue, la religion qui nous permettent de parler d'une culture commune. Hormis le Tadjikistan qui est persanophone, les autres républiques de l'Asie centrale, (le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan) représentent des caractéristiques turciques. De ce fait, depuis le 19^{ème} siècle, à la suite de la pénétration des courants nationalistes au sein de la Russie tsariste et de l'Empire ottoman, ces particularités ont procuré une idéologie prévoyant l'intégration politique sur ce vaste espace turcique. La conception clé de cette vision géopolitique est l'existence d'un « Monde Turc » qui se répand des Balkans jusqu'au Turkestan chinois.

Au fil de l'histoire, dans le cadre des paradigmes des époques, les représentations géopolitiques et géoculturelles du « Monde Turc » ont connu des périodes de recul ou d'émergence. Comme l'on essayera d'en traiter dans le présent travail, cette vision fut même assimilée par l'*Establishment* Turc dans l'ère poste-Guerre Froide. Effectivement, la fin de la guerre froide et la dissolution de l'ex-URSS ont redéterminé définitivement la structure des relations internationales au début de la décennie 1990. Cette transformation de la politique mondiale a également marqué l'orientation de la politique étrangère turque. La chute de l'Empire soviétique a créé un espace libre dans les régions de Caucase et d'Asie centrale dont les populations ont des affinités ethniques, culturelles et religieuses avec les habitants de la Turquie. Ce nouveau contexte international a suscité des aspirations au sein des dirigeants turcs de l'époque pour transformer leur pays en un acteur régional puissant tout en tentant de remplir le vide politique qui s'est formé après le recul russe.

Pourtant, cette mobilisation a relevé plusieurs problématiques. Depuis l'instauration de la république en 1923, le discours abordant l'Asie centrale appartenait uniquement aux partisans de l'extrême droite nationaliste. C'est pour cette raison qu'il n'existait pas de recherches académiques profondes portant sur les peuples centrasiatiques en Turquie. Parallèlement, l'ouverture de la Turquie à l'Asie centrale s'est réalisée dans un climat émotionnel déterminé par de grands espoirs. Une devise très significative du premier ministre de l'époque turc Süleyman Demirel, a marqué cette période : « un Monde turc des Murailles de Chine jusqu'à l'Adriatique ». Néanmoins, la Russie est toujours restée comme un acteur déterminant en Asie centrale. Un nouveau rassemblement politique et sécuritaire engendrant les républiques ex-soviétiques s'est formé sous le nom de « la Communauté des Etats Indépendants » avec l'initiative du Kremlin.

Cette prédominance de Moscou traçait, dès le début de l'ère des indépendances, les limites de l'implication d'autres acteurs ayant l'ambition de combler le vide laissé par la Russie.

Par ailleurs, en ce qui concerne les relations turco-centrasiatiques, un argument principal de l'époque était basé sur le fait que les républiques turcophones, qui ont récemment acquis leurs indépendances, seraient en quête de nouvelles intégrations politiques. À cet égard, l'une de ces éventuelles projections prévoyait une « Institutionnalisation Turcophone » dans lequel les États turcophones de Caucase et d'Asie centrale s'inscriraient et dont le centre serait la République de Turquie. Dans cette perspective, l'on a commencé à parler d'un rassemblement politique semblable à d'autres plate-formes internationales comme « la Communauté Européenne », « la Ligue Arabe », « le Conseil Nordique », « le Commonwealth Britannique » etc. Incontestablement, à la base de cette solidarité serait la construction d'une identité transnationale d'appartenance au « Monde Turc ». Dans le cadre de cette présomption, les républiques turcophones nouvellement indépendantes poursuivraient le « modèle d'État turc ».

Étant donné la présence de ces fondements historiques et idéologiques de l'ouverture turque en Asie centrale, l'État turc et plusieurs acteurs non-étatiques issus de la Turquie ont entrepris des activités politiques, économiques et culturelles destinées à l'espace turcophone. Effectivement, selon les conséquences de ces pratiques, ces acteurs ont développé de nouvelles manœuvres de pratiques à élaborer dans la région centrasiatique. Dans ce contexte, notre projet de recherche a pour objectif d'étudier les fondements idéologiques et stratégiques des politiques turques en Asie centrale turcophone et ses pratiques modifiées suivant les perceptions et répercussions au sein de ses récepteurs centrasiatiques.

À la lumière de ces évaluations, nous allons également essayer de situer l'influence contemporaine de la Turquie dans la région centrasiatique tout en analysant l'évolution de ses ambitions historiques. Tout d'abord, il est à noter que la création d'une « sphère d'influence » ne désigne pas seulement la croissance des activités d'un acteur ayant des intérêts politiques et économiques dans une région donnée. En effet, dans la discipline des relations internationales, le concept d'*influence* sert plutôt à déterminer des paramètres pour étudier l'impact de plusieurs acteurs d'une manière comparative. Dans ce sens, pour démontrer les fondements et pratiques des politiques turques en Asie centrale turcophone, il est important de révéler certains aspects majeurs tels que : « les intérêts de la Turquie pour engager sa politique extérieure, ses tentatives d'instaurer sa puissance, ses rivalités avec d'autres puissances et finalement les conséquences de ses activités ».

Cette démarche nous mène à étudier, dans la première grande partie du travail, les ambitions de la Turquie en Asie centrale. Pour ce faire, il faut, en avant, traiter des racines communes de la genèse turcique engendrant les habitants de l'Asie centrale et ceux d'Anatolie. On essaiera également d'illustrer l'idéologisation de cette genèse vers le milieu du 19^e siècle. Le deuxième chapitre de cette partie sera consacré à l'exposition des discours émotionnels qui visent à établir l'hégémonie turque dans l'espace turcophone. Dans ce contexte, les atouts de la Turquie pour réaliser ses ambitions seront exposés. Un sous chapitre intitulé « la promotion *du modèle turc* » constituera le cœur de la recherche car nous allons essayer de démontrer la principale stratégie turque qui consiste à s'imposer comme un modèle d'État inspirateur aux jeunes Républiques centrasiatiques. Cette première partie s'achèvera en indiquant l'exigence du « dur principe de la réalité » qui provoquera la révision des discours euphoriques et le ralentissement des efforts de la Turquie qui se trouve dans l'obligation de faire un retour à la *Realpolitik*.

Dans la seconde grande partie du travail, nous essayerons de tracer les limites de la sphère d'influence actuelle turque en Asie centrale. Dans cet objectif, nous allons démontrer la présence socioculturelle et économique de la Turquie en Asie centrale. On va souligner certains aspects prépondérants des tentatives turques visant à renforcer la future influence politique comme la formation des jeunes des pays turcophones qui représenteront effectivement les futures élites. Parallèlement, on abordera effectivement la diffusion de la culture turque à travers les organismes étatiques. Il sera significatif d'analyser les activités du principal acteur turc non-étatique appelé la « confrérie nourdjou » qui est très présente en Asie centrale dans les domaines de l'éducation et de l'économie.

En ce qui concerne les rapports économiques, les mécanismes du partenariat turco-centrasiatique seront soulignés et on va illustrer les activités de firmes turques qui réalisent notamment de grands projets de construction dans chaque pays d'Asie centrale. Dans le contenu de ce chapitre, nous allons également traiter de la dimension énergétique des relations. A cet égard, on va révéler l'importance la réalisation du projet d'oléoduc « Bakou-Ceyhan » qui élève le niveau d'interdépendance économique et politique des pays turcophones riverains de la Mer Caspienne et de la Turquie.

Finalement, afin de mieux mesurer l'influence politique turque contemporaine en Asie centrale, un important outil de recherche est à notre disposition. Actuellement, on est en train de témoigner un nouveau processus de transformation politique dans certains pays ex-soviétiques que l'on peut comparer à celle qui s'est produite suite à la dislocation de l'ex-URSS soviétique au début des années 90. Il s'agit d'une vague des révolutions populaires s'intitulant avec des noms

symboliques comme la révolution « des roses », « des oranges », « de tulipes » etc. qui s'emparent de certains pays de la CEI. Dans ce contexte, nous allons aborder les événements d'insurrections populaires qui ont éclaté au Kirghizistan et en Ouzbékistan. En tenant compte de ces actualités, on essayera d'analyser le degré d'intervention de la Turquie et sa puissance d'implication dans le déroulement de ces événements définitifs.

1^{ère} Partie : L'Approche Turque à l'Asie Centrale Turcophone et Ses Motivations Idéologiques

1 – L'évolution historique de la turcité en une idéologie

1.1 Des connaissances essentielles sur la turcité

Les premières populations *turques* habitent la région septentrionale du Turkestan Oriental. Nomadisant dans le bassin qui s'étend des monts Tangri aux monts Altaï, ce groupe ethnique s'accroît, et s'empare de la région centrasiatique actuelle. Lorsque vers le milieu du 6^e siècle la dynastie *Göktürk* se met à la tête des peuples turcophones, cette appellation de *turc* se répand pour désigner l'ensemble de ces peuples.¹

En français, l'usage du terme « turc » a un double sens, dans la mesure où seul le contexte permet de faire la distinction entre ces deux sens possibles ; d'une part le « peuple turc », c'est-à-dire la majorité ethnique en Turquie actuelle, et d'autre part les « peuples *Turcs* » répandus dans une vaste géographie. D'autres langues telles que l'anglais utilisent deux termes séparés, respectivement « Turkish » et « Turkic ». De même, en turc moderne, le mot « *Türk* » indique la citoyenneté de la République de Turquie, tandis que l'adjectif « *Türki* », (turcique en français) désigne les peuples ayant des caractéristiques ethniques et culturelles spécifiques au grand ensemble des peuples turcophones². On doit donc distinguer l'ethnogenèse de la « turcité » (*Türklik* en turc) de la nationalité de la République de Turquie actuelle. Or, la turcité est le lien unifiant les peuples turcophones d'Asie centrale (le turkmènes, les ouzbeks, les kazakhs et les kirghizes) à celui de la Turquie.

Le Turkestan est la région centrale des peuples turciques. (En persan, le suffixe de « -stan » est un qualificatif qui montre le pays d'un peuple donné comme l'Afghanistan ou le Tadjikistan, (les pays des afghans ou des tadjiks). Le Turkestan, jusqu'à la première guerre mondiale, représente un vaste territoire s'étendant de la Mongolie à la Mer caspienne. On doit distinguer le « Turkestan chinois », appelé le Xinjiang par l'administration officielle chinoise, du reste qui s'est émancipé de l'ex-URSS au début des années 90. Cette partie occidentale du Turkestan est nommée l'« Asie centrale soviétique » à partir des années 1920, à la suite de son annexion à l'Union soviétique³. L'Asie centrale est délimitée à l'Est et au Sud par les montagnes du Tian Shan, du Pamir et de

¹ Jean-Paul ROUX, *Histoire des Turcs. Deux mille ans du Pacifique à la Méditerranée*, Paris, Fayard, 2000, p.22.

² Serge A. ZENKOVSKY, *Rusya'da Pan-Türkizm ve Islam (Le Pan-turquisme en Russie et l'Islam)*, İstanbul, Üçdal, 1983, p.3.

³ Jean SELLIER et André SELLIER, *Atlas des peuples de l'orient*, Paris, La Découverte, 2004, p.152.

l'Elbrouz ; à l'Ouest par la mer Caspienne. Au Nord, il n'existe pas de barrière naturelle séparant les steppes kazakhes des plaines russes. Les bassins des deux grands fleuves, l'Amou Daria au sud et le Syr Daria au nord qui prennent leur source dans le Tian Shan, coulent vers la mer d'Aral. Du point de vue climatique, on rencontre un climat continental, sec et désertique⁴.

Espace d'interaction ethnique et culturelle, l'Asie centrale est marquée sur le plan historique par la rencontre de la civilisation persane et du monde turc. La Transoxiane⁵ peuplée à l'origine par des populations parlant des langues iraniennes orientales, est conquise à partir du 11^e siècle par des populations turcophones. La dynastie Kara-khanide (992-1212), établie d'abord au nord du Syr Daria, étend sa domination sur la Transoxiane après avoir vaincu la dynastie persanophone des Samanides en 999. Depuis lors, et jusqu'à la colonisation russe, les dynasties turques règnent sur une zone souvent soumise à des recompositions territoriales. L'une des caractéristiques significatives des peuples de Turkestan est leurs modes de vie nomade. Néanmoins, la plupart des tribus turkestanaises ont connu une évolution de sédentarisation (parfois en partant à la conquête) sur des territoires plus à l'ouest, en Iran, en Azerbaïdjan, au bord de la mer Noire ou en Anatolie. Cependant, le jaillissement d'une riche civilisation urbaine se réalise dans les deux villes principales de la région : Samarkand et Boukhara (sur le territoire de l'Ouzbékistan actuel), qui représentent traditionnellement les centres de la théologie, de la science ainsi que de l'art⁶.

On estime le nombre des turcophones à environ 180 millions. Actuellement, les pays peuplés par une majorité absolue ou relative de turcophones sont les suivants : le Grand Turkestan : comprenant le Xinjiang chinois et l'Asie centrale dont les Etats sont le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ; le Tchouvachistan, le Bachkirdistan, la Yakoutie, la République du Tatarstan (Fédération de Russie) y compris certaines parties d'Orenbourg et d'Astrakan (toutes ces régions se trouvent au sein de la Fédération de Russie) ; la région de Crimée de l'Ukraine et le Sud Ouest de la Moldavie, peuplé par les Gagaouzes turcophones ; l'Azerbaïdjan (y compris la partie nordique de l'Iran) et certaines régions du Daghestan au Caucase ; l'Iran septentrional et la région de Khorasan ; la Turquie et le nord de Chypre. Certaines parties de la Macédoine septentrionale et les régions de Dobroudja et de Deliorman de la Bulgarie. Les alentours des villes de Kirkuk et d'Erbil de l'Irak du nord⁷.

⁴ <http://www.senat.fr/rap/r00-320/r00-3201.html#toc11> (accédé le 1^{er} septembre 2006).

⁵ La Transoxiane est l'ancien nom d'une partie de l'Asie centrale située au-delà du fleuve Oxus (actuel Amou-Daria). Elle correspond approximativement à l'Ouzbékistan et au sud-ouest du Kazakhstan. Géographiquement, il s'agit de la région située entre les fleuve Amou-Daria et Syr-Daria. Quand le terme est utilisé de nos jours, cela implique généralement que l'on parle de la région à une époque antérieure au VIII^e siècle. Cependant le terme est resté en usage parmi les historiens occidentaux plusieurs siècles après.

⁶ Svat SOUCEK, *A history of inner Asia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p.4.

⁷ Jean SELLIER et André SELLIER, *ibid.* p. 146.

La turcophonie appartient au groupement ouralo-altaïque, et partage avec le finlandais, l'estonien et le hongrois la même famille linguistique. Si l'on essaye de distinguer les différentes formes de branche linguistique, on peut citer quelques dialectes spécifiques majeurs qui se différencient selon la géographie où ils sont parlés⁸ :

- Groupe méridional : le turc de Turquie (anciennement l'ottoman – *osmanli* -), l'azéri, le turkmène, le gagaouze, et diverses langues turcique du plateau iranien,
- groupe oriental : l'ouzbek et l'ouïghour,
- groupe septentrional : l'iakoute, le touvinien, le khakasse, l'altaïen, le tchouvache
- groupe central : le kazakh, le kirghize, le karakalpak, le nogai,
- group occidental : le tatar de la Volga, le bachkir, le koumyk, le tatar de Crimée, le karatchaï-balkar⁹

En ce qui concerne l'appartenance religieuse actuelle, dans l'ensemble, les peuples turcophones sont musulmans sunnites. Près d'un tiers des musulmans de Turquie sont « alévis » (une confrérie proche du chiisme), et la majorité des Turcs d'Iran et d'Azerbaïdjan sont chiites. Les Tchouvaches de Russie et les Gagaouzes de Moldavie sont en majorité chrétiens. Certaines peuplades ont même conservé leurs traditions chamanistes. On les trouve principalement dans les régions et les républiques autonomes de Russie voisines du massif de l'Altaï, en Khakassie et à Touva. Enfin, on trouve quelques peuplades turques bouddhistes, juives, zoroastriennes et baha'ies. (Avant le 9^e siècle la date du déclenchement des invasions arabes visant à islamiser les régions voisines), la religion des Turcs était le chamanisme qu'ils partageaient avec leurs voisins mongols. Le chamanisme est un ensemble de croyances sublimant la nature par la pratique de différents cultes païens. Ces notions païennes sont intégrées dans l'interprétation de l'Islam des peuples turciques, ce qui les différencie des autres fidèles de cette religion¹⁰.

1.2 L'établissement d'une grande puissance turque en Asie Mineure

Les Turcs d'Asie Mineure, y sont installés depuis la dynastie Seldjoukide. La migration vers l'Ouest des « Turcomans » (les tribus nomades des oghouzes), originaires d'Asie centrale, entraînent la fondation, en 1055, du sultanat des Grands Seldjoukides. Les Turcomans ayant pris le chemin de l'Anatolie, les Byzantins réagissent mais se heurtent à l'armée des Grands Seldjoukides commandée par le sultan Alp Arslan, qui les en expulse pendant la guerre de Mentzikert (en Anatolie orientale) en 1071. Les portes de l'Anatolie sont dès lors ouvertes aux

⁸ <http://www.turkicworld.org/>

⁹ Pour l'espace turcophone voir Annexe I.

¹⁰ Jérôme CORDELIER, « Chrétiens, juifs et Islam, le révélateur turc », Le Point, 10 Mars 2005.

Turcomans. Les conquérants turcs qui se battent contre les Byzantins sont aussi appelés « les ghazis » (guerriers de la foi). Les Turcs se répandent en Anatolie, cet afflux de Turcomans fait imposer la langue turque comme la *lingua franca* de la région¹¹.

Au moment du déclin des Seldjoukides, la puissance locale de plusieurs tribus turques s'affirme en Anatolie. Ces tribus constituent des émirats autonomes et finissent par devenir indépendantes au 13^e siècle. Le chef de l'une d'entre elles, Osman I^{er}, qui donne son nom aux Ottomans (*Osmanlı*) lutte contre les Byzantins et étend son domaine. Ohrhan, son fils (1326-1359), poursuit cette conquête dans les territoires de Thrace et de Macédoine. La transformation de la principauté ottomane en un vaste empire englobant le sud-est de l'Europe, l'Anatolie et le monde arabe, est accomplie en trois grandes campagnes, entre le 14^e et le 16^e siècle. L'Empire ottoman s'empare des Balkans et de la Hongrie (tout en profitant des rivalités entre Rome, Venise et Gênes et d'autres querelles entre puissances européennes). A travers les siècles, l'État ottoman crée une administration centralisée, développe un ordre militaire efficace autour d'un corps d'élite, « les Janissaires ». L'Empire ottoman connaît son apogée sous le règne de Soliman II le Magnifique, le souverain absolu. Les conquêtes de nouveaux territoires dont les populations sont soumises aux impôts permettent de constituer un trésor assurant l'entretien d'une armée puissante, garante de la protection de l'Empire et d'une marine, élément essentiel de l'hégémonie turque.¹²

L'expansion orientale de l'empire ottoman s'arrête au milieu du 17^e siècle suite à la fixation des frontières avec l'Iran. Bien que l'empire ottoman se soit emparé de la Crimée et des côtes nordiques de la Mer Noire, une grande partie du Caucase et de l'Asie centrale n'ont jamais appartenu à l'administration ottomane. Toutefois, cette situation n'empêche pas l'existence d'interactions entre les Ottomans et les gouverneurs centrasiatiques. À partir du 16^e siècle, on remarque une intensification des relations entre Istanbul et les émirats de Boukhara, de Khiva et de Kokand. Avec la transition du califat à la dynastie ottomane, Istanbul devenait le centre théologique de l'Islam et les sultans turcs détiennent une clé légitime pour s'imposer dans le monde musulman. Et surtout, c'est vers le 19^e siècle que les relations entre l'Émirat de Boukhara et l'Empire ottoman connaissent leur apogée. Les érudits et les élites de l'Émirat de Boukhara commencent à attribuer une grande attention aux processus de modernisation en cours dans l'Empire ottoman.

Au 18^e siècle, le déclin de l'Empire ottoman commence et se poursuit jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. L'arriération technologique et la faiblesse de l'économie entraînent une stagnation qui évolue vers une chute totale à la fin 19^e siècle. Les défaites militaires à

¹¹ Jean SELLIER et André SELLIER, op. cit., p.172.

¹² <http://www.herodote.net/histoire08280.htm>

l'extérieur et les réveils nationalistes à l'intérieur déstabilisent la structure de l'Empire multinational. On peut résumer les réactions officielles ottomanes qui se manifestent face à ce déclin en deux étapes : une réforme traditionnelle (1566-1807), période pendant laquelle on tente de rétablir les anciennes institutions, et une réforme moderne (1807-1918), pendant laquelle les anciennes méthodes sont abandonnées au profit de nouvelles, importées d'Occident. Cette dernière vision perdure également dans la Turquie républicaine.¹³

1.3 – L'émergence du « Panturquisme » à l'époque du déclin ottoman

1.3.1 La redécouverte de la turcité et sa transformation en une idéologie

L'idéologie du « panturquisme » dont le but final est de rassembler les peuples *turcs* dans un projet politique et/ou économique, est née à la fin du 19^{ème} siècle. Cet objectif repose tout d'abord sur la prise de conscience de l'appartenance à un ensemble ethnique, linguistique et religieux communs existant entre les turcophones de différents Etats et ceux de la Turquie. Parallèlement à la montée des courants nationalistes marquant le 19^e siècle, certains penseurs, intellectuels et hommes politiques turcs, tatars, azéris et turkestanais se sont engagés dans ce projet.¹⁴

Paradoxalement, ce n'est pas en Turquie que naît le panturquisme en tant qu'idéologie particulière visant à établir des liens entre les turcs de Turquie et ceux de l'extérieur.¹⁵ Auparavant, ce sont des orientalistes occidentaux qui mettent en évidence les points communs entre les différents peuples turciques. Leurs recherches et essais, au milieu du 19^e siècle, ont surtout eu une influence considérable sur la bourgeoisie intellectuelle tatar de Kazan qui cultivait une certaine amertume envers le joug de la Russie tsariste et souffrait des politiques assimilationnistes de son administration. C'est dans ces circonstances que certains intellectuels se rendent compte de leur turcité pour l'associer à celle de l'Islam et ébaucher, ainsi, un front commun face à l'impérialisme russe. Ce courant connaît une évolution sous l'effet d'un croisement des influences. Les madrasas

¹³ Hamit BOZARSLAN, « Réflexions sur l'économie de l'Empire Ottoman et le passage à la révolution industrielle », *Cahiers d'Etudes Sur La Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien*, N° 5, janvier-juin 1988, p.7.

¹⁴ Le panturquisme doit être distingué du pantouranisme (ou touranisme), notion plus large (plus floue aussi) qui fait référence au « Touran », un plateau mythique d'Asie centrale redécouvert par la turcologie hongroise au milieu du 19^{ème} siècle et d'où seraient originaires, à côté des Turcs, les Finnois, les Estoniens et les Hongrois. Le rêve ultime du pantouranisme est d'installer sur ces territoires un Etat très puissant en rassemblant tous les peuples cités, qui furent comme les indigènes de cet espace avant d'émigrer vers l'Europe.

Bayram BALCI, *La Turquie en Asie centrale : la conversion au réalisme (1991-2000)*, Istanbul, Publications de l'IFEA (Institut Français d'Etudes Anatoliennes), janvier 2001, p.15.

¹⁵ (*Diş Türkler* en turc : Une notion principale du panturquisme, un concept clé de cette idéologie qui est susceptible de provoquer des revendications irrédentistes).

de Boukhara et d'Istanbul qui forment la plupart des Tatars assurent de véritables lieux d'échange, de transmission et de confrontation des idées¹⁶.

Au milieu du 19^e siècle, les bases du courant panturquiste sont structurées par les opinions d'un Tatar de Crimée, nommé Ismail Gaspirali¹⁷ (1851-1914). Fondateur du journal *Tercüman* (*l'Interprète*), lu aussi bien à Istanbul qu'à Samarkand ou à Kazan, Gaspirali prônait l'union de tous les peuples *turcs* de Russie en une seule nation, en homogénéisant la langue afin de développer une conscience politique commune. Il est connu pour sa devise : « unité dans la langue, l'idée et l'action » (*Dilde, fikirde, işte birlik*), qui fut le slogan du courant panturquiste encore utilisé de nos jours¹⁸.

Gaspirali prévoie que l'enseignement aura une importance capitale pour réformer la société. Il exerce une influence notable sur le mouvement « *djadidiste* » visant à réformer l'ancien système d'éducation islamique basé sur des dogmes devenus archaïques. D'autres penseurs tatares ou azéris figurent, eux aussi, parmi les fondateurs pionniers du courant panturquiste. Ces intellectuels s'inspirent largement des idées de Gaspirali, en leur introduisant éventuellement un contenu plus politique¹⁹. En réalité, la bourgeoisie tatare eût un rôle pionnier dans l'émergence du courant djedidiste et turquiste étant donné que le Khanat de Kazan fut un pays limitrophe avec la Russie et qu'il y eut de forts rapports économiques qui lient Kazan à Moscou. Evidemment, la montée du nationalisme panslaviste au sein de la Russie Tsariste a influé sur les débats identitaires des intellectuels tatares.

Dans cette atmosphère, à l'instar de Gaspirali, Yusuf Akçura(1879-1935) qui est issue d'une famille réputée de la bourgeoisie tatare du 19^{ème} siècle, se rend plusieurs fois à Istanbul et il devient l'un des théoriciens du nationalisme du début du 20^{ème} siècle. Son article intitulé « *Üç Tarz-ı Siyaset* » (Trois Façons de Politique) reflète mieux ses convictions idéologiques. Dans

¹⁶ Bayram BALCI, *ibid.*, p. 16.

¹⁷ Ismail Gaspirali (appelé *Gaspinski* dans les sources russes- issu de Gaspira, un village de Crimée-) occupe une place tout à fait particulière dans l'évolution de la prise de conscience nationaliste et réformatrice des peuples turques. Gaspirali était un jeune tatar musulman de Crimée qui fut accepté dans l'académie militaire de Moscou en 1865. Durant ce temps, il observait le mouvement panslaviste qui attirait plusieurs adeptes au sein de l'armée russe. Ce courant nationaliste slave avait un caractère hostile envers les turcs voire turcophobe. C'est pour cette raison que Gaspirali réagissait en fuyant discrètement l'académie pour rejoindre l'armée ottomane qui était en pleine guerre contre les insurgés de l'île de Crète en 1866. Mais il fut arrêté avant qu'il ne passe la frontière. Quitte l'académie, Gaspirali s'est adonné à la lecture des idées politiques et aux réflexions sur le nationalisme panturquiste. Suivant cette période de formation personnelle, il s'est rendu à Paris où il fut même l'assistant du fameux écrivain russe Tourgueniev. Vu ses qualités intellectuelles, Gaspirali n'était pas seulement un idéologue mais aussi un réformateur qui avait compris l'importance de la communication de masse. Il avait introduit l'imprimerie dans la région de Crimée et avait également déclenché les publications des journaux, des revues ainsi que des ouvrages pour diffuser ses opinions sur les réformes éducatives et linguistiques parmi les peuples turques musulmans.

¹⁸ Sur le site <http://www.ismailgaspirali.org/> il est possible de consulter les récits d'Ismail Gaspirali. Ce site est trilingue : en tatar de Crimée et de Kazan et en turc.

¹⁹ Helene Carrère D'ENCAUSSE, *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1981, p.179.

cette rédaction qui a eu un important effet dans les milieux nationalistes, Akçura prône la vision panturquiste par rapport aux idéologies occidentaliste et islamiste qui ont émergé à l'époque de la fin de l'Empire Ottomane. A l'ère républicaine, Yusuf Akçura fut nommé à la tête de *Türk Tarih Kurumu*, (l'Institution Turque de l'Histoire).²⁰

Comme les tatares de Kazan, les intellectuels d'Azerbaïdjan ont aussi fait des contributions considérables à la cause panturquiste. Parmi ces personnages, on doit absolument citer les noms de deux figures qui sont Hüseyinzade Ali Bey et Ahmet Ağaoğlu²¹. Ces deux intellectuels ont eu d'étroites relations avec les autorités du Parti d'Union et de Progrès de l'Empire Ottomane et ils ont plaidé pour établir des interactions entre Istanbul et Bakou afin d'assurer la conscience turquiste. Hüseyinzade Ali Bey et Ahmet Ağaoğlu ont un rôle fondamental protagoniste dans l'action panturquiste du fait qu'ils ont lutté pour surmonter les effets la division sectaire entre la Turquie sunnite et l'Azerbaïdjan chiite. Ağaoğlu est l'un des théoriciens fondateurs des *Türk Ocakları*²² (Foyers Turcs) et de la revue *Türk Yurdu* (Patrie Turque).

1.3.2 Le mouvement des « jeunes turcs » : l'origine de l'Etat-nation turc

En effet, depuis la fin du 19^{ème} siècle, plusieurs idéologies sont défendues à Istanbul pour préserver l'Empire ottoman du risque d'éclatement. Dans ce contexte, certains intellectuels de l'époque s'inscrivent dans le cadre d'une occidentalisation obstinée, certains sujets défendent l'idée d'un retour strict aux valeurs de l'Islam (le panislamisme : sauver l'Empire en s'appuyant sur l'islam) d'autres à la turcité (le panturquisme : sauver l'Empire en s'appuyant sur ses éléments turcs). Avant cette époque du réveil nationaliste, la charte impériale avait adopté sous le nom de

²⁰ Selon Charles Warren Hostler, un spécialiste réputé des peuples turcophones, cet article a joué le rôle de *Manifeste Panturquiste sur les milieux nationalistes de l'époque*. Son effet peut être comparé au *Manifeste Communiste* sur les marxistes.

Charles Warren HOSTLER, *Turkism and the Soviets: The Turks of the World and Their Political Objectives*, Londres, George Allen and Unwin, 1957.

²¹ Kamil Veli NERIMANOĞLU, « Ali Bey Hüseyinzade ve Türk Osmanlı Kültür Sistemi » (« Ali Bey Hüseyinzade et le système de culture turque-ottomane »), *Yeni Türkiye*, édition spéciale des recherches d'histoire turque et de la turcologie, no : 46, mai-juin, p. 389.

²² « Le Foyer Turc » est fondé en 1912 par un groupe de jeunes nationalistes dont la majorité est issue parmi les étudiants du département de la médecine de l'Académie Militaire ottomane. Ces jeunes préconisent l'idéal du turquisme comme solution à la décadence ottomane. Suite à l'effondrement de l'Empire et la proclamation de la République, les Foyers Turcs se répandent dans toutes les grandes villes de la Turquie. Mais par un décret gouvernemental en 1927, cette institution est imposée à rejoindre le parti unique C.H.P, Parti Républicain du Peuple. Finalement en 1931, les activités de l'association sont totalement interdites.

Selon certains chercheurs et académiciens, à la base de cette décision se trouvent, d'une part, les pressions de l'Union soviétique en vue d'entraver la conscience panturquiste ; et d'autre part, la croissance des filiales des Foyers Turcs qui peut être perçue comme un futur rival parti politique à C.H.P. Cependant, en 1949, les Foyers Turcs sont de nouveau autorisés à recommencer ses activités. La revue *Türk Yurdu* (Patrie Turque) est la publication de cette association depuis sa fondation.

Pour les activités de l'organisation et la consultation sur internet de leur revue voir : <http://www.turkocagi.org.tr/> et <http://www.turkyurdu.com.tr/>

« Tanzimat » plusieurs réformes dans les domaines administratif, militaire, judiciaire et financiers. Cette promulgation qui date de 1839 est considérée par plusieurs historiens et chercheurs comme le commencement du processus d'occidentalisation chez les Turcs-ottomans²³.

Dans l'Empire ottoman, le système juridique et politique repose sur une compréhension religieuse de l'État. En d'autres termes, les « différences » sont basées sur la religion et non pas sur l'ethnicité. Il y existe une catégorie différente que l'on appelle « *Millet-i Hakime* » (la Nation dominante), c'est l'élément musulman de la société ottomane. Les non-musulmans ont le statut de « *Millet-i Mahkume* », c'est-à-dire les *millets* (nations) sous domination. On peut compter quatre millets par l'ordre d'importance : les Musulmans, les Grecs, les Arméniens et les Juifs. Tous ces quatre sont exclusivement définis en termes religieux. Le millet musulman (ou le millet dominant) regroupe les populations musulmanes composées majoritairement par les turcs, les arabes, les kurdes, les albanais et les circassiens musulmans émigrés dans l'Empire ottoman.²⁴

Ce système des « millets » fonctionne d'une manière assez pacifique avant l'expansion des idées de la révolution française à travers toute l'Europe. Ultérieurement, la question de l'identité gagne une nouvelle dimension dans la société ottomane et commence à présenter le problème d'ethnicité. Comme la question d'identité n'est prise que dans un cadre religieux auparavant, son aspect ethnique avait été toujours négligé jusqu'au 19^e siècle. Or, le déclenchement des courants nationalistes dans les Balkans entraînait au sein des populations de l'Empire une quête de revendication qui progresserait jusqu'à des luttes pour l'indépendance.²⁵

Il serait cependant important de noter que depuis la deuxième moitié du 19^e siècle un courant politique moderniste commence à se faire peser sur l'intelligensia de l'Empire. En raison des répressions du Sultan ottoman Abdulhamid II (qui regna 33 ans entre 1876-1909), certains intellectuels qui avaient dû fuir l'Empire pour se rendre en Europe, furent inspirés par des débats politiques de l'époque en Europe. Ceux-ci, deviennent les protagonistes d'un mouvement précurseur appelé « Jeunes-Turcs ». Ces dissidents ottomans « en exil » sont convaincus qu'ils devaient militer pour un régime constitutionnel et libéral doté d'un parlement pour réformer l'Empire²⁶.

Durant les périodes suivantes, les pensées politiques progressistes des Jeunes Turcs pénètrent dans les sociétés secrètes des universitaires et des cadets militaires. Ces intellectuels et militaires

²³ Robert MANTRAN, *Histoire de la Turquie*, Paris, que sais-je, 1961, p. 87.

²⁴ Kemal H. KARPAT, *Osmanlı'da Değişim, Modernleşme ve Uluslaşma (Changement, Modernisation et Nationalisation en l'Empire Ottoman)*, Ankara, İmge, 2006, p.149.

²⁵ Pierre DU BOIS, « La question des Balkans », *Relations Internationales*, no: 103, automne 2000, p.3.

²⁶ Bülent TANÖR, *Osmanlı – Türk Anayasal Gelişmeleri (Les développements constitutionnels ottomans et turcs)*, Istanbul, YKY, 2000, p. 169.

développent des projets pour moderniser et occidentaliser fondamentalement la société en se démarquant des «vieux-turcs» (désignant les réactionnaires). Parallèlement, les partisans militaires attachés à cette idée de révolution s'organisaient dans le cadre d'un comité intitulé *Ittihad ve Terakki* (Union et Progrès). Ce comité, en se transformant en un parti illégal (portant le même nom : le parti de *l'Union et de Progrès*), réussit à renverser le Sultan Abdulhamid II en 1908, tout en mettant à sa place son frère Mehmed V.

Dès lors, un gouvernement constitué par les ministres issus du parti de l'Union et Progrès commence à poursuivre les objectifs de la genèse des jeunes turcs. Pourtant cette mobilisation ne se fait pas encore au nom du panturquisme. A une époque où l'Empire maintient sa forme multinationale, le slogan de « l'ottomanisation » est employé pour camoufler le mouvement de turquification ou de redécouverte de la turcité. Les Jeunes Turcs sont au pouvoir en 1909, et détiennent la majorité des sièges à l'assemblée. Le pouvoir est désormais dans les mains d'une *troïka*, les trois généraux : Enver Pacha, Talat Pacha et Cemal Pacha commencent à s'imposer dans toute prise de décision cruciale²⁷.

La mouvance de l'Union et Progrès glisse alors vers le nationalisme dans un contexte de réaction aux mouvements indépendantistes des Balkans, aboutissant à un détachement de ces territoires de l'Empire ottoman. Parallèlement, les défaites des guerres des Balkans (en 1912 et 1913) suscitent une grande prise de conscience islamo-nationaliste chez l'avant-garde intellectuelle et militaire. Pendant la première Guerre Mondiale et malgré les attentes de solidarité islamique avec les appels lancés par le Sultan turc (en même temps le Calife des musulmans), les peuples arabes du Moyen-Orient choisissent de s'allier avec les forces britanniques au nom de leur indépendance. A la fin de la première Guerre Mondiale en 1918, l'Empire ottoman perd désormais son caractère multi nationaliste et multiconfessionnel.²⁸ Subséquemment, les principaux représentants du cabinet de l'Union et Progrès sont renvoyés. (D'ailleurs plusieurs prennent la fuite pour l'Europe.)

Par ailleurs, durant toutes ces évolutions des courants modernistes dans l'Empire ottoman, les relations entre Istanbul et l'Émirat de Boukhara gagnent une dimension politique et militaire. De nombreux officiers ottomans faits prisonniers dans la guerre russo-ottomane de 1877-1878 et dans les affrontements sur le front du Caucase en 1914 se rendent, après avoir réussi à s'évader des camps de prisonniers, au Turkestan pour y assumer différentes fonctions y compris celle d'enseignants dans les écoles *djadids*.

²⁷ Robert MANTRAN, *ibid.*, p. 111.

²⁸ Alan J.P, TAYLOR, *The First World War*, Norfolk , Penguin Books, 1974, p. 242.

1.3.3 Le nationalisme kémaliste limité dans le cadre géographique de l'Anatolie

Après la première Guerre Mondiale, l'Empire ottoman disparaît de la carte mondiale dont l'une des conséquences est l'occupation de l'Anatolie par les alliés franco-britanniques et la région d'Egée est la scène du débarquement des forces grecques. Cependant, les adeptes du panturquisme suivaient les constructions de nouveaux Etats de la fin du 19^e et du début du 20^e siècles en observant les expériences allemande, italienne et slave de formation des Etats-nations. Parallèlement aux définitions de la construction des Etats-nations en Europe, le mouvement de résistance qui s'organise pour affronter les envahisseurs revendique uniquement les territoires à majorité turcs et musulmans de l'Anatolie. (Puisque sur les autres ex-territoires ottomans figurent, d'emblée, de nouveaux Etats-nations ou des administrations de « mandat »). C'est dans ces circonstances que les élites de l'Anatolie s'approprient la genèse turquiste (*türkçülük*). Cependant l'Anatolie est la scène d'une guerre d'indépendance sous le commandement de Mustafa Kemal Pacha²⁹.

Après la défaite, le responsable de l'engagement ottoman dans la grande guerre mondiale aux côtés des Allemands, Enver Pacha, fuit à Berlin. A Istanbul, il est inculpé et condamné à mort, par contumace, par la Cour martiale à cause de sa décision de déportation des Arméniens pro-russes de l'Anatolie de l'Est sous prétexte d'éviter une guerre civile. Puis Enver Pacha quitte Berlin pour assister au Congrès des Peuples de l'Orient³⁰ qui fut rassemblé en 1920 à Bakou.

Au début du mois de novembre 1921, Enver rejoint le Turkestan où les bolcheviques combattent le mouvement des « basmatchis ». ³¹ Au moment où la Russie tsariste s'effondre et les Soviétiques arrivent au pouvoir, les nationalistes insurgés du Turkestan résistent, et forment des groupes paramilitaires, contre l'armée bolchevique. Enver Pacha est convaincu qu'il doit militer pour la gloire du panturquisme en ralliant les basmatchis³². Plus tard, il conduit plusieurs milliers de troupes contre le régime soviétique, dans le but déclaré de « chasser les Européens et de créer le grand Etat Musulman d'Asie Centrale ». Pourtant, il trouve la mort lors d'une bataille contre l'Armée Rouge le 4 août 1922 à Beldjivan au Tadjikistan. Ainsi, le panturquisme perd son potentiel leader. Le rêve de fonder un Etat unissant tous les peuples du Turkestan échoue inévitablement.

²⁹ Robert MANTRAN, op. cit., p. 115.

³⁰ 2000 délégués ont assisté au Congrès des peuples de l'Orient, organisé par l'Internationale communiste, à Bakou. Les délégués orientaux se réclamaient d'entités ethniques dont on peut distinguer cinq groupes : les « mercantis » ; les musulmans de Russie et d'Asie Centrale, les délégations de Transcaucasie, composées en majorité des représentants de petits groupes ethniques, protégés par les bolcheviks ; les délégués orientaux étrangers, parmi lesquels les nationalistes turcs et les représentants du « Komintern » et des partis communistes occidentaux ont participé aux débats.

³¹ Le nom de « basmatchi » provient d'un mot turc désignant les « attaquants ».

Contrairement à l'engagement d'Enver Pacha dans le mouvement des basmatchis réactionnaires, une autre voie pro-bolchevique émerge parmi les populations turcophones sous la direction d'un tatar de Volga nommé Sultan Galiev (1882-1940). Galiev, qui était un nationaliste radical au début est persuadé que les nations musulmanes devraient se construire comme des nations prolétariennes et s'allier avec les bolcheviques pour la libération du Turkestan. Galiev choisit de s'associer avec les bolcheviques et assure aussi la participation des Turkestanais dans le projet soviétique mais son passé nationaliste suscite la méfiance de Staline et il est condamné pour être un nationaliste bourgeois contre-révolutionnaire et exécuté en 1940.³³

En cette période où se créent de nouveaux Etats en Russie et en Turquie, les nationalistes kémalistes et les révolutionnaires bolcheviques ont en commun un ennemi majeur. Pour Lénine, la Turquie mène une guerre d'indépendance contre les occupants impérialistes (contre les alliés – le Royaume-Uni, la France, l'Italie et la Grèce) imposant à l'Empire ottoman de signer le traité de Sèvres qui prévoit la réduction de la Turquie à un territoire limité sur l'Anatolie centrale. Or, les bolcheviques perçoivent cette lutte comme étant une guerre révolutionnaire même si elle revêt un caractère nationaliste.

Parallèlement, à la suite de l'achèvement de la conquête du Turkestan par les bolcheviques en 1920, la République populaire de Boukhara et le gouvernement d'Ankara perpétuent la relation qui s'était nouée entre l'Émirat de Boukhara et l'Empire ottoman. La République populaire de Boukhara apporte ainsi un soutien financier à l'effort de guerre de Mustafa Kemal Atatürk en Anatolie.

Par ailleurs, dans la vision de Mustafa Kemal, l'idéologie nationaliste se définit dans le cadre d'ambitions territoriales claires et limitées à la Turquie. C'est pourquoi, Lénine et ses camarades ne se préoccupent pas d'une éventuelle revendication irrédentiste des kémalistes concernant le Turkestan et les autres territoires turcophones du Caucase et de la Russie. Ils accordent ainsi aux résistants turcs de l'aide en termes d'argent et d'armes. Ce climat de solidarité entre les deux nations rivales depuis des siècles, se concrétise avec la signature des traités d'amitié et de fraternité en 1921, de neutralité en 1925 et de commerce et de navigation en 1937.³⁴

Au moment de l'éclatement de l'Empire ottoman et de la fondation de la République, le nationalisme turc devient le seul courant de pensée à proposer l'identité ethnique comme solution au problème de dissolution du système des millets de l'Ottoman. Si l'on tend à analyser la principale doctrine panturquiste dans la période de transition de l'Empire ottoman à la

³³ Hélène Carrère D'ENCAUSSE, op. cit., p. 269.

³⁴ Stefanos YERASIMOS, *Kurtuluş savaşında Türk Sovyet İlişkileri, 1917-1923, (Les relations Turco-Soviétiques pendant la guerre d'Indépendance), 1917-1923*, Istanbul, Boyut, 2000, p. 137.

République turque, il faut souligner l'importance des pensées politiques d'un sociologue turc nommé : Ziya Gökalp (1876-1924). L'un des ouvrages principaux de Gökalp est sans doute le recueil de ses récits sous le titre de «*Türkçülüğün Esasları* », les Fondements du turquisme. Selon lui, les Turcs peuvent créer une civilisation particulière, tout en conservant leurs identités nationales turques et religieuses islamiques.

Pour ce faire, les élites conceptrices et porteuses de la civilisation doivent transmettre cette synthèse au peuple, dépositaire de la culture nationale. Gökalp prétend que la révolution qui a commencé avec les jeunes Turcs sera complétée par des réformes dans les domaines socio-culturels au fur et à mesure que l'idée de la modernisation sera intégrée par toutes les couches sociales. Ainsi, le père de la sociologie turque, Ziya Gökalp, forge le contenu d'une nouvelle identité qui sert à transiter de la période de la déchéance ultime de l'Empire ottoman, à l'époque de l'appartenance à la nouvelle « nation turque ». Le fondateur de la République turque, Kemal Atatürk, mentionne à plusieurs reprises qu'il s'est inspiré des récits de Gökalp dans la voie de la construction de l'État-nation turc³⁵.

Le fondement du nationalisme turc est fortement inspiré par les principes de la République Française (la pensée des philosophes de *l'époque des Lumières* influence Atatürk).³⁶ Une transition d'un Etat théocratique à une République se réalise. La Turquie devient alors une République unitaire, très centralisée depuis 1923, adoptant, par la suite, une forme de laïcité stricte à la fin des années 30. Atatürk envisage de baser les futures réformes sur cette nouvelle conscience nationale républicaine dont le concept fondamental est le « citoyen » mais pas le « fidèle » d'une religion donnée.

En rupture avec l'ordre impérial, multiethnique, plurilingue et multireligieux, la République turque nationaliste essaye de fondre les ethnicités en une identité nationale. Le nouveau citoyen de la République de Turquie est le produit du passage d'un Empire multiculturel à un État-nation, de même que celui d'une transition d'un Etat monarchique théocratique à une République laïque.

37

³⁵ « "Jeune recherche" sur l'Empire ottoman et la Turquie moderne » Compte-rendu de la journée d'études du Groupe d'études et de recherche interdisciplinaire sur la Turquie, GERIT- EHEES, l'Intervention de Anastasia Falierou, 30 mai 2003, p.2.

³⁶ Sur le site du département d'information du premier ministère de la Turquie, une page est consacrée à la vie d'Atatürk et à la formation de ses idées républicaines.

<http://www.byegm.gov.tr/YAYINLARIMIZ/newspot/2001/nov-dec/n1.htm>

³⁷ Dans les années 30, le recueil des récits d'Atatürk concernant « la sociologie de la nation et de la citoyenneté » constituait un livre de référence d'éducation élémentaire et secondaire. Cet ouvrage était intitulé « les Connaissances Civilisationnelles ». Ce livre fut republié sous le nom de *Medeni Bilgiler ve M. Kemal Atatürk'ün El Yazıları* (Les Connaissances Civilisationnelles et les Manuscrits de M. Kemal Atatürk), A. Afet İNAN, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 1988.

http://www.aydinlanma1923.org/sayi/42/A1923_42_8CAVDAR.pdf

Après la guerre d'indépendance qui aboutit à une victoire légitime en 1923, le traité de Lausanne assure la reconnaissance des nouvelles frontières de la Turquie. Selon le traité, le statut de minorité n'est accordé qu'aux membres des religions autres que celle de l'Islam. La nation turque est donc composée par la population majoritairement musulmane d'Asie Mineure et de Thrace. Une des conséquences du traité de Lausanne, est la modification de la démographie anatolienne. (Dû à la déportation des Arméniens durant la première Guerre Mondiale, à l'exode de la majorité des Grecs en Grèce, la Turquie représente un pays dont la population est massivement musulmane.) Cependant, Atatürk déclare après l'instauration du nouveau régime républicain, que la nationalité turque est basée sur la citoyenneté de la République de Turquie. Par conséquent, on accorde l'identité nationale turque à tous les habitants de l'Anatolie, quelle que soient leurs ethnies.³⁸

1.4 – L'évolution du courant panturquiste à l'ère de la République moderne

1.4.1 Le réveil de l'idéologie dans le contexte de la 2^{ème} Guerre Mondiale

Bien que l'idéologie kémaliste ne prévoise pas un engagement panturquiste, Atatürk tient un discours qui servira de base aux revendications des futures élites panturquistes de Turquie :

« Aujourd'hui, l'Union Soviétique est notre amie, notre voisine et notre alliée. Nous avons besoin de cette amitié. Mais personne ne peut aujourd'hui prévoir ce qui se passera demain. Cette Union, comme l'Empire ottoman, comme l'Autriche-Hongrie, peut se fragmenter. Les nations qu'elle détient aujourd'hui peuvent lui échapper un jour. Le monde peut parvenir à un nouvel équilibre. Ce jour-là, la Turquie doit savoir ce qu'elle a à faire. Nous avons des frères qui vivent sous l'administration de cet allié. Ces frères ont la même foi et la même croyance que nous. Nous devons être prêts à les soutenir, être prêt ne signifie pas se taire et attendre ce jour-là. Il faut se préparer. Comment les nations se préparent-elles à cela ? En conservant des ponts culturels vivants. La langue est un pont, l'histoire est un pont. Nous devons plonger dans notre passé et nous unir dans ce passé commun brisé par les événements. Nous ne pouvons pas attendre qu'ils (les "Turcs de l'extérieur") s'approchent de nous. Nous devons aller de nous-mêmes vers eux ! »

Attribuée à Mustafa Kemal Atatürk qui l'aurait prononcée lors de son discours marquant le dixième anniversaire de la fondation de la République turque, en 1933, cette longue citation serait

³⁸ Toktamış ATEŞ, *Türk Devrim Tarihi (Histoire de la Révolution Turque)*, İstanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2000, p. 191.

accentuée par les cadres officiels à l'époque de l'émancipation des peuples turcophones d'Asie centrale et de Caucase³⁹.

Cependant, la Russie, avec la révolution de 1917, devient le centre du communisme. Or, cette idéologie est associée pendant la guerre froide à la répression, et l'inimitié envers le « monde libre ». Le discours panturquiste, présente l'ex-URSS dans une double dimension négative : premièrement, Moscou est la source du communisme athée, et deuxièmement les peuples turques y sont des « captifs ». ⁴⁰ De plus, cette représentation trouve dans la population un terrain d'emblée favorable. Ce discours interne d'exaltation anti-soviétique, constitue l'aspect essentiel du mouvement ultranationaliste en Turquie. Il permet de formuler l'idée fondamentale selon laquelle la Turquie devait (re-)devenir une grande puissance, et se construire comme telle contre la Russie⁴¹.

Subséquentement, un climat favorable pour la mobilisation intellectuelle nationaliste survient durant la deuxième Guerre Mondiale. Lorsque les forces allemandes avancent vers le Caucase en 1942, l'ambassadeur d'Allemagne à Ankara, le maréchal Von Papen, essaye de convaincre İsmet İnönü, le président turc de l'époque, pour attirer les forces turques dans la guerre aux côtés du Troisième Reich. Ayant pour objectif d'ouvrir un nouveau front contre l'Union soviétique, l'ambassadeur allemand annonce qu'une éventuelle alliance turco-allemande peut servir à la réalisation du projet panturquiste avec l'annexion des territoires turcophones d'Asie centrale à la République turque. En revanche, le président İnönü reste très attaché à la vision d'Atatürk qui interdit un tel aventurisme. Conformément à ce principe de politique extérieure, la Turquie ne change pas sa position de neutralité durant la guerre⁴².

Cette époque est marquée par une certaine effervescence dans les publications panturquistes. Contrairement à la politique du président turc, quelques membres du cabinet et certains chroniqueurs s'interrogent sur la possibilité de s'unir avec les Allemands afin de parvenir jusqu'aux steppes d'Asie centrale. Effectivement, durant cette période, la propagande pantouraniste s'intensifie. Le personnage emblématique de l'époque était un chauviniste aux tendances racistes nommé Hüseyin Nihal Atsız. Celui-ci prône un nationalisme sur un terreau de racisme et publie une revue intitulée « Orkun » (un fleuve d'Asie centrale)⁴³. Dans l'abondance

³⁹ Bayram BALCI, op. cit., p.27.

⁴⁰ Selon leur idéologie, ils prétendent que ces peuples sont soumis à l'administration soviétique involontairement.

⁴¹ Bayram BALCI, op. cit., p.38.

⁴² Selim Deringil, *Turkish foreign policy during the second World War: An 'active' neutrality*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 180.

⁴³ Cette revue continue de fonctionner comme un plate-forme des ultranationalistes dont le site web est : <http://www.orkun.com.tr/> On peut multiplier les exemples de ces périodiques de l'époque : la revue de « Ergenekon », de « Bozkurt », de « Gök Börü » de « Tanrıdağ » etc.

des publications panturquistes, on rencontre fréquemment des références aux gloires des ancêtres turcs et à leurs vies archaïques.

Quand la défaite nazie fut presque évidente en 1944, la politique d'Ankara envers les associations et les partisans ultranationalistes devient sévère. Dès lors, pour ne pas rompre les relations avec l'Union soviétique à cause du discours irrédentiste du courant panturquiste, certains idéologues du mouvement sont condamnés. Sur le banc des accusés figurent des pionniers de l'extrême droite turque tels que : Hüseyin Nihal Atsız, Necdet Sancar, Prof. Dr. Ahmet Velidi Togan et le colonel Alparslan Türkeş qui serait le chef du parti nationaliste MHP, porte drapeau du nationalisme turc. Par la suite, cette mesure répressive est traitée par les partisans de la mouvance nationaliste comme étant un « complot communiste » guidé par la ruse staliniste⁴⁴.

Après la seconde Guerre Mondiale, la Turquie prend sa place au sein du bloc occidental. Pourtant, les autorités turques se méfient des revendications irrédentistes susceptibles d'alarmer l'hostilité soviétique. Malgré cette politique officielle, quelques associations panturquistes continuent leurs activités politiques mais ciblent, avant tout, leurs adversaires idéologiques à l'intérieur du pays.

1.4.2 Le Parti du Mouvement Nationaliste (MHP) : le porte-drapeau du nationalisme panturquiste

En 1946, sept ans après la mort d'Atatürk, la transition à la démocratie est adoptée par les dirigeants du parti unique, *Cumhuriyet Halk Fırkası*, CHP (le Parti Républicain du Peuple). A coté du *Demokrat Parti*, DP (Parti Démocrate) qui se définit en tant que mouvement libéral respectant les valeurs traditionnelles du peuple, un autre parti nommé : *Cumhuriyetçi Köylü Millet Partisi*, CKMP (Le Parti National Républicain et Paysan) est fondé par certains anciens ministres dont le maréchal Fevzi Çakmak. Ce parti s'adresse à un électorat nationaliste et conservateur. Le Parti Démocrate accède au pouvoir en 1950 alors que le CKMP se transforme en un mouvement ultranationaliste. Similairement, dans les années 1940, les publications panturquistes commencent à gagner une certaine popularité auprès d'une large frange de la population turque. Néanmoins, lors d'un congrès général en 1965, le parti CKYM prend le nom du *Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP (*Le Parti du Mouvement Nationaliste*) et se réorganise sur un modèle militaire et autoritaire. Le leader du nouveau parti, Alparslan Türkeş, est un ancien

⁴⁴ Cenk SARAÇOĞLU, « Nihal Atsız's world-view and its influences on the shared symbols, rituals, myths and practices of the *ülküci* movement », *Department of Turkish Studies Working Papers Archive*, Université de Leiden, p. 8.

colonel jugé par la cour militaire dans le procès du racisme et du pantouranisme en 1944.⁴⁵ Au fil du temps, le MHP met en place une branche « para-militaire » en fondant un réseau de jeunes militants, appelés les « loups gris » (*bozkurtlar* -signifiant l'animal culte des turcs anciens-) contre les mouvances des fractions communistes et socialistes.

L'idéologie de MHP⁴⁶ depuis sa fondation incarne l'association de deux notions d'importance colossales : la première est la « Turcité » et la seconde est « l'Islam ». Les idéologues du parti baptisent leur doctrine comme « l'Idéalisme » (*Ülkücülük*) et ses adeptes comme des « idéalistes » (*ülküçüler*). Les « Foyers de l'Idéal » (*Ülkü Ocakları*) sont des lieux de formation de type « scoutisme », très encadrés et idéologiquement engagés. Cette idéologie est prolongée et relayée par des associations et des clubs de pensée. La force de pénétration du mouvement dans la société s'effectue à travers certaines catégories sociales telles que l'Université, « *l'esnaf* » (boutiquiers, artisans, -petit commerce en général-), la police, etc.⁴⁷

A la fin des années 1970, le MHP est tenu responsable de l'escalade de violence qui se transforme en guerre civile faisant environ 5.000 victimes. Les *ülküçüs* (idéalistes) sont accusés d'être coupables de meurtres d'enseignants, d'universitaires et de militants de gauche.⁴⁸ C'est l'époque de la bataille des deux camps. Pour les « loups gris » les gauchistes sont des « marionnettes de Moscou ». En revanche, les révolutionnaires reprochent aux militants du MHP d'être des « néofascistes ». Tandis que l'armée turque intervient le 12 septembre 1980 et qu'elle met une fin brutale aux affrontements idéologiques en incarcérant des milliers de suspects politiques. Ainsi, plusieurs idéalistes adeptes du MHP sont jugés (ainsi que le leader Türkeş) dans les cours militaires. Ils partagent le même sort avec leurs adversaires *révolutionnaires*. Dès lors, la Turquie entre dans une nouvelle ère de dépolitisation de la jeunesse. Les élections suivantes n'ont lieu que trois ans plus tard, en novembre 1983, dans l'ombre des militaires. Cette période voit aussi la montée du libéralisme à travers le monde entier et le peuple turc élit un nouveau leader, Turgut Özal, pionnier des mesures libérales, qui prétend unir tous les fragments de la droite.

Au début des années 90, le discours de MHP trouve un public particulièrement plus réceptif en Turquie. La tendance panturquiste est toujours celle d'une minorité mais désormais elle occupe le

⁴⁵ M. Hakan YAVUZ, « The politics of fear: the rise of the Nationalist Action Party (MHP) in Turkey », *Middle East Journal* . vol: 56 - no : 2, Printemps 2002, p. 206.

⁴⁶ Le caractère « nationaliste » se manifeste avec son emblème qui est composé de trois croissants blancs sur un fond rouge (l'ancien drapeau ottoman). Ses partisans ont des façons particulières de se saluer, de serrer la main et une manière spéciale de laisser pousser les moustaches. voir Dr. Rengin OZAN et Dr. Veli POLAT, « Les emblèmes des partis politiques, d'après 1980 dans la politique turque », http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/documents/archives0/00/00/07/57/sic_00000757_00/sic_00000757.pdf

⁴⁷ L'essai du turcologue Frédérique-Jeanne BESSON, <http://www.tetedeturc.net/ulkuculuk.html>

⁴⁸ Necati Alkan, « Terörle Mücadele » (La lutte contre la terreur) http://www.teror.gen.tr/turkce/makaleler/necati_alkan_terorle_mucadele.html

devant de la scène avec l'évolution du déclin de l'Union soviétique. Dans le contexte de l'émancipation des peuples turciques de l'ex-URSS, les intellectuels et les politiciens s'interrogent sur l'hégémonie du MHP concernant le discours d'affinité ethnique et culturelle entre les Turcs de la Turquie et ceux de l'extérieur. Bien que la République turque se soit constituée en un État-nation détaché du monde musulman et turcophone, depuis Atatürk, l'histoire officielle et les ouvrages scolaires de références traitent des civilisations turciques de l'Asie. Malgré que la majorité du peuple turc ne soit pas de tendance panturquiste, elle se réfère ethniquement et culturellement à l'Asie centrale. Or, l'image des ancêtres qui sont immigrés des plaines de l'Asie centrale figure toujours dans la mémoire collective de la société turque.

Pourtant, les affrontements idéologiques des années 1970 avaient apporté au mouvement nationaliste et panturquiste une connotation fasciste dont se méfient la majorité des élites intellectuelles. C'est pourquoi, s'intéresser aux peuples turciques de l'Asie centrale est un apanage de la droite nationaliste. Or, presque tout le champ d'étude et de publication concernant l'espace turcophone appartient aux partisans ultra-nationalistes de l'extrême droite⁴⁹. Par conséquent, quand le climat politique international commence à évoluer à la fin des années 1980, la Turquie manque de recherches profondes sur la structure sociétale et culturelle des peuples centrasiatiques. Évidemment, cette actualité de l'époque commence à imprégner le discours de personnalités politiques qui ne s'inscrivent pas dans cette vision. Ainsi, même si les responsables politiques en charge de la Turquie ne sont pas issus de ce mouvement et de l'extrême droite, ils en assimilent cependant la logique.

⁴⁹ La préface d'İlter Turan, Büşra ERASLANLI, *Çok boyutluluğun yeniden keşfi : Türkiye'nin türk cumhuriyetleriyle işbirliği arayışı* (La redécouverte de la multidimension : la quête de coopération de la Turquie avec les Républiques turques), Istanbul , Bağlam, 1998.

2- L'officialisation du discours du « Monde Turc » et ses pratiques dans l'après - Guerre Froide

2.1 L'ouverture à l'Asie Centrale : un moyen de la transformation de la politique étrangère turque

Le 13 décembre 1983 est une date très importante pour l'histoire récente de la Turquie. A la suite du premier scrutin organisé après le coup d'Etat militaire de 1980, un nouveau gouvernement civil se forme dont le premier ministre est Turgut Özal, un ancien technocrate du « service de planification d'Etat ». Pendant son mandat de premier ministre, Özal commence à prendre les mesures d'une transition de l'économie turque (qu'il qualifie de « trop étatique ») en une économie de marché⁵⁰ et c'est lui qui pose la candidature de son pays à la Communauté Européenne en 1987. Dans ce contexte, la politique pro-occidentale qu'il mène incite surtout les Etats-Unis à encourager ses efforts.

En novembre 1989, Özal accède au poste présidentiel. Quand le conflit du golfe éclate suite à l'invasion de l'armée irakienne du territoire koweïtien en août 1990, le président turc tente d'engager son pays parmi les Etats qui s'allient pour chasser les forces de Saddam Hussein de ce petit émirat pétrolier du golfe persique. Le président turc avance l'idée que si la Turquie occupe une place aux côtés des forces de la coalition s'opposant à Saddam, elle sera reconnue par les démocraties occidentales comme une république moderne tout autant qu'un membre fiable et important de l'alliance occidentale.

Juste à la veille des indépendances des républiques centrasiatiques, cette intention turque de jouer un rôle dominant parmi les Etats occidentaux, reflète l'ambition de devenir une puissance régionale en pleine émergence au sein d'une zone de crises. En prenant toute initiative nécessaire pour mener à bien ce projet de politique étrangère, Özal est convaincu de son succès futur. Selon lui, la confiance occidentale dans la Turquie, confirmera son statut d'acteur régional de premier rang.⁵¹

⁵⁰ Özal, avant son avènement au pouvoir, en tant que bureaucrate chef du Département de Planification Nationale, avait préparé un programme de mesures pour rendre l'économie turque plus productive, efficace et compétitive. Parmi les titres de ces nouvelles politiques de libéralisation, connues sous le nom des « décisions 24 janvier », on peut souligner la libéralisation des régulations concernant l'annulation de la substitution de l'importation. Pour les réformes du gouvernement de Turgut Özal, voir le site de « Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı » (*L'Association turque des études économiques et sociales*) (TESEV) www.tesev.org.tr/dosyalar/kamu_reform/1980_reformlari_ve_sonrasi.mcw

⁵¹ Lawrence FREEDMAN et Efraim KARSH, *The Gulf conflict 1990-1991 diplomacy and war in the new world order*, Princeton, Princeton University Press, 1993, p. 83.

Pour l'initiative personnelle du président Özal pendant la crise du Golfe voir *églament* : Sabri SAYARI, « Turkey and the middle east in the 1990s », *Journal of Palestine Studies*, Spring 1997 p.44 – 55.

Par ailleurs, le début de la décennie 90 est marqué par un événement qui transforme fondamentalement l'équilibre de la politique internationale. Une tentative de coup d'État se produit à Moscou le 19 août 1991, fomenté par un groupe de conservateurs qui, pour éviter le risque d'un éclatement de l'Union soviétique, décident de destituer le président⁵². C'est Boris Eltsine, élu président de la République de Russie au suffrage universel, qui fait échouer cette tentative en appelant à la grève générale, en ralliant les troupes et en prenant la tête des manifestations hostiles aux putschistes. Dès lors, la proclamation de l'indépendance par les Républiques soviétiques composant l'Union n'est plus qu'une question de temps. Malgré cela, Gorbatchev, encore président, essaye vainement de faire adopter un traité d'union économique, mais il doit annoncer le 25 décembre 1991, l'invalidité de la constitution de l'URSS⁵³.

Ainsi, deux ans après l'effondrement du mur de Berlin, l'Union soviétique se dissout en mettant définitivement fin à la guerre froide. Cependant, la Turquie tire un double avantage de l'effondrement de l'URSS : d'une part la redoutable puissance russo-soviétique se retire des zones voisines, d'autre part un éventuel espace d'influence s'ouvre à ses ambitions. Donc, l'État turc éprouve un soulagement sécuritaire vis-à-vis du recul soviétique et s'apprête à jouer un nouveau rôle plus efficace comblant l'absence d'influence qui règne au-delà de certaines de ses frontières nationales⁵⁴.

Ce processus qui progresse irréversiblement permet aux républiques soviétiques d'Asie centrale (le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan) de proclamer, presque simultanément, leurs indépendances. La Turquie est le premier pays à reconnaître ces Etats et se précipite pour y implanter ses représentations diplomatiques.⁵⁵

Au lendemain des années 90, les modifications majeures qui ont lieu dans la géographie eurasiennne attribuent à la Turquie un nouveau rôle géopolitique. A la suite de la guerre froide, la Turquie cherche à se transformer en une puissance régionale vu ses liens religieux, linguistiques et culturels avec les populations émancipées de l'Asie centrale, du Caucase ainsi qu'avec celles des Balkans. De même, la fin du système bipolaire soulève une attente de la part de ces Etats que la Turquie sera un nouveau centre de pouvoir politique auquel ils pourront s'appuyer. Mais la

⁵²Pierre VERLUISE, « Moscou, août 1991 un putsch très 'médiatique' » <http://www.diploweb.com/p7verl04.htm>

⁵³ Yves LACOSTE, Dictionnaire géopolitique des Etats, Paris , Flammarion, 1994, l'article : « la dislocation de l'Union soviétique et la création de la CEI » p. 494.

⁵⁴ Nasuh USLU, « the Russian, Caucasian and central Asian aspects of Turkish foreign policy in the post cold war period », *Alternatives , Turkish Journal of International Relations*, Vol.2, No.3-4, automne & hiver 2003, p.165.

⁵⁵ David MENASHRI, *Central Asia Meets the middle East*, Londres , Frank Cass, 1998, p.129.

La Turquie a tout de suite reconnu les Etats d'Asie centrale le 16 décembre 1991 et elle a établi des relations diplomatiques avec le Kazakhstan le 2 mars 1992 ; avec le Kirghizistan le 29 janvier 1992 ; avec l'Ouzbékistan le 4 mars 1992, avec le Tadjikistan le 29 janvier et avec le Turkménistan le 29 février 1992.

disparition de l'Union soviétique se réalise si soudaine qu'Ankara n'a pas de stratégie à présenter à ces pays récemment détachés de Moscou. Cette nouvelle conjoncture crée une atmosphère d'émotion signifiée par les partenariats potentiels futurs des Etats turciques « frères »⁵⁶.

On s'attend incontestablement à l'expansion de la sphère d'influence turque dans la zone turcophone du Caucase et de l'Asie centrale. Subséquemment, les premières visites des diplomates étrangers en Asie centrale sont en provenance de la Turquie. Réciproquement, les représentants supérieurs des pays centrasiatiques, en tant que des délégués des Etats désormais souverains, prennent la direction d'Ankara pour effectuer leurs premières visites.⁵⁷

La transformation de l'équilibre des alliances oriente effectivement la vision politique turque vers cette région du monde. En termes politiques, les efforts de la Turquie révèlent sa volonté de s'allier avec de nouveaux acteurs de la scène internationale. La coopération économique, culturelle, éducative, linguistique et scientifique etc. est conditionnée par cette ambition camouflée de bâtir une « Communauté des États turcophones »⁵⁸.

En septembre 1991, le président du Kazakhstan Nursultan Nazarbaïev est le premier à se rendre en Turquie, pour élaborer une importante série d'objectifs prévoyant d'entamer une coopération presque dans tous les domaines. En pleine actualité de ce climat de contacts directs, les médias turcs traitent de la retrouvaille des frères séparés. Par la suite, en décembre 1991, Ankara accueille Saparmurat Niyazov, Islam Karimov et Askar Akaev, les présidents du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et du Kirghizistan. Le trafic des hauts diplomates continue avec des rassemblements composés d'hommes d'affaires, d'académiciens et de journalistes⁵⁹.

La visite de quatre républiques centrasiatiques turcophones (le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan) en avril 1992, par le premier ministre turc de l'époque Suleyman Demirel, marque le point culminant de cette période d'euphorie qui soulève une nouvelle rhétorique officielle.⁶⁰ Pendant ses discours, le premier ministre turc accentue les particularités historiques communes existant entre la Turquie et les pays turcophones d'Asie centrale. Il affirme qu'« *un Monde Turc partageant le même sang, la même religion et la même langue ont émergé de l'Adriatique aux murailles de Chine* »⁶¹. Cette abondance de séjours avec

⁵⁶ Rovshan IBRAHIMOV, « Türkiye – Türk Cumhuriyetleri ilişkileri : dünü, bugünü, yarını » (Les relations de la Turquie avec les Républiques Turques, le passé, l'heure actuelle, le futur), *Stratejik Öngörü*, no: 5, juin 2005, p. 64.

⁵⁷ *ibid.*

⁵⁸ Mustafa AYDIN, *New geopolitics of Central Asia and Caucasus*, Ankara, SAM, 2000, p.38.

⁵⁹ David MENASHRI, op. cit., p.131.

⁶⁰ Il est important de noter que l'un des personnages qui prennent place parmi la délégation est le fameux leader du parti pan-turquiste, Alparslan Türkeş, président du *Mouvement Nationaliste*, appelé «başbuğ» (nom authentique des chefs suprêmes des tribus turques). De ce fait, la composition de cette mission démontre, aux yeux de l'opinion publique internationale, les ambitions turques de s'instaurer dans la région en tant qu'acteur déterminant.

⁶¹ *ibid.*, p.133.

divers cadres professionnels éveille l'impression d'un défi turc, que traduisent les mots du président de la République, Turgut Özal, « *la Turquie va entrer dans le 21^e siècle comme le plus puissant pays de la région* »⁶².

Pour illustrer cet enthousiasme turc à l'ère des premiers contacts avec les autorités centrasiatiques, nous pouvons donner un exemple assez révélateur. Un ancien ministre de la culture, N. Kemal Zeybek⁶³, raconte que : « *lorsque je suis allé au Kazakhstan, on m'a demandé : “ combien y a-t-il de kazakhs en Turquie ? J'ai répondu : en Turquie, 57 millions, et dans le monde entier 160 millions.* » Il est évident que selon cette approche panturquiste, tous les turcophones du monde entier doivent prendre conscience de l'appartenance à la grande « famille turque ». ⁶⁴ Ces phrases relatées de l'ancien ministre expriment, en effet, le sentiment de plusieurs politiciens turcs de l'époque. Il est donc important de souligner que le discours turc officieux provoque de telles affirmations qui laissent transparaître de l'émotion.

Par ailleurs, ce genre de déclarations qui diffusent un discours « panturquiste » suscite des inquiétudes chez les dirigeants d'autres Etats, notamment chez ceux de Russie. Vu la tension internationale, les politiciens turcs répètent fréquemment qu'aucun Etat ne doit être préoccupé par les efforts de coopération entre les pays turcophones. Pourtant, ces propos sont loin de rassurer le Kremlin qui craint de nouveaux séismes de désintégration qui s'esquissent sur son territoire, étant donné les volontés d'indépendance de la Tchétchénie et du Tatarstan.

Parallèlement à la transformation colossale de la politique mondiale déterminée par la suppression du système bipolaire, la Turquie s'attribue une nouvelle stratégie d'engagement proactif dans les affaires internationales. Pour ce faire, le ministère des affaires étrangères turc se restructure. Le département général s'occupant de l'URSS et du Bloc communiste est désormais focalisé à la Communauté des États Indépendants en se composant de deux branches dont l'une se chargera prioritairement des pays turcophones et l'autre des pays slaves de la communauté. De plus, un institut de recherche nommé *Stratejik Araştırmalar Merkezi*, SAM (Centre de recherches stratégiques) lié au ministère des affaires étrangères est fondé.⁶⁵ Cet institut publie depuis lors deux périodiques portant les noms « *d'Avrasya Etüdləri* » (Etudes Eurasiennes) et de

⁶² *ibid.*, p135.

⁶³ Connu pour sa tendance panturquiste, Namik Kemal Zeybek est actuellement le président de l'université Ahmet Yesevi au Kazakhstan.

⁶⁴ Rapporté par le quotidien *Türkiye*, 28 Mai 1991.

⁶⁵ Pour s'informer sur la structure organisationnelle du ministère turc des affaires étrangères, le site officiel est : <http://www.mfa.gov.tr/MFA/Ministry/StructuralOrganization/>

« Perceptions » qui contiennent des articles dans plusieurs langues y compris les dialectes turcophones et le russe.⁶⁶

Pour renforcer les bases de cette nouvelle institutionnalisation, conformément à la volonté de promouvoir l'influence turque dans l'ère de l'après guerre froide ; un établissement fondamental intitulé «TIKA» désignant *l'Agence Turque de Coopération et de Développement* est instauré en 1992. Indéniablement, l'objectif essentiel de cette agence est de coordonner la coopération entre la Turquie et les Républiques turciques.⁶⁷

2.2 Les atouts de la Turquie afin d'établir son influence en Asie Centrale

Les motivations politiques turques de s'imposer aux nouvelles Républiques d'Asie centrale comme l'Etat inspirateur sont effectivement liées aux affinités culturelles ayant pour source « la turcité ». En d'autres termes, les Républiques turcophones d'Asie centrale pourraient suivre les expériences d'un pays avec lequel ils auraient plus de convergences culturelles. Or, l'inclination naturelle des républiques centrasiatiques turcophones et de l'Azerbaïdjan est évidemment marquée par leurs liens ethniques et culturels avec la Turquie. En plus, la Turquie pourraient guider ces Etats dans leurs efforts de restructurer leurs économies nationales.

Parallèlement, on peut rencontrer plusieurs déclarations des chefs des Etats turcophones accentuant l'affinité de la turcité. Notamment, le président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, lors de sa visite en Turquie en 1992, se prononce ainsi : « *notre exemple est la Turquie, nous allons instaurer notre Etat conformément à cet exemple* ». À une autre occasion, il déclare même « *je soutiens l'idée des peuples turciques, il faut tout d'abord mettre en place une union économique que l'on peut nommer le "Marché Commun Turc". Si cela est-il possible pour les slaves, ça doit être également possible pour le peuple de l'Asie centrale, cette unification doit inclure l'Azerbaïdjan et la Turquie* »⁶⁸. Le président du Kirghizistan Askar Akaev, lui aussi, annonce pendant l'un de ses discours que « *la Turquie est une étoile d'aurore qui montre le bon chemin aux autres turcs* »⁶⁹. Le président kazakh Nazarbaïev et le Turkmenbachi Niyazov tiennent à leurs tours, tenu pareils discours en explicitant le fait que la Turquie et leurs pays constituent des Etats séparés mais une nation unique.

⁶⁶ Büşra ERASLANLI, *Çok boyutluluğun yeniden keşfi : Türkiye'nin Türk Cumhuriyetleriyle İşbirliği Arayışı (La redécouverte de la multidimension : la quête de coopération de la Turquie avec les républiques Turques)*, Istanbul , Bağlam, 1998, p. 226.

⁶⁷ Le site web officiel de TIKA www.tika.gov.tr/

⁶⁸ Idris BAL, « Turkish model and the Turkic republics », op.cit.,110.

Les reportages du quotidien turc *Sabah* « Dossiers de l'Asie centrale » Mars 1992.

⁶⁹ *ibid.*

Une importante séparation étymologique doit être introduite à ce stade : les peuples turcophones vivant dans toute l'Eurasie se nomment avec leurs appellations nationales qui sont imposées par les autorités soviétiques de l'époque stalinienne. Ainsi, après les indépendances, pour renforcer l'appartenance à ces nouveaux Etats nations, être un citoyen turkmène, ouzbek, kazakh ou kirghize est toujours accentué en vue de consolider l'identité nationale. Cependant, bien que le terme « turc » se réfère plutôt aux citoyens de la Turquie, il n'empêche que ces populations soient conscientes de leurs turcités. Parallèlement, l'ethnicité ne peut être tenu à l'écart des relations économiques et politiques, soit au niveau national, soit au niveau international. Par conséquent, il est certain que la convergence ethnique a affecté de manière positive les tendances des peuples centrasiatiques envers la Turquie.

2.1.1 Les fondements culturels des ambitions turques dans l'aire turcophone

La turcophonie est naturellement un moyen vital pour assurer la solidarité entre les peuples turc et centrasiatiques. Les populations des pays de l'Asie centrale sont turcophones à l'exception des habitants du Tadjikistan. Donc, l'un des appuis majeurs de la culture commune des peuples turciques est indéniablement l'appartenance à la même branche linguistique. Les dialectes de la turcophonie sont pratiqués sur un secteur géographique très étendu de la Mongolie actuelle au nord de la Mer Noire, aux Balkans, à l'Europe de l'Est, à l'Anatolie, et au Moyen orient.⁷⁰ Cette réalité linguistique est donc indispensable pour commencer à renouer les liens culturels. En l'absence d'une communication directe, il serait ardu de réaliser une coopération efficace vu la capacité d'une langue donnée à véhiculer et à faire approprier les messages de différentes parties.

Cependant, durant le dernier siècle, les dialectes turcophones avaient dû s'éloigner. D'une part, en Turquie, le retour au « *turc pure* » de l'Anatolie et l'adoption de l'alphabet latin avaient constitué des politiques culturelles prioritaires d'Atatürk ;⁷¹ d'autre part, en l'Union soviétique, les républiques turcophones d'Asie centrale avaient commencé à utiliser l'alphabet cyrillique. Un autre aspect de l'éloignement linguistique est sans doute lié à l'inexistence d'interactions culturelles entre les peuples turcs et centrasiatiques après l'instauration du régime soviétique. Plusieurs linguistes, anthropologues et culturalistes admettent que les langues sont comme des organismes en évolution.⁷² En outre, pendant l'ère communiste, le russe en tant que langue principale de l'Union soviétique, fut beaucoup plus solidement maîtrisé par les élites de ces

⁷⁰ « 150 millions de turcophones » paru dans le supplément *Dossiers & Documents* du quotidien Le Monde, no : 338, janvier 2005.

⁷¹ Pour consulter les mesures du nouveau régime sur le plan linguistique, voir le site officiel de la Fondation de la Langue Turque (*Türk Dil Kurumu*) www.tdk.gov.tr. Cet établissement est fondé en 1932 dont le but est d'homogénéiser et de purifier la langue turque. La Fondation développe également des propositions pour remplacer les termes technologiques et sociaux empruntés des langues étrangères.

⁷² Olivier Roy, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Le Seuil, 1997.

peuples (surtout pour être intégrés dans l'administration ou dans la fonction publique afin de s'assurer une ascension sociale).

Malgré l'éloignement d'une langue strictement commune, l'un des idéaux du rapprochement des Etats turcophones est basé sur le principe de dresser un agenda des congrès linguistiques dont le but est de préparer des ouvrages consultatifs⁷³. Des ressources de grammaire et des dictionnaires sont mises à la disposition de ces peuples y compris les populations turcophones vivant dans des républiques autonomes de la fédération de Russie. Ainsi, pendant le premier sommet des « États turcophones » tenu à Ankara en 1992, le ministre turc de la culture, Fikri Saglar, indique que « *la langue turque sera la condition sine qua non de l'établissement des relations étroites entre la Turquie et les Républiques turciques qui ont dû se couper depuis un siècle* ». Désormais, l'un des terrains de coopération des Etats turcophones est constitué par le sujet de communication par des « Congrès de Langue Turque ».⁷⁴

La religion, elle aussi, est un facteur rapprochant la Turquie et les républiques centrasiatiques. Bien que les croyances spirituelles fussent interdites durant l'époque soviétique, les peuples musulmans ont réussi à préserver la transmission de leurs identités islamiques à travers les générations. Donc, l'Islam est resté présent dans ces pays en tant qu'une foi régulant à la fois les rites confessionnels et les relations humaines. De plus, à partir de l'époque de la *perestroïka* (au milieu des années 80), parallèlement au réveil nationaliste, on avait témoigné la réapparition du rattachement aux valeurs morales.⁷⁵

L'Islam en Asie centrale est largement structuré par les confréries soufies. Le plus important est la « Naqchibandiyya », fondé à Boukhara au 14^e siècle ; les deux autres sont « la Yasawiyya » et « la Kubrawiyya » fondés au 12^e siècle. Le soufisme met en valeur l'expérience individuelle fondée sur la relation entre le disciple et son maître, seul à même de le guider sur la voie menant à Dieu. Le culte des saints soufis est l'un des éléments essentiels de l'Islam populaire en Asie centrale. Grâce à la vénération des saints, le soufisme est devenu l'avant-garde d'un mouvement spirituel de masse, et le mazar (tombeau) du saint, le lieu de rencontre entre la confrérie et la masse des croyants.⁷⁶

Plusieurs sectes musulmanes de l'Anatolie se réfèrent également à des saints chefs religieux du Turkestan. Ces sectes soufies ont plusieurs adeptes en Turquie.⁷⁷ En outre, cette caractéristique

⁷³ Bayram BALCI, op. cit., p. 30.

⁷⁴ Traduit de l'anglais, Idris Bal, op.cit., p7.

⁷⁵ Svat SOUCEK, op.cit., p.246.

⁷⁶ http://www.senat.fr/rap/r00-320/r00-320_mono.html

⁷⁷ Par exemple le président de la République de l'époque, Turgut Özal est issu de la confrerie naqchibandiyya.

commune de la perception islamique parmi les peuples turcophones révèle une double particularité confessionnelle: appartenir à la même religion et partager des interprétations similaires de cette religion donnée. Cette constatation est l'un des facteurs marquants positivement les regards des peuples centrasiatiques envers la Turquie.

2.1.2 La promotion du modèle d'Etat turc soutenu par l'Occident

L'un des appuis majeurs de la stratégie turque en Asie centrale est basé sur le fait que la Turquie représente un modèle d'Etat « démocratique et séculaire » que les pays d'Asie centrale peuvent suivre dans leurs processus d'intégration à la communauté internationale. Après la fin de la guerre froide, au début des années 90, vues les affinités ethniques et culturelles de la Turquie avec ces peuples, plusieurs politiciens, académiciens, journalistes et intellectuels turcs et étrangers commencent à développer « le Modèle Turc » comme un modèle de gouvernement et de développement exemplaire susceptible d'inspirer les Etats nouvellement indépendants de l'Asie centrale.⁷⁸

On peut ainsi citer certains atouts spécifiques à la Turquie. Tout d'abord, une harmonisation administrative et législative inspirées par l'Occident était introduite depuis le 19ème siècle, à l'époque de l'Empire ottoman. Dans la même voie, Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la Turquie moderne, avait prévu une modernisation conforme au modèle occidental dès la proclamation de la République et la République turque avait adopté la laïcité dès les années 30 afin de compléter l'idéal d'un Etat séculier. Ultérieurement, la participation de la Turquie à plusieurs organisations occidentales tels que l'OTAN, le conseil de l'Europe et son projet de s'intégrer dans l'Union Européenne renforcent cet argument d'un modèle turc de modernisme étant le pays le plus apte à intégrer ces républiques récemment indépendantes dans la communauté internationale⁷⁹.

Sur ce point, il est important de démontrer la promotion internationale du « modèle turc ». Plusieurs dirigeants politiques des pays développés encouragent ce discours turc. Le « feu vert » américain est d'autant plus colossal car les Etats-Unis sont devenus l'unique puissance mondiale après la chute de l'URSS. Le président américain Bush, lors de sa rencontre officielle avec le

Hormis les naqchibandis sunnites, Hodja Ahmed Yassawi figure également dans la littérature et dans les rituels des alévis-bektachis turcs qui constituent à peu près l'un tiers des musulmans de la Turquie. Les bektachis sont les fidèles d'un saint religieux Hadji Bektachi Veli, un disciple du Yasawisme au Kazakhstan, qui est arrivé en Anatolie avec les tribus turcomanes à l'époque des conquêtes seldjoukides au 12^e siècle.

<http://www.hbektas.gazi.edu.tr/Hacibektas.htm>

⁷⁸ Idris BAL, *Turkey's relations with the West and the Turkic Republics*, Londres, Ashgate, 2000, p.107.

⁷⁹ Oral SANDER, « Turkey and the Turkic world », *Central Asian Survey*, vol: 13 – no: 1, 1994 p. 40.

voir également Idris BAL, « Turkish model and Turkish republics » *Perceptions*, no : 3, septembre-novembre 1998, p.5.

premier ministre turc Demirel en février 1992, indique que, la Turquie présente un modèle à suivre pour les républiques centrasiatiques. De façon similaire, James Baker, le secrétaire d'Etat américain chargé des relations étrangères, révèle les points forts du *modèle turc* quand il rencontre les chefs d'Etats centrasiatiques. Dans les recherches de modèle pour l'Asie centrale, la Turquie est devenue une alternative rationnelle, soutenue par l'Occident surtout par les Etats-Unis⁸⁰.

Un spécialiste de la Turquie, Graham Fuller⁸¹, avance, en février 1990 que « *en Asie centrale et en Azerbaïdjan, apparaîtra d'une manière ou d'une autre une communauté de nations turques... Dans cette évolution, la Turquie peut jouer un rôle précieux. Elle peut devenir une source d'inspiration intellectuelle, dans leur transition à la démocratie, dans l'instauration de leurs systèmes de commerce et d'économie. Dans cette région émergera une communauté de Nations tellement forte que je désirerai voir la Turquie jouer un rôle constructif dans cette évolution.* »⁸²

De même, le secrétaire général du Conseil Européen, Catherine Lalumière, pendant son séjour en Asie centrale en juin 1992, met l'accent sur le fait que le bon exemple à suivre par les Etats d'Asie centrale est celui de la Turquie. L'un des commissaires du Conseil Européen, Frans Andriessen, avance que la Turquie servira d'un corridor entre l'Europe et les pays du Caucase et de l'Asie centrale. Dans le même contexte, le ministre britannique des affaires étrangères, Douglas Hurd durant sa visite officielle à Ankara en avril 1992, dévoile qu'Ankara fonctionne en tant qu'un pont pour le désenclavement de l'Iraq du nord⁸³ et qu'il peut jouer le même rôle de relais pour l'accès occidental à ces nouvelles républiques centrasiatiques⁸⁴. Le président du comité des relations internationales du parlement allemand, Hans Koschnik, tient un discours pareil en montrant la Turquie comme un pays *modèle* pour l'intégration des Républiques turcophones dans la communauté internationale⁸⁵. Brièvement, les bases de ces réflexions préconisant le modèle politique et économique de la Turquie peuvent se résumer selon les principes suivants : la

⁸⁰ Andrew MANGO, « The Turkish model », *Middle Eastern Studies*, vol : 29 – no : 4, Octobre 1993, p. 726.

⁸¹ Ancien responsable du bureau du Moyen Orient de la CIA dans les années 70, devenu chercheur des relations internationales. Il a également effectué plusieurs séjours en Turquie. Auteur de l'ouvrage « *The new geopolitics of Turkey, from Balkans to western China* », Westview Press, 1993, Boulder Colorado.

Voir également l'analyse de l'auteur sur « Modèle turc » : Graham E. FULLER, « Turkey's strategic model: myths and realities », *The Washington Quarterly*, vol: 27- no: 3, Été 2004, p. 51.

⁸² Daniel Pipes, « Former Soviet Muslim Republics Change The Middle East »
<http://www.danielpipes.org/article/242>

⁸³ Le contrôle de Bagdad était interdit dans le nord iraquien d'après la résolution *no* : 688 de l'ONU votée en avril 1991. Pour entamer des relations avec le monde extérieur les autorités kurdes de la région ont commencé à disposer des passeports turcs diplomatiques. (Cette politique constitue un autre exemple de l'initiative du président de l'époque Turgut Özal). D'autre part, le commerce et les aides humanitaires destinés à cette région se réalisaient via les frontières turco-irakiennes.

⁸⁴ Philip ROBINS, *Turkish foreign policy since the cold war*, Seattle, University of Washington Press, 2003, p.284.

⁸⁵ David MENASHRI, op. cit., p.136.

pluralité de partis dans le système politique, l'État séculaire, l'économie de marché et la coopération étroite avec l'Occident.

Quand les républiques centrasiatiques acquièrent leurs indépendances, l'un des débats majeurs a pour thème les projections concernant la possibilité d'une rivalité turco iranienne. Puisque l'Empire soviétique est disparu, les régions du Caucase et de l'Asie centrale sont devenues ouvertes aux influences extérieures. En d'autres termes, la réflexion occidentale est la suivante : en tant que pays à forte majorité musulmane, les républiques centrasiatiques sont confrontées à opter entre la République Islamique d'Iran hostile à l'Occident et la République de Turquie laïque alliée de l'Occident.

De plus, les relations entre la Turquie et l'Iran sont tendues depuis la révolution islamique éclatée en 1980. Il semble que la rivalité entre Ankara et Téhéran va déterminer le remplissage du vide créé par le recul soviétique. Plusieurs politologues soulignent le contraste idéologique entre ces deux pays comme un point capital de cette future compétition.⁸⁶ Lorsque le chah d'Iran doit quitter son pays en 1979, la chef symbolique de la révolution, Imam Ayatollah Khomeini, retourne de son exil en France pour déclarer l'instauration de la République islamique. Dès lors, l'Iran devient une source de menace avec la vision du nouveau régime susceptible d'influencer les mouvements extrémistes.⁸⁷ C'est pour cette raison que la Turquie, représentant un pays laïc et cherchant à intégrer les valeurs démocratiques occidentales dans son système, se trouve face à un voisin qui prône les valeurs religieuses dans la voie du développement politique et des progrès économiques.

Par opposition à la Turquie, l'Iran se présente comme un modèle islamique ayant une orientation internationale anti-occidentale et tournée vers les États du Tiers-monde, particulièrement les États musulmans. Il se caractérise également par un rejet de la domination du «système capitaliste mondial» et accorde une priorité au rôle de l'État et aux acteurs sociaux dans son développement social et économique. L'Iran considère le Caucase et l'Asie centrale comme faisant partie d'une sphère culturelle perse millénaire, dont les liens peuvent être rétablis après un intermède de domination russo-soviétique de deux siècles⁸⁸. L'Iran tente alors de développer ses relations avec

⁸⁶ Ian CUTHBERTSON, « The new Great Game in central Asia and Caucasus », *World Policy Journal*, hiver 1994, vol : 11 – no: 4, p. 36. Il serait significatif de noter que l'auteur compare les visions d'Atatürk et de Khomeini. Cette comparaison est très révélatrice concernant l'antagonisme des modèles turc et iranien.

⁸⁷ Ünal GÜNDOĞAN, « Islamist Iran and Turkey, 1979-1989: state pragmatism and ideological influences », *The Middle East Review of International Affairs*, vol:7- no: 1, Mars 2003, p. 3.

⁸⁸ Ahmed RASHID, *The resurgence of central Asia*, Londres, Zed Books, 1994, p.210.

les républiques musulmanes centrasiatiques en encourageant l'introduction de ces États à rejoindre l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI).⁸⁹

L'argument selon lequel la Turquie est favorisée dans cette rivalité est basé sur le fait que les Etats turcophones partagent la même langue et la même branche islamique sunnite, contrairement à l'Iran persanophone dont la majorité confesse la foi chiite de l'Islam. Il est à noter que l'une des raisons de l'appui au modèle turc relève de l'inquiétude états-unienne de l'Iran, qui, avec sa proximité géographique peut tenter de faire pénétrer son courant islamique révolutionnaire et semer les graines d'un éventuel anti-américanisme. C'est pour cette raison que les représentants occidentaux préconisent à maintes reprises la promotion du modèle turc⁹⁰.

Par ailleurs, la Turquie est un membre de l'OTAN ayant une influence dans une vaste espace qui s'étend des Balkans au Caucase et à l'Asie Centrale, de la Méditerranée au Moyen orient. Aussi l'étendue turcophone attribue à Ankara une importance stratégique et une position géopolitique incontournable pour les Etats-Unis. Washington s'aperçoit que la Turquie peut avoir un impact positif sur les nations turcophones et musulmanes de l'ex-URSS, détentrices d'importantes réserves d'hydrocarbures et zones de passage des futurs oléoducs et gazoducs⁹¹.

De plus, la Turquie est un pays de transit relativement sûr pour le transport du gaz et du pétrole du Caucase et de l'Asie centrale par rapport à l'Iran ou à la Tchétchénie. Parallèlement, plusieurs firmes occidentales qui envisagent de s'ouvrir aux marchés ex-soviétiques du Caucase et de l'Asie centrale par l'intermédiaire de la Turquie. Pour développer leurs affaires dans les pays ex-soviétiques, certaines sociétés multinationales installent des filiales en Turquie Ainsi, Istanbul devient le centre d'ouverture au Caucase et à l'Asie centrale.⁹²

Il est possible d'illustrer cette approche américaine pro-turque par la réflexion du stratège américain Zbigniew Brzezinski, auteur de la théorie du « Grand Échiquier ». Brzezinski juge que l'Eurasie est la zone la plus stratégique du monde. De plus, selon l'auteur, la Turquie pro-occidentale a un rôle clé pour les intérêts américains dans cette zone. Brzezinski prétend donc que

⁸⁹ «Organisation de la conférence islamique est une organisation internationale fondée en 1969 à Rabat, capitale du Maroc. L'Organisation compte 51 Etats qui se rassemblent périodiquement pour la solidarité entre les pays musulmans. http://www.oic-oci.org/index_french.asp

L'adhésion des Etats de l'Asie centrale à l'Organisation de la Conférence Islamique est réalisée à différentes dates. Le Kirghizistan, le Turkménistan et le Tadjikistan sont devenus des membres de cette organisation en 1992, le Kazakhstan en 1995 et l'Ouzbékistan en 1996.

⁹⁰ Idris BAL, « The rise of Turkey as a model in international relations in post-cold war era and american ratification », *Eurasian Studies*, No.18, Automne-Hiver 2000, p.129.

⁹¹ *ibid.*, p. 132.

⁹² Parmi ces sociétés multinationales, on peut noter, la banque américaine Chase Manhattan, la compagnie Coca Cola, le Groupe Caterpillar et l'entreprise Siemens.

Yılmaz BİNGÖL, « Turkey's policy towards Post-Soviet Central Asia: opportunities and challenges », *Eurasian Studies*, no : 14, été-automne 1998, p. 11.

les Etats-Unis doivent supporter la position de la Turquie dans le camp occidental. Vu l'influence turque potentielle sur les républiques ex-soviétiques turcophones, ce soutien américain à la Turquie assurerait également la stabilisation et l'intégration des Etats turcs dans la communauté internationale.⁹³

Aux yeux de Washington, la Turquie incarne également un modèle d'Etat musulman séculier, susceptible aussi bien de contrer l'offensive islamiste radicale que de désamorcer le « choc des civilisations » qui peut confronter l'Islam à la civilisation occidentale.⁹⁴ La Turquie est également présentée comme un bouclier naturel contre les Etats déclarés « voyous » du Proche-Orient par les Etats-Unis.

2.3 Les démarches d'Ankara en vue d'instituer une « Communauté Turcophone »

Institutionnalisés sous l'égide d'Ankara, les « sommets des Etats turcophones » constituent un autre cas de figure de l'écart entre les ambitions de la Turquie et ses réelles capacités d'action. En effet, ces réunions sont initiées grâce aux initiatives du président turc Turgut Özal, qui projette d'institutionnaliser les relations multilatérales entre les Etats turcophones. L'objectif est de créer une certaine forme de communauté politique regroupant les Etats turcs. Ce projet vise effectivement à accroître la puissance de la Turquie sur la scène internationale. Aux yeux des diplomates turcs, les sommets des Etats turcophones symbolisent un éventuel pacte qui permettra de défier les autres puissances voulant s'inscrire dans le « nouveau Grand Jeu » déclenché au lendemain de la disparition de l'ex-Empire soviétique.⁹⁵

Pour ce faire, les dirigeants turcs essayent d'instaurer une organisation qui peut devenir une plateforme pour défense des causes nationales de tous les Etats turcophones. On peut comparer ce projet à celui de la « Ligue arabe »⁹⁶ qui possède un caractère ethnique et qui se mobilise pour défendre la cause Palestinienne. Parallèlement, pour le fonctionnement d'une future institutionnalisation concernant les coopérations des pays turcophones, on avance des

⁹³ Zbigniew BRZEZINSKI, *Le Grand échiquier, l'Amérique et le reste du Monde*, Paris, Bayard, 1997, p. 188.

⁹⁴ Le discours du Président Bush lors duquel il a mentionné la particularité unique de la Turquie en tant qu'un pays musulman et séculier qui constitue un argument contre la théorie de « chocs des civilisations » l'Université Galatasaray, à Istanbul, le 29 Mai 2004, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/06/20040629-4.htm>
L'Intervention du vice secrétaire d'Etat chargé des Affaires Internationales, Marc Grossman, « *The U.S. and Turkey: an essential partnership* », lors de la réunion de l'Association du Comité Turco- Américain, Washington, 12 Décembre 2002, <http://www.state.gov/p/us/rm/15924.htm>

⁹⁵ Mohammad-Reza DJALILI et Thierry KELLNER, op. cit., p. 135.

⁹⁶ Principale organisation politique du Monde arabe créée en 1945. C'est une association de 21 États souverains auxquels s'est ajoutée récemment l'Autorité palestinienne, membre à statut particulier auparavant. Le site officiel : www.arableagueonline.org/

propositions de modèles comme celui du « Conseil nordique » qui constitue le forum politique des pays scandinaves⁹⁷.

Dans ce contexte, la Turquie cherche à renforcer son poids diplomatique sur la question Chypriote. En ce qui concerne le différend du Haut Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, Ankara essaye également faire pression sur la communauté internationale pour assurer le retrait des forces arméniennes du sol azéri. Malgré les efforts turcs de former une plate-forme politique, les « sommets des Etats turcophones » se caractérisent par des discussions sans suites qui n'aboutissent à aucun projet de coopération concret. De plus, les représentants des Etats turcophones éprouvent la crainte de tendre leurs relations avec le Kremlin qui perçoivent ces rassemblements comme un retour éventuel du panturquisme. Progressivement, les sommets des Etats turcophones deviennent des réunions où l'on n'affirme que l'importance des liens culturels et historiques sans que ce discours ne se prolonge dans un projet politique ou dans une institutionnalisation de cette proximité.

2.3.1 Les sommets du « Monde Turc » à l'ombre du Kremlin

En 1992, la Turquie tente de concrétiser la solidarité et la coopération entre les Républiques turcophones. Lors de la célébration de la fondation de la République turque, le 29 octobre, le président de l'Azerbaïdjan Eboulfeyz Eltchibey, le président du Kazakhstan Noursoultan Nazarbaïev, le leader kirghiz Askar Akaïev, le président de l'Ouzbékistan Islam Karimov et le chef d'Etat turkmène Saparmurat Niyazov sont tous présents à Ankara. Après ces commémorations, le 30 octobre 1992, les présidents se rassemblent dans le contexte du sommet des « Etats turcophones ».⁹⁸

Le président turc Turgut Özal qui inaugure le sommet met l'accent sur le fait que la Turquie était le premier pays à reconnaître les Etats de l'Asie Centrale et l'Azerbaïdjan, et qu'elle avait établi des liens diplomatiques avec eux avant tout autre pays. Özal déclare que, désormais, l'objectif officiel de son pays est d'intensifier les relations multilatérales dans les domaines commerciaux, économiques et culturels afin de parvenir à un rapprochement décisif entre les pays turcophones⁹⁹.

⁹⁷ David MENASHRI, op. cit., p.141.

Fondé en 1952 regroupant le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, le Conseil Nordique une organisation de coopération dont le forum parlementaire du Conseil d'Europe se rassemble périodiquement. <http://www.norden.org/>

⁹⁸ Bayram BALCI, *La Turquie en Asie centrale : la conversion au réalisme (1991-2000)*, article de Bertrand BUCHWALTER, « Les sommets de la turcophonie », Istanbul, Publications de l'IFEA (Institut Français d'Etudes Anatoliennes) janvier 2001, p. 30.

⁹⁹ David MENASHRI, op. cit., p.137.

Le sommet se ferme avec une déclaration prononcée le 31 octobre 1992 traitant de la bonne volonté de l'amélioration des relations et de l'augmentation du niveau de coopération. Dans le document signé, la décision de formation des groupes spécialisés (qui analyseront et prépareront l'infrastructure des projets) est prise. Les groupes de projets spécialisés dans les domaines tels que les experts de l'industrie, de l'énergie, de la recherche et de l'exploitation d'hydrocarbures et de mines, d'agriculture ainsi que du transport des matériaux sont nommés.¹⁰⁰ Conformément aux objectifs de la Turquie, ce sommet sera à la base d'un système continu de rassemblement entre les représentants des Etats turcophones. C'est à la fin de ce sommet que la fondation d'une université kazakho-turque, l'université de *Hodja Ahmed Yesevi*, est signée par le ministre des affaires étrangères Kazakh Mirzabey Kaldachbekhov et son homologue turc Hikmet Çetin.¹⁰¹

Les organisateurs turcs du sommet, sont convaincus que ce programme de l'ordre du jour des actions à entreprendre ouvre un chemin qui aboutira à une union politique entre les pays turciques dans les années à venir. Cependant, les dirigeants des pays centrasiatiques accueillis à Ankara ne veulent point être soumis à des obligations dictées. Par exemple, un traité de transport pétrolier provenant du Turkménistan et du Kazakhstan et transitant par l'Anatolie ne peut être signé. Donc, l'une des premières tâches de groupes de travaux est inexécutée dès le départ. De plus, la proposition d'Ankara de fonder un « marché commun turc » est graduellement transformée en un propos de coopération économique.

Par ailleurs, les agressions arméniennes dans le territoire azerbaïdjanais se poursuivent. Cette situation est l'une des raisons de l'échec de la signature d'un traité de transport énergétique entre les républiques turques. La position géographique de l'Azerbaïdjan en tant que pont entre l'Anatolie et les pays turciques d'Asie centrale est colossale pour les relations multilatérales.¹⁰² À cause de l'instabilité politique après le renversement du pouvoir du premier président azerbaïdjanais élu Eboulfeyz Eltchibey, la géopolitique du Monde Turc subit une période de séisme. Cet incident négatif empêche non seulement la liaison entre les Etats turcophones, mais elle crée de plus une préoccupation majeure chez les leaders des pays de l'Asie centrale, tous membres de la CEI.

En réalité, le sommet d'Ankara se réalise à l'ombre de la Russie. L'Azerbaïdjan qui a essayé de suivre une ligne politique de détachement de Moscou retourne en quelque sorte dans la sphère d'influence russe en participant à la CEI dont elle avait refusé la signature en 1992. De plus, les

¹⁰⁰ *ibid.*

¹⁰¹ Université turco-kazakhe de formation bilingue, <http://www.yesevi.edu.tr>

¹⁰² Muzaffer ÖZDAĞ, *Türkiye ve Türk Dünyası jeopolitiği üzerine, (Sur la géopolitique de la Turquie et du Monde turc)*, Ankara, ASAM, 2001, p. 323.

politiciens centrasiatiques sont persuadés que les groupes paramilitaires sécessionnistes de l'Abkhazie et du Haut-Karabakh sont encouragés par le Kremlin¹⁰³. Les contrariétés des dirigeants centrasiatiques ont pour source cette démotivation suscitant la réflexion que même s'ils essayent de poursuivre une politique aussi autonome, une période d'instabilité risque de surgir dans leur pays. Le pays éprouvant le plus grand souci vis-à-vis de Moscou, c'est le Kazakhstan qui expose sa méfiance par l'intervention du président Nazarbaïev, de ne pas nier leurs obligations liées à la charte de la Communauté des Etats Indépendants.¹⁰⁴

Par conséquent, en ce qui concerne les efforts d'instaurer une alliance politique, aucun résultat concret ne peut être obtenu, les chroniqueurs de presse turque (surtout des quotidiens de centre droite et de gauche kémaliste) critiquent la surestimation du président Özal et l'impatience des diplomates turcs de forcer les leaders centrasiatiques à se jeter dans des engagements décisifs¹⁰⁵.

Malgré ces réserves dues aux préoccupations vis-à-vis de la Russie, les représentants de six Etats turcophones se rassemblent pour un nouveau sommet à Istanbul pendant les dates de 18 et 19 octobre 1994. Cette période est significative du fait de la révolte des tchéchènes insurgés menaçant l'intégrité territoriale de la fédération de Russie. Cette conjoncture a également ses répercussions sur le sommet d'Istanbul qui est organisé par la Turquie.

Moscou affirme son objection par son ministre des affaires étrangères, Mikhaïl Demurin, qui prétend que les sommets des pays turcophones militent pour la réalisation de l'idéal nationaliste panturquiste¹⁰⁶. Pour le ministre, il est évident et que la Turquie veut jouer un rôle dominant dans la région en essayant d'expulser la puissance russe.¹⁰⁷ Il accuse même la Turquie de soutenir les guérillas tchéchènes. Pourtant, les allégations de la Russie n'ont pas d'effets d'hésitation ni d'assistance à ce sommet chez les chefs des Etats turcophones.

Dans ce climat confronté aux critiques russes, le sommet d'Istanbul est la scène d'un rassemblement vif des présidents et de hautes autorités officielles des Républiques turcophones. Lors de ce sommet, les coopérations réalisées jusqu'alors sont évaluées et la formation d'une « Association Parlementaire pour la Coopération » est décidée dans le but de faire un nouveau pas vers la concrétisation des relations établies¹⁰⁸.

¹⁰³ David MENASHRI, op. cit., p.141.

¹⁰⁴ David MENASHRI, *ibid.* p.137.

¹⁰⁵ Oktay Ekşi, « *Türk Zirvesinin ardından* » (Après le sommet ture) le quotidien Hurriyet, 1^{er} novembre 1992 <http://www.byegm.gov.tr/yayinlarimiz/ayintarihi/1992/kasim1992.htm> l'archive du mois de novembre 1992.

¹⁰⁶ Patrick KARAM, *Asie centrale : le nouveau Grand Jeu*, Paris, l'Harmattan, 2002, p. 147

¹⁰⁷ Tareq Y. ISMAEL, Mustafa AYDIN, *Turkey's foreign policy in the 21st century*, Burlington, Ashgate Publishing, 2003, p.145.

¹⁰⁸ A.Suat BILGE, op.cit., p. 89.

Sur la plate-forme politique, les présidents affirment leurs soucis concernant l'inefficacité des résolutions de l'ONU et de l'OSCE dans les conflits du Haut Karabakh et dans la guerre civile du Tadjikistan. En outre, ils invitent toutes les parties à obéir à la légitimité des résolutions de ces organisations. Cette déclaration vise bien évidemment à approuver l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan dont 20 % sont envahis par les forces militaires de l'Arménie. De même que les résolutions de ses organisations citées sont en faveur de Bakou, toutes les délégations présentes lors du sommet sont également préoccupées par l'éventuelle extension de l'instabilité perpétuelle du Tadjikistan et de l'Afghanistan dans leurs territoires. L'ordre du jour la de la politique extérieure turque de l'époque est occupé par les conflits de Chypre ainsi que de Bosnie-Herzégovine. Sur tous les sujets actuels, les représentants politiques participant au sommet soulignent définitivement qu'ils s'efforceront de rendre plus efficaces les résolutions de l'ONU et de l'OSCE.¹⁰⁹

Les trois sommets qui suivent celui d'Ankara et d'Istanbul se réalisent en dehors de la Turquie. Le premier a lieu dans la capitale du Kirghizistan, à Bichkek, le 28 août 1995. À l'exception des discours prononcés d'une manière habituelle, on adopte quelques résolutions vagues concernant la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue. Pour la Turquie, l'une des avancées de ce sommet est la mise au point d'un projet d'oléoduc destiné à faire parvenir les hydrocarbures de la mer Caspienne depuis la capitale d'Azerbaïdjan, de Bakou, jusqu'au port turc méditerranéen de Ceyhan. En octobre 1996, le sommet de Tachkent est entrepris dans le contenu des commémorations du 660^{ème} anniversaire de la naissance de Tamerlan. Durant ce rassemblement, la création d'un secrétariat permanent pour appliquer les décisions prises lors des sommets est acceptée¹¹⁰. Bien évidemment, ce projet est loin de figurer comme une action d'institutionnalisation de la communauté turque. On observe assidûment la prudence de ne pas aborder des sujets majeurs sur le plan politique.

Le sommet suivant des Etats turcophones, maintes fois reporté, s'effectue au Kazakhstan le 9 juin 1998, en marge de l'inauguration de la de la nouvelle capitale kazakhe qui est désormais la ville d'Astana. Pendant cette réunion, le président ouzbek, Islam Karimov manifeste ses réserves en défendant l'idée que l'unité des Etas turcophones doit avoir des limites. Aussi Karimov déclare que les aides demandés par les ouïgours, vivant dans la province chinoise du Xinjiang, ne

¹⁰⁹ Bertrand BUCHWALTER, « Les sommets de la Turcophonie », op.cit., 24.

¹¹⁰ A.Suat BILGE, op.cit., p.90.

peuvent aucunement être inclus dans les registres de ces réunions.¹¹¹ Clairement, il dévoile son mécontentement à l'égard de l'éventualité de détériorer ses relations avec la Chine.

Dernièrement, le sommet de Bakou, prévu pour l'an 1999, voit le jour le 8 et le 9 avril 2000. Ce sommet est assez significatif pour pouvoir évaluer l'évolution des efforts de coopérations multilatérales d'Ankara. A cette époque, les accusations du président ouzbek Karimov, sous prétexte que la Turquie est impliquée dans la tentative de renversement du régime de Tachkent, serrent fortement les relations turco-ouzbeks.¹¹² D'autant plus que l'apparition de nouveaux différends concernant l'exploitation du pétrole de la Caspienne tendent, cette fois-ci, les liens entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. C'est pour cette raison qu'à l'instar de son homologue ouzbek, le président du Turkménistan, le Turkmenbachi aussi, est absent lors du sommet. Il faut noter que le président turc, Suleyman Demirel, essaye de trouver un compromis entre Bakou et Achkhabad en visitant le Turkménistan juste avant le sommet de Bakou. Toutefois, aux caprices personnels d'Islam Karimov s'ajoute la question des pipelines qui constitue une divergence constante entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan.¹¹³

À la lumière du déroulement de ces sommets, on peut souligner que les tentatives turques de création d'une plate-forme multilatérale se confrontent à des réalités de la politique internationale qui effacent le climat d'enthousiasme des premiers jours. Bien que la diplomatie turque connaisse tout de même des réussites en ce qui concerne l'établissement des relations bilatérales avec les Républiques turcophones, l'objectif de départ, trop idéaliste visant à former une communauté turque, voire un bloc des Etats turcophones, ne peut voir le jour.¹¹⁴ Durant ces réunions, une fragilisation des chaînes unissant les Etats turcophones resurgit progressivement.

On peut ainsi qualifier les résultats des sommets des États turcophones comme décevants, vu les tendances des représentants des Etats centrasiatiques dont les réactions révèlent des réflexes de se tenir à l'écart d'une association démesurée. Dans ce sens, les sommets des Etats turcophones sont significatifs du fait qu'ils dessinent explicitement les limitations d'une « ligue panturquiste ». En revanche, la période des fondements de partenariat parmi les Etats turques, que l'on a essayé de présenter dans ce chapitre, démontre la nécessité d'une prise de compte des réalités géopolitiques. Il faut remarquer que toutes les républiques centrasiatiques ont acquis leurs indépendances tout récemment et elles ont de différentes priorités géopolitiques. Ceci étant dit, il faut certainement

¹¹¹ « Karimov on Turkic Unity, "extremists" » <http://www.hri.org/news/balkans/rferl/1998/98-06-0-rferl.html>

¹¹² Galima BUKHARBAEVA, « Turkey holds out olive branch », 14 Mars 2001.
http://www.iwpr.net/index.pl?archive/rca/rca_200103_44_4_eng.txt

¹¹³ Bertrand BUCHWALTER, op. cit., p.25.

¹¹⁴ Didier BILLION, « La Turquie : des illusions au réalisme » *Revue internationale et stratégique*, no: 34 été 1999, p. 158.

souligner une grave erreur d'approche turque à ces républiques. Ankara ne considère guère les particularités de chaque pays centrasiatique. Alors que la *Realpolitik* exige une nouvelle perspective qui prend en compte les priorités et les intérêts mutuels plutôt que de s'enraciner dans une euphorisation.¹¹⁵ Vu cette optique généralisante, le projet de fonder une communauté politique multilatérale regroupant les Etats turcophones demeure presque utopique. Il est donc indispensable de développer une stratégie adéquate aux réalités de la région.

Nous pouvons illustrer ce fait par quelques exemples : le Kazakhstan est un pays dont la démographie est marquée par l'existence d'une importante proportion de la population russe et slave. L'Ouzbékistan, pour sa part, souffre de l'insurrection des groupes islamistes dont quelques-uns sont qualifiés de s'affilier avec le réseau terroriste d'Al-Qaïda. Le Kirghizistan, bien qu'on estime souvent qu'il représente une île de démocratie dans une zone en pleine précarité, ne représente pas un pays qui s'est emparé de la stabilité d'une manière décisive. Le Turkménistan expose une politique extérieure aléatoire, sous la direction définitive du Turkmenbachi qui figure comme le seul acteur ayant l'autorité d'orienter la politique intérieure et extérieure de son pays. Quant au Tadjikistan, ce pays fut tourmenté, depuis son indépendance, par une guerre civile ayant aussi un caractère de revendication islamiste. Le Tadjikistan ne faisant pas parti des Etats turcophones a suscité des craintes de l'extension des courants extrémistes vu son affinité géographique et ethnique avec l'Afghanistan et l'Iran.¹¹⁶

2.3.2 Les contraintes internes et externes délimitant le rôle « d'Etat inspirateur » de la Turquie

En ce qui concerne l'ouverture turque à l'Asie centrale, il s'agit incontestablement d'une nouvelle motivation pour la Turquie, celle d'une certaine recherche de puissance, d'une nouvelle place au sein de la communauté internationale. Or, à la lumière de ses atouts importants, Ankara en pleine euphorie, entreprend une série d'initiatives pour retrouver cette partie du monde qui est nommé par plusieurs le « Monde Turc ». Mais la réalité est beaucoup plus complexe qu'on ne l'envisage. L'ère de l'émotion et des attentes démesurées s'achève au fur et à mesure que les exigences de la *Realpolitik* s'imposent sur le plan de la politique intérieure et extérieure des pays centrasiatiques ainsi que sur celui des relations avec la Turquie.¹¹⁷

Le modèle turc, bien qu'il soit amplement accentué au début de la décennie 90, commence à perdre son ancienne popularité graduellement. L'une des raisons principales est sans doute la distance géographique de la Turquie de l'Asie centrale. Il semble que la Turquie est *handicapée*

¹¹⁵ Rovsan IBRAHIMOV, op. cit., p.70.

¹¹⁶ Ahmed RACHID, *Asie centrale, champ de guerres*, Paris , Autrement, 2002, p.202.

¹¹⁷ Didier BILLION, op. cit., p.154.

par l'absence d'une contiguïté immédiate avec l'aire turcophone de l'Asie centrale. A notre époque où les voies aériennes et la communication satellitaire ne cesse de se développer, la proximité géographique paraît être moins importante qu'auparavant, mais toutefois elle est encore significative vu la position enclavée de l'Asie centrale qui n'a aucune issue maritime.

Il est surtout important de souligner que la volonté de la Turquie d'apparaître comme un modèle pour les républiques d'Asie centrale est basée sur la certitude de l'appui occidental. Néanmoins, le fil des événements démontre que les pays occidentaux, eux aussi, commencent indépendamment à former des liens politiques et économiques avec les pays de l'Asie centrale. Les occidentaux acquièrent progressivement une meilleure connaissance de la région et sont désormais capables de bâtir leurs propres relations. Par conséquent, le rôle de « pays de relais » que s'attribue la Turquie n'est pratiquement plus valable.¹¹⁸

Une autre raison de l'arrêt du soutien occidental au modèle turc est due au soulagement que l'influence iranienne sera de toute manière limitée. Après avoir assimilé les caractéristiques réelles de la région, les pays européens et les États-Unis s'aperçoivent que malgré la proximité géographique de l'Iran avec l'Asie centrale, la propagation de la révolution islamique iranienne ne peut pas avoir lieu contrairement aux craintes antérieures. L'origine de ce raisonnement est basée sur le fait que le schisme dans l'Islam est très significatif et tant que l'Iran chiite essaye d'exporter son régime il retrouvera une population sunnite hostile à ses mouvances. Il est vrai que les peuples d'Asie centrale sont majoritairement sunnites y compris le Tadjikistan persanophone où vit une petite minorité ismaïlienne (une secte proche de la croyance chiite). Nous pouvons illustrer cette réalité par les paroles de l'ambassadeur turkmène d'Ankara : « *notre peuple est sunnite, il ne peut nullement s'adhérer aux courants guidés par des mollahs* »¹¹⁹.

De plus, la politique extérieure de l'Iran envers l'Asie centrale est plutôt pragmatique qu'idéologique. Téhéran ne guète pas ses nouvelles républiques musulmanes pour les transformer en des États islamiques. Le régime iranien étant conscient de ses limites, au lieu de s'engager dans une telle aventure, choisit de suivre une ligne réaliste¹²⁰. Ce fait est l'une des raisons de la perte d'appui du « modèle turc » puisque l'Occident est désormais convaincu qu'il n'existe pas pour autant de compétence entre la Turquie laïque et l'Iran islamiste.

Par ailleurs, à la suite de la dissolution de l'URSS, le Kremlin accorde la priorité à ses affaires intérieures mais ceci ne veut pas forcément dire qu'il n'aura pas l'intention de réorienter son

¹¹⁸ Idris BAL, op. cit., *Turkish Model and The Turkic Republics*, p. 10.

¹¹⁹ Idris BAL, op.cit., p10 (L'interview de l'auteur avec l'ambassadeur du Turkménistan d'Ankara, le 11 juin 1993 à Ankara.)

¹²⁰ Mustafa AYDIN, op. cit., p.42.

regard vers son « arrière jardin ». En particulier, à partir de l'année 1993, la Fédération de Russie se montre susceptible de regagner le contrôle sur les territoires ex-soviétiques. Un concept portant le nom de « l'étranger proche » et dont le prétexte est de protéger les droits des russes ethniques émigrés dans les républiques périphériques est adopté. Hormis la conservation des droits de 25 millions de russes restés à l'extérieur des frontières de la Russie, Moscou s'aperçoit qu'un détachement total n'est pas envisageable vue l'associativité économique avec cette région.¹²¹

Une autre raison de l'intensification des concentrations russes sur l'Asie centrale provient du souci de l'éventuelle installation d'une autre puissance au delà de ses frontières. Le Kremlin possède le droit légitime d'intervention dans les pays ex-soviétiques dans le cadre de l'alliance de la CEI.¹²² Les promesses économiques et politiques non réalisées de l'équipe pro-occidentale créent un climat de déception au sein de l'opinion public russe propice à rechercher sa nouvelle identité post-soviétique ailleurs qu'en Occident. À cet égard, la guerre de Tchétchénie constitue le tournant de ce détour politique. Un sentiment d'anxiété selon lequel la Russie est en permanent recul depuis la deuxième moitié des années 80 (à l'époque où la perestroïka prévoie le rapprochement avec l'Occident) subsiste.¹²³

Un autre point de mécontentement dans les milieux politiques russes est la gêne que constitue l'observation du rassemblement des Etats turcophones de l'ex-Union soviétiques autour de l'idéal « panturquiste ». Malgré les déclarations des autorités turques pour éviter de tels commentaires à propos des rapprochements avec ses « cousins lointains » il est clair que le discours officiel ne cache pas ses ambitions de forger un « monde turc uni ». Cette évolution, dont le caractère ethnique est reproché, irrite non seulement la Russie mais également d'autres pays occidentaux qui pensent qu'il faut tracer une ligne entre la promotion du « modèle turc » et le rêve du panturquisme.¹²⁴

Par ailleurs, les relations économiques turco-russes s'amplifient progressivement vu les opportunités de partenariat malgré les questions politiques. Or, l'ouverture du secteur privé turc dans l'espace post-soviétique se réalise fréquemment en Fédération de Russie. C'est pourquoi

¹²¹ Karen DAWISHA, *Russian foreign policy in the near abroad and beyond*, Armonk NY, Sharpe, 1998, p. 332.

¹²² Michael KRAUS et Ronald D. LIEBOWITZ, *Russia & Eastern Europe after communism*, l'article de Robert C. TUCKER « Russia and the west : from cold war to cold peace », Boulder Colorado , Westview Press, 1996, p. 288.

¹²³ Tracey G. GERMAN, *Russia's chechen war*, New York, Routledge Curzon, 2003, p. 155

voir également Tony WOOD, « T h e c a s e f o r C h e c h n y a », l'éditorial de *New Left Review*, no: 30 novembre- décembre 2004, p.5.

¹²⁴ Canan BALKIR et Allan M. WILLIAMS, *Turkey and the Europe*, London , Pinter Publishers, 1993, p.198.

Ankara essaye d'éviter le risque d'affecter ses relations avec Moscou, le pragmatisme économique exige de la vigilance dans les discours panturquistes.¹²⁵

Ultérieurement, les dirigeants turcs doivent reconnaître que les leaders des Républiques centrasiatiques ne voient pas d'intérêt à diriger leurs relations extérieures exclusivement vers la Turquie. Ils réalisent assurément qu'il existe une pluralité d'acteurs internationaux, avec lesquels ils sont susceptibles de développer des champs de coopération, dont certains aspects de leurs modèles politiques, administratifs ou économiques peuvent en particulier présenter d'autres sources d'empreint. À cet égard, on peut mentionner la Chine, les États-Unis, la Corée du Sud ou les pays de l'Europe occidentale.¹²⁶ Or, ces éventuelles ouvertures ne nécessiteraient pas de forts engagements de liaison comme c'est le cas dans leurs relations avec la Turquie. Dans ce contexte, on peut avancer que ; soit l'hégémonie de l'ex grand frère Moscou, soit celui du parent nostalgique retrouvé, les pays turcophones d'Asie centrale définissent toujours leurs déterminations de rester indépendants et souverains comme la priorité des priorités.¹²⁷

L'évolution de la situation politique mondiale démontre également les raisons du reflux des ambitions initiales turques. L'estimation selon laquelle Ankara jouerait un rôle de premier plan, après la guerre du Golfe et la disparition de l'empire soviétique, rencontre des difficultés. De plus, le charme du modèle turc dépend aussi des liens de la Turquie avec l'Occident. La conviction d'adopter le *modèle turc* n'est pas si réelle tant que la Turquie ne devienne pas un membre de l'Union européenne. L'imprécision de son futur statut dans la communauté européenne ne favorisé pas effectivement le même optimisme du début de la décennie. 90

En plus, après la mort du président Özal en avril 1993, en raison de la précarité politique et des gouvernements recomposés dans des cours délais, la poursuite d'une politique étrangère aussi ardente ne voit le jour. A cause des querelles incessantes des partis du centre, le mouvement politique pro-islamiste attire de plus en plus l'électorat des classes moyennes et inférieures. Cette montée de l'islamisme, étant le sujet d'un éventuel défi contre la République et ses valeurs, affecte négativement les dirigeants des pays turcophones qui sont très sensibles aux menaces de

¹²⁵ Sur le plan politique, les accusations russes à la Turquie de fournir de l'aide aux séparatistes tchéchènes et de poursuivre l'idéal de pan-touranisme ; et les accusations turques du fait que la Russie reste indifférente aux agressions arméniennes d'envahir les territoires azerbaïdjanais empêchaient un rapprochement cordial entre Ankara et Moscou voir : A.Suat BILGE, « Commonwealth of Independent States and Turkey », *Eurasian Studies*, vol : 1 – no : 4, hiver 1995, p.88.

¹²⁶ Heinz KRAMER, « Will central Asia Become Turkey's sphere of influence ? », *Perceptions*, vol: 1 –no: 1, mars-mai 1996, p. 126.

¹²⁷ Charles FAIRBANKS, S. Frederick Starr, *strategic assessment of central Eurasia*, Washington , John Hopkins University Central Asia - Caucasus Institute Publications, juin 2001, p.82 On peut également consulter dans cet ouvrage des données quantitatives de la présence de l'Armée russe sur les territoires des pays centrasiatiques.

l'extrémisme. Donc, le paysage de la politique intérieure turque suscite le réflexe de se tenir plus à l'écart parmi les autorités centrasiatiques¹²⁸.

La question kurde constitue un autre obstacle majeur de la Turquie dans ses ambitions à devenir une puissance régionale. En premier lieu, l'insurrection qui éclate dans le sud-est du pays est considérée durant des années, comme des actions violentes d'un groupe marginal terroriste se nommant PKK. Néanmoins, au début des années 90, juste à la veille de l'émancipation des républiques centrasiatiques, ces actions séparatistes kurdes gagnent de l'ampleur en s'organisant à l'intérieur du pays ainsi qu'en Europe.¹²⁹ Cette mouvance, à la fois politique et belligérante mène un véritable combat contre l'Etat turc. La principale dimension de cette situation est son caractère de revendication ethnique, susceptible de se transformer en une « contagion » de demande de reformulation de l'identité nationale turque composée de plusieurs ethnies. Il est à noter que les pays de l'Asie centrales se composent aussi de différents groupes ethniques. Or, les administrateurs centrasiatiques évaluent une éventuelle tendance panturquiste comme un risque de l'effacement de la cohésion nationale¹³⁰.

Par ailleurs, du point de vue économique, la Turquie souffre des instabilités et des périodes de crise qu'elle avait traversées. Toutefois, l'économie turque reflète une image de dépendance des organisations internationales comme le FMI et la Banque Mondiale. La Turquie, en dépit de son secteur privé dynamique et présent en Asie centrale dès le début de la période des indépendances, continue toujours de s'efforcer à élaborer des programmes structurels. Cette représentation de l'économie turque prouve l'incapacité de pouvoir délivrer des capitaux aussi importants que ceux qu'ont promis les politiciens en pleine effervescence des premières années. Par conséquent, il est difficile qu'un pays qui reçoit de l'aide financier se transforme en un donneur d'aides de si grandes quantités.¹³¹ En outre, le coût de l'embargo imposé à Bagdad fragilise davantage l'économie turque puisqu'avant la guerre du Golfe, en 1991, l'Irak était le deuxième partenaire commercial de la Turquie (le premier étant l'Allemagne).

¹²⁸ Didier BILLION, op. cit., p.156.

¹²⁹ Évitant l'utilisation du nom de PKK (Parti des Prolétaires du Kurdistan), des associations pro kurdes s'organisaient sous d'autres appellations afin d'échapper aux restrictions d'être considérée comme des affiliations de l'organisation terroriste.

¹³⁰ Didier Billon, ibid. Pour la répartition ethnique des pays de l'Asie centrale voir Mohammad-Reza DJALILI et Thierry KELLNER, *Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2003, p.37. Parmi les pays centrasiatiques, le Kazakhstan engendre la « mosaïque » ethnique la plus diversifiée. Pour une analyse détaillée on peut se référer à l'ouvrage : Marlene LARUELLE, Sébastien PEYROUSE, *Les Russes du Kazakhstan, identités nationales et nouveaux Etats dans l'espace post-soviétique*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2003 p. 63.

¹³¹ Heinz Kramer, op.cit., p.121.

Néanmoins, après les visites émotionnelles et les déclarations mutuelles, les présidents des républiques d'Asie centrale commencent à se rendre compte des limites de la Turquie. En plus, les républiques d'Asie centrale peuvent être ouvertes à des aides turques dans tous les domaines mais ceci ne veut point dire qu'elles sont prêtes à renoncer à leurs indépendances. Après un siècle de domination russe, il est clair que ces Etats nouvellement indépendants se méfient d'un nouveau « grand frère » qui s'impose. Ceci étant dit, l'expression des tendances estimant que la Turquie deviendra « le leader du Monde turc » désigne une aberration depuis le début. Par exemple, pendant sa visite initiale dans la région, le ministre des affaires étrangères turc, Hikmet Çetin, exprime même aux chefs des Etats d'Asie centrale que la Turquie est prête à les représenter à travers des implantations diplomatiques¹³². A l'époque, cette proposition qui n'est acceptée que par le président ouzbek, déçoit les leaders des Etats turcophones d'Asie centrale qui attribuent une grande importance à la proclamation propre de leur indépendance et à leur souveraineté.

¹³² <http://www.byegm.gov.tr/yayinlarimiz/ayintarihi/1992/subat1992.htm>

Le site du département d'information du premier ministère turc chargé d'information, l'archive de février 1992.

2^{ème} Partie : Les Contextes Contemporains des Politiques

Turques en Asie Centrale Turcophone

1- Les politiques de l'implantation culturelle turque en Asie Centrale turcophone

L'Asie centrale turcophone – Ouzbékistan, Turkménistan, Kazakhstan et Kirghizstan – occupe depuis la dislocation de l'ex-URSS une place fondamentale dans le discours géopolitique et identitaire en Turquie. Comme on l'a souligné à plusieurs reprises dans les chapitres précédents, au début des années 90, lors des indépendances, l'approche turque à l'Asie centrale est plutôt émotionnelle que réaliste. Cependant, contrairement aux attentes turques, les chefs d'Etats centrasiatiques ne veulent guère s'inscrire dans le projet de créer une communauté politique ou économique turcophone.

Cette réalité incite la Turquie à modifier son approche initiale. Les autorités turques sont désormais conscientes que pour pouvoir réaliser des ambitions aussi démesurées, il faut incontestablement se procurer des appuis sociaux. De plus, sur le plan culturel et religieux la Turquie a beaucoup plus de similarité avec les pays centrasiatiques par rapport aux autres acteurs qui tentent d'exercer leurs influences en Asie centrale. Néanmoins, suite à l'assimilation par les responsables politiques de cette nouvelle vision du « Monde Turc » et à la restructuration conforme à cette réalité du ministère des affaires étrangères ; le discours des peuples turciques n'est plus le domaine particulier du MHP (Parti du Mouvement National). Grâce à ce renouveau de l'espace géoculturel turcophone, la représentation de la turcité destinée à diffuser dans les pays turcophones est élaborée principalement par l'initiative officielle.

Dans cet esprit de ravitailler l'influence turque dans les républiques turcophones, les efforts politiques ont eu pour devise la « redécouverte des peuples frères ». Cette présomption politique est poursuivie par une perspective culturelle s'engageant dans des domaines variés dont l'objectif principal est la codification d'une mémoire et d'un héritage communs ; c'est-à-dire accentuer les caractéristiques communes entre les peuples turcophones d'Asie centrale et celui de la Turquie. Ainsi, plusieurs projets de coopérations socio-culturels ont vu le jour depuis l'ouverture turque à l'Asie centrale par le biais de plusieurs canaux culturels, éducatifs, religieux, linguistiques etc.

Cette quête culturelle soulève également la revitalisation des légendes, épopées et mythes accentués dans le contexte de l'unité culturelle du Monde Turc. On témoigne la réapparition des figures de l'héritage culturel commun des peuples turciques tels que l'épopée de Manas, les personnages historiques de Köroğlu, de Dede Korkut, d'Ahmet Yesevi etc. On cherche pareillement à mettre en place des commémorations communes comme la fête de « Nevruz », issue d'une composition

syncrétique des patrimoines culturels turcs et iraniens, qui n'a pu être célébré ouvertement en Turquie après avoir longtemps été interdit en raison de sa résonance politique pro-kurde¹³³.

S'agissant de la recomposition collective d'une histoire à l'image du présent, parmi les républiques turcophones, on peut prétendre que l'Azerbaïdjan est beaucoup attiré par la Turquie, notamment en raison de la proximité linguistique. Pourtant, les autorités centrasiatiques ne sont pas si impressionnés par les considérations panturquistes des manuels d'histoire officiels préparés dans les établissements académiques de Turquie. Dans les républiques d'Asie centrale, les programmes d'histoire contiennent *in globo*, une histoire générale qui maintient dans son ensemble la structure soviétique. Cette vision est complétée par le projet de la consolidation de l'Etat-nation dont la représentation officielle de l'histoire aspire à construire prioritairement l'identité nationale au lieu de s'inscrire dans un cadre panturquiste transnational.

Par ailleurs, l'Etat turc n'est pas le seul promoteur du « panturquisme culturel ». En dépit de cette importance que l'État turc accorde à ce nouvel espace géopolitique, la présence turque dans cette région est essentiellement l'œuvre d'acteurs privés parmi lesquels il faut distinguer une communauté appelée *nurcu*, nourdjou. Cette communauté religieuse, liée à un chef nommé Fethullah Gülen, est un mouvement qui a plusieurs investissements dans les domaines de commerce et d'éducation en Asie centrale tout comme en Turquie.

1.1 L'Agence TIKA : un auxiliaire de la politique étrangère turque en Asie centrale

L'agence TIKA, *Türkiye İşbirliği ve Kalkınma Ajansı* (Agence turque de coopération et de développement) fut établie le 24 janvier 1992, à l'époque des premières tentatives d'Ankara en vue d'installer son influence en Asie centrale et au Caucase. L'agence est liée au ministère des affaires étrangères mais elle est dotée d'un statut autonome. TIKA est avant tout, un outil de la nouvelle politique étrangère turque qui a connu une transformation définitive au lendemain de la désintégration du bloc communiste. Les responsables de la diplomatie turque ont accordé à cet organisme le rôle de supervision des activités d'autres organes étatiques dans l'espace turcophone.

¹³³ Ce rite est célébré dans chaque république turcophone annuellement à la date de 21 mars qui signifie le retour du printemps. Cependant, bien que ce culte existe au sein de certaines populations anatoliennes (chez les alévis, les kurdes et certaines communautés turcomanes) la Nevruz sert à démontrer chaque année la capacité de mobilisation de PKK. Toutefois, après l'ouverture à l'Asie centrale, même les hauts représentants officiels de l'Etat turc ont commencé à glorifier cette tradition en tant que fête du Monde. Les historiens turcs se sont d'abord mobilisés pour rappeler que le Nevruz faisait partie des traditions turques depuis des millénaires. Certains avancent que cette fête n'appartenait pas à la culture persane, mais qu'elle était turcique depuis toujours. Selon cette vision, la date du 21 mars correspondrait au jour où les *Türk* sont sortis de l'*Ergenekon*, berceau mythique de la turcité.

TIKA est chargée de l'élaboration des projets nécessaires en vue de soutenir la coopération économique, commerciale, socioculturelle et éducative avec les pays d'Asie centrale. Avec des ramifications dont l'agence dispose dans toutes les républiques turcophones, TIKa apparaît comme le principal auxiliaire de la nouvelle politique turque en Asie centrale.

Parmi les principales réalisations effectuées par TIKa, on doit souligner l'organisation d'une conférence rassemblant des linguistes venus de plusieurs pays turcophones en 1992, à Ankara dont l'objectif était de débattre des projets de coopération. La même année, une autre conférence fut organisée pour traiter des problèmes économiques et sociaux auxquels les nouveaux États indépendants étaient confrontés. En 1993, en coopération avec le *Yüksek Öğretim Kurumu* (Organisation de l'enseignement supérieur) de Turquie, la même agence a organisé une rencontre entre des dizaines de recteurs d'universités de l'ensemble du monde Turc afin d'accomplir des coopérations universitaires¹³⁴.

Pour réaliser les projets, TIKa élabore un agenda à la fois sur le plan national et international. Sur le plan national TIKa assure la communication entre les différents organismes turcs (médias, ministères, universités et milieux d'affaires) ; et sur le plan international, elle crée des liens entre les administrations turques et les organismes internationaux (Nations Unies, Unesco, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement et la Banque mondiale etc.) Sur son site internet¹³⁵ il est possible d'accéder à des informations sur les rapports de coopération que la TIKa a entamés avec d'autres établissements internationaux. TIKa envoie également des délégations dans les pays où TIKa s'inscrit dans des projets.

Dans le domaine de l'édition, la direction de TIKa s'est donnée pour mission de mieux faire connaître les pays turcophones d'Asie centrale. L'agence a soutenu la réalisation d'une série de livres sur l'histoire, les langues et les économies des pays centrasiatiques et de l'Azerbaïdjan. Parmi ces publications, on trouve notamment une revue de sciences sociales « Eurasian Studies », un bulletin bilingue d'information économique, « *Avrasya Dosyasi* » (*Dossier de l'Eurasie*) une réédition du livre d'un chercheur danois, Radloff, sur les stèles de l'Orkhun.

En Asie centrale, TIKa est active dans chaque État, même si le Turkménistan et le Kirghizstan sont particulièrement privilégiés grâce à la bonne entente de leurs gouvernements avec les autorités turques¹³⁶. Au Kazakhstan, l'agence s'est associée au projet de restauration du mausolée d'Ahmet

¹³⁴ Bayram BALCI, *La Turquie en Asie centrale : la conversion au réalisme*, op. cit., p. 69.

¹³⁵ Le site officiel de l'agence : www.tika.gov.tr

¹³⁶ Gökay Bülent et Richard Langhorne, *Turkey and the new states of the Caucasus and central Asia*. Londres , Wilton Park Paper, 1996, p.33.

Yesevi, un mystique centrasiatique du 12^e siècle dont la pensée religieuse a beaucoup marqué l'islam turcique.

Conçu pour l'ensemble des républiques turcophones, le programme d'échange d'étudiants « 10 000 étudiants du monde turc » lancé par le gouvernement dès 1992-93 fut soutenu par TIKA qui a apporté son aide à certains étudiants venus d'Asie centrale. L'organisme TIKA a également attribué des bourses pour les étudiants turcophones qui continuent leurs études en Turquie. La formation de diplomates turcs qui représenteront l'Etat turc en Asie centrale s'inscrit dans le cadre des projets de TIKA. Parallèlement, l'agence organise des séminaires de formation pour les jeunes diplomates turcophones d'Asie centrale.

TIKA, dans sa mission en Ouzbékistan, enregistre l'accueil de hauts fonctionnaires de l'État ouzbek à Istanbul où ils ont suivi des cours sur le fonctionnement de l'économie de marché, la comptabilité moderne, le système bancaire, les méthodes statistiques, etc. L'Agence turque de coopération et de développement a participé à la modernisation de la télévision ouzbèke grâce à la fourniture d'équipements récents et à la formation professionnelle des employés de la chaîne étatique ouzbèke (Uz-TV)

1.2 La tentative de préparer un alphabet commun du Monde turcophone

Une organisation appelée *Türk Kültür ve Sanatları Ortak Yönetimi*, TÜRKSOY (Organisation d'administration commune de la culture et des arts turcs)¹³⁷ fut instaurée à la suite d'un accord entre les ministres de la Culture et de l'Éducation des États turcophones (les quatre d'Asie centrale, la Turquie et l'Azerbaïdjan). Créée le 12 juillet 1993, les objectifs majeurs de TÜRKSOY sont les suivants : faciliter les échanges culturels entre les pays turcophones, soutenir la recherche scientifique sur les langues turciques et œuvrer à la création d'un alphabet commun.

TÜRKSOY a formé un conseil pour l'élaboration d'un alphabet commun destiné aux peuples turcophones. Dirigé par le responsable de l'établissement *Türk Dil Kurumu*¹³⁸ TDK (Fondation de la langue turque) et impliquant d'autres institutions (dont l'Université turque de Marmara), un alphabet de 34 lettres latines intitulé *Ortak Türk Alfabesi* (Alphabet Turc Commun) fut préparé. Cette proposition d'alphabet permettait la transcription de toutes les langues turciques. Les linguistes turcs n'attendaient pas de leurs partenaires centrasiatiques qu'ils adoptent cet alphabet tel qu'il est

Actuellement, l'agence dispose des bureaux de représentation dans les cinq États d'Asie centrale et en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Moldavie, en Macédoine, en Ukraine, en Albanie, en Bosnie-Herzégovine et dans la partie turque de Chypre.

¹³⁷ Le site officiel de l'organisme étatique www.turksoy.org.tr/

¹³⁸ Pour l'historique et les objectifs de cette institution voir p. 34.

mais au moins qu'ils s'en inspirent pour mener leurs réformes linguistiques.¹³⁹ Le résultat fut plutôt mitigé. Les azéris (dès décembre 1991), les tatars de Crimée et les Karakalpaks ont adopté un alphabet latin conforme à « l'alphabet turc commun ».¹⁴⁰ Quant aux Etats centrasiatiques, seuls deux États, l'Ouzbékistan (en septembre 1994) et le Turkménistan (en avril 2000) ont latinisé leurs transcriptions mais ils ne se sont pas référés aux propositions de la Turquie.

Une autre initiative de la Turquie visait à amplifier les connaissances sur les racines de la culture turque. Un centre lié au ministère de la culture turque, *Atatürk Kültür Merkezi* (Centre Culturel Atatürk), a développé un projet de « littérature du Monde Turc », dont l'un des objectifs était de soutenir les recherches culturelles portant sur les peuples turcophones. Ce projet qui fut mis en œuvre en 1995, consistait à l'élaboration des encyclopédies susceptibles de servir de sources de référence. Dans ce but, des œuvres de référence furent préparées en turc pour être traduits en d'autres langues turques. Parmi ces ouvrages, on peut noter : « l'Histoire de la littérature du Monde *turc* », « l'Encyclopédie des personnalités littéraires du Monde *turc* », « le Dictionnaire encyclopédique des concepts et termes de la littérature du Monde *turc* », et « l'Anthologie des idées et des styles de la littérature du Monde *Turc* »¹⁴¹.

1.3 La coopération dans le domaine d'éducation

1.3.1 L'échange d'étudiants

La formation des futures élites d'Asie centrale post-soviétique constituait également l'un des objectifs prioritaires de la Turquie. Suite à une série d'accords entre la Turquie et les nouvelles Républiques d'Asie centrale, un nombre considérable d'étudiants ont obtenu la possibilité de faire leurs études dans des universités turques. Pour ce faire, chaque année les administrations des Etats turcophones transmettent leurs candidats d'étudiants aux responsables turcs et ainsi s'élaborent les contingents des étudiants centrasiatiques. L'Etat turc accorde des bourses aux étudiants turcophones par l'intermédiaire de *Yüksek Öğretim Kurumu YÖK*, Organisation de l'enseignement supérieur¹⁴². Les étudiants turcophones bénéficient d'un contingent de place pour se loger dans les cités universitaires turques.

¹³⁹ B. Zakir AVŞAR. « Communication between the Turkish Republics », *Eurasian Studies*, no: 1, printemps. 1996, p. 104.

¹⁴⁰ Ahmet Bircan ERCILASUN, *Örneklerle bugünkü Türk alfabeleri*, (Les alphabets turcs contemporains à travers les exemples), Ankara, Kültür Bakanlığı, 1997.

¹⁴¹ Dursun DAĞAŞAN, « Türk dünyası edebiyatı projesi ve 1997 taşkent toplantısı » (*Le projet de littérature du monde türk et la réunion de Tachkent*), *Bilge*, n° 14, 1994, p.10.

L'auteur de l'ouvrage Dağışan, fut le directeur général de la PTT de la Turquie entre 1999-2001. Il a également réalisé la mise en œuvre d'un projet intitulé « l'Union des Postes d'Eurasie » qui vise à faciliter la circulation des courriers entre les Etats turcophones.

¹⁴² Le site officiel de l'institution est www.yok.gov.tr/

Par ailleurs, hormis les étudiants des républiques turcophones d'Asie centrale et de l'Azerbaïdjan, une quantité considérable d'étudiants issus des communautés turciques de la Fédération de Russie et des Balkans sont admis dans les universités turques.¹⁴³ Les matières les plus appréciées par ces étudiants sont les disciplines techniques, commerce international, mathématiques, chimie, physique et informatique. Les étudiants turcophones sont encouragés par la Turquie à suivre des disciplines littéraires, surtout la turcologie.

Il est à noter que les climats politiques entre la Turquie et les Etats d'Asie centrale ont des répercussions sur les échanges d'étudiants. Par exemple, lors que les relations turco-ouzbekès furent tendues à cause des déclarations du président ouzbek accusant la Turquie d'être impliquée dans une tentative de coup d'Etat visant à renverser son pouvoir, les étudiants ouzbeks qui étudiaient dans des universités turques ont dû retourner dans leurs pays en 1999. A partir de cette date, l'Ouzbékistan a refusé d'envoyer des étudiants en Turquie. Cette politique a duré jusqu'à l'atténuation de la crise politique entre les deux pays grâce à la visite de l'Ouzbékistan du premier ministre turc en 2003.

1.3.2 Les Universités bilatérales turco-centrasiatiques

Dans la mesure où la coopération éducative progressait, il était indispensable de fonder en coopération des établissements de formation supérieure. Dans ce but, la Turquie a financé la création de deux universités d'Etat, l'une au Kazakhstan et l'autre au Kirghizstan.

L'université Ahmet Yesevi est fondée multilatéralement par l'Etat kazakh et l'Etat turc.¹⁴⁴ Cette université porte le nom d'un mystique soufi du 12^e siècle qui représente l'une des figures les plus importantes du patrimoine culturel des peuples turciques. L'université est construite en plein milieu de la steppe kazakhe, dans la ville historique de Turkistan où Ahmet Yesevi a vécu et a propagé ses pensées religieuses philosophiques. Hormis Turkistan, d'autres villes voisines kazakhes comme Tchimkent et Kentau abritent des annexes de l'université.

A présent, la capacité d'accueil de l'université atteint 10.000 étudiants. Cette université projette d'attirer des jeunes de l'ensemble des États turcophones. Pourtant, plus de 90 % des étudiants inscrits sont originaires du Kazakhstan à l'heure actuelle. Les étudiants venus de Turquie constituent une minorité (environ 500). La direction de l'université est mixte dont une moitié est kazakhe et l'autre turque. Cet établissement universitaire est très marqué par le charisme de son président Namik Kemal Zeybek, l'ex-ministre de la culture turc. Pendant son mandat, Namik Kemal Zeybek fut l'un des pionniers des autorités turques qui s'étaient efforcés à réaliser le rapprochement des Etats turcophones.

¹⁴³ Pour les nombres d'étudiants voir Annexe II.

¹⁴⁴ Le site officiel de l'université www.yesevi.edu.tr/

Les matières enseignées dans l'université Ahmet Yesevi varient de l'histoire et de la philologie à la médecine et au tourisme. Il existe aussi un centre de recherche *Ahmet Yesevi Stratejik Araştırmalar Merkezi* AYSAM, (le Centre de Recherches Stratégiques Ahmet Yesevi). Le côté turc de la direction a tendance à privilégier les sciences humaines, (la turcologie et l'histoire notamment) afin de former des jeunes qui peuvent devenir des chercheurs sur le monde turcophone. En revanche, leurs partenaires kazakhs accordent une priorité aux matières scientifiques étant donné leur besoin en ressources humaines techniques. Les étudiants venus de Turquie apprennent le kazakh et le russe qui constituent, avec le turc, les trois langues d'enseignement. Le règlement exige que chaque étudiant diplômé soit en mesure de parler couramment le turc et le kazakh.

Une autre institution d'éducation supérieure est l'Université Manas fondée au Kirghizstan. Son nom fait référence à la légende kirghize «Manas»¹⁴⁵ (dont le millénaire fut officiellement commémoré en 1995). Cette université est fondée en coopération turco-kirghize au sud-est de la capitale Bichkek. L'enseignement est inauguré le 13 novembre 1998 lors de la visite officielle du président turc de l'époque, Süleyman Demirel au Kirghizstan. L'université Manas a accueilli 1.500 étudiants en 2004. Parallèlement à l'approche de l'université Ahmed Yesevi, la turcité est clairement placée au cœur de la mission pédagogique de cet établissement turco-centrasiatique. On y trouve à côté d'une faculté de turcologie, un centre de recherche *Türk Uyarlığı Araştırma Merkezi*. Il est encore trop tôt pour mesurer les impacts réels de ces universités et leurs portées politiques. Les tous premiers étudiants sont diplômés en 2005.

1.3.3 Les écoles de la confrérie turque nourdjou en Asie centrale

En ce qui concerne la coopération turco-centrasiatique dans le domaine de l'éducation, il est important de souligner l'existence des écoles d'une communauté religieuse turque établies sous la forme d'un réseau en Asie centrale. Le chef spirituel de cette confrérie est Saïd Nursi¹⁴⁶ (1873-1960), un exégète du Coran dont la confrérie s'appelle *Nurcu*, nourdjou. A présent, cette secte religieuse est guidée par un ancien fonctionnaire de la Direction des Affaires Religieuses Turques *Türk Diyanet Vakfı* dont le nom est Fethullah Gülen¹⁴⁷.

¹⁴⁵ www.manas.kg/ Une épopée kirghize composée de 500.000 vers. Elle raconte les efforts d'un héros appelé *Manas* qui réalise l'union des tribus kirghizes.

¹⁴⁶ Saïd Nursi est un penseur islamique d'origine kurde né en 1876 à l'est de la Turquie. Il est fortement imprégné par l'enseignement traditionnel de la madrasa de l'époque ottomane. L'œuvre fondamentale de Saïd Nursi est la « *Risale-i-Nur* », une exégèse du Coran de plus de 6000 pages.

¹⁴⁷ Fethullah Gülen se présente souvent comme un élève, un héritier de Saïd Nursi, bien que les deux personnages ne se soient jamais rencontrés. Gülen, né en 1938 est influencé par les idées de Saïd Nursi. Il propage la philosophie de Saïd Nursi. Cependant, même si Fethullah Gülen est proche des idées de Saïd Nursi, il a créé un mouvement qui lui est spécifique.

À la veille de l'accession des républiques turcophones à l'indépendance, la communauté liée à Gülen se propageait en Turquie. Gülen encourageait l'ouverture de lycées dont le financement était réalisé par des hommes d'affaires sympathisants de sa confrérie¹⁴⁸. Actuellement, ces lycées sont appelés *Fen Liseleri* qui désignent des lycées scientifiques. Ce sont des collèges privés en Turquie où on prépare les élèves de façon très efficace afin de leur permettre de réussir les concours d'entrée à l'université. Ces établissements donnent également une formation religieuse à ses élèves conformément aux visions de Saïd Nursi et de Fethullah Gülen.

En Asie centrale, grâce à des hommes d'affaires turcs liés à la mouvance nourdjou, la communauté de Gülen a inauguré depuis dès la rentrée scolaire 1991/92 des lycées privés, gérés conjointement par des professeurs turcs et par leurs confrères centrasiatiques. Les hommes d'affaires turcs qui sont sympathisants de la confrérie et actifs en Asie centrale, assurent le financement de ces collèges.¹⁴⁹

Depuis le début des indépendances, la promotion des écoles de la communauté fut entreprise grâce au soutien du président turc de l'époque Turgut Özal. Özal, pendant les entretiens avec ses homologues centrasiatiques, sollicitait la facilitation des procédures pour l'ouverture des collèges de Fethullah Gülen dans les républiques turcophones. Le président turc persuadait les dirigeants de ces pays en avançant l'idée que ces établissements contribueraient à la formation des étudiants centrasiatiques d'une manière conforme aux normes mondiales.¹⁵⁰

La création d'un lycée dans un pays d'Asie centrale par cette communauté s'effectue en fonction de plusieurs paramètres : le degré d'ouverture du régime du pays, l'intérêt de son marché économique pour les entreprises turques, sa législation en matière de coopération éducative et l'importance du pays pour l'avenir de la communauté dans la région etc. Le pays qui accueille le plus d'écoles nourdjou est le Kazakhstan. La communauté y a ouvert 28 écoles. L'Ouzbékistan, avec 18 écoles nourdjous, arrive en deuxième position. Le Turkménistan accueille 14 écoles et on compte 11 écoles au Kirghizstan.

Pour ce faire, les hommes d'affaires de la communauté de Gülen qui financent l'implantation de ces collèges, veillent à ce que leurs liens avec les autorités locales soient étroits. Effectivement,

¹⁴⁸ Parmi les grandes firmes turques financent ces écoles, on peut citer certaines entreprises de grande taille telles que : La société de biscuiterie *Ülker*, une grande entreprise d'ébénisterie *Kelebek Mobilya*, un important producteur de détergents *Bingo*, une société de tapisserie *Koyunlu Halı* et la firme de textile *Çetinkaya* qui détient un grand réseau de centres commerciaux en Turquie ainsi que dans les républiques centrasiatiques. *Milliyet*, 3 mars 1998. <http://www.milliyet.com.tr/1998/03/27/haber/hab000.html>

¹⁴⁹ Bayram BALCI, *Missionnaires de l'Islam en Asie centrale. Les écoles turques de Fethullah Gülen*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2003, p. 160.

¹⁵⁰ Engin DEMİR et Bayram BALCI, « The role of Turkish schools in educational system and the social transformations of Central Asian Countries: The case of Turkmenistan and Kyrgyzstan » *Central Asian Survey*, vol : 19, no :1, mars 2000 p.147.

lorsqu'un organisme privé se présente en Asie centrale, les responsables locaux interrogent ses motivations. Les autorités locales s'adressent formellement au pays d'origine pour se renseigner davantage sur leurs activités antérieures de ces organisations.

Quand ces écoles furent ouvertes en Asie centrale, ils ont commencé à donner une éducation similaire à celle qu'elles donnent en Turquie. A partir des exemples des lycées scientifiques turcs (*fen liseleri*), le mouvement de Fethullah Gülen a installé un puissant réseau éducatif qui constitue le centre de sa stratégie d'ouverture à l'Asie centrale.¹⁵¹ Dans chaque école, presque la moitié des professeurs est turque et l'autre moitié est locale. L'enseignement est axé sur des cours scientifiques comme la physique, la biologie, l'économie ou l'informatique, etc. En outre, conformément aux institutions d'éducation élémentaires turques, les écoles de Gülen enseignent la vie et les réformes d'Atatürk.¹⁵² A côté de la langue locale, l'enseignement se fait en turc et en anglais. La qualité de la formation et l'apprentissage intensif de l'anglais sont des facteurs déterminants dans les choix des parents qui préfèrent mettre leurs enfants dans ces écoles. La formation d'élèves anglophones est certainement préconisé par les autorités locales. La qualité de formation de ces établissements éducatifs explique leurs succès d'installation en Asie centrale.

Comme tout mouvement missionnaire, la mouvance de Fethullah Gülen est porteur d'un message.¹⁵³ Les nourdjous diffusent un Islam philosophique comme la plupart des confréries turques. Malgré leurs attachements stricts aux pratiques, les représentants de la confrérie se montrent très tolérants envers les autres communautés religieuses de la Turquie. Leur principale vision islamique est de participer à la conciliation entre la science, la modernité, la contemporanéité et l'islam. On constate chez le leader de la communauté Fethullah Gülen, une prise de conscience du fait qu'à l'époque contemporaine, on ne peut donner une interprétation de l'islam d'une époque antérieure, par exemple de celle du Prophète. En effet, cette perspective moderniste présente un véritable contraste d'interprétation avec la voie *wahhabite-salafiste* saoudienne qui prône un retour à l'islam des origines.

¹⁵¹ Pour les nombres des écoles dans chaque république voir Annexe III.

¹⁵² Il existe de nombreux modes de diffusion des idées d'Atatürk en Asie centrale. À Bichkek, une fondation portant le nom d'Atatürk a été créée à partir de 1996 et installée dans le même local que les bureaux de la représentation de TIKA. Un buste d'Atatürk fut érigé dans un grand parc de la capitale kirghize à la suite d'une initiative commune de la fondation et de l'ambassade de Turquie. Au Turkménistan, à Achkhabad, une statue grandeur nature d'Atatürk trône au milieu d'un parc public, en plein centre-ville, en face de l'ambassade de Turquie.

Les établissements d'enseignement turcs présents en Asie centrale jouent aussi un rôle important dans la diffusion de l'*Atatürkçülük* (littéralement, en français, Atatürkisme). Ainsi, l'université Ahmet Yesevi a organisé, en octobre 1999, une conférence internationale sur le père fondateur de la République turque, ses idées et le caractère de ses réformes.

¹⁵³ Parallèlement les nourdjous propagent les idées de Said Nursi en Asie centrale, dans le Caucase et les Balkans. Distribuées gratuitement, les publications nourdjous sont très bien diffusées puisqu'on les trouve très facilement à la sortie des mosquées, dans les librairies et les centres culturels et religieux turcs installés dans les villes d'Asie centrale.

En plus, la confrérie nourdjou propage l'idée du « dialogue des civilisations ». Conformément à cette approche, Fethullah Gülen a visité le Vatican en 1998 et il fut accepté par le pape Jean Paul II. Cette visite a eu un effet considérable dans les milieux religieux et politiques en Turquie puis qu'elle a démontré le niveau de puissance de la confrérie.

Parallèlement, un message idéologique contenant un discours islamique modéré est diffusé aux jeunes centrasiatiques par l'intermédiaire des écoles nourdjous. Hormis la transmission d'une éthique religieuse, les particularités ethniques et culturelles communes des peuples turques sont également accentuées. Cette contribution à la prise de conscience de la turcité assure une bonne entente entre l'État turc et la communauté nourdjou en Asie centrale.¹⁵⁴

Tandis qu'en Turquie, les rapports entre la confrérie et l'Etat sont plus conflictuels. En Turquie, il existe une vigilance vis-à-vis de la communauté nourdjou de la part des medias et des intellectuels républicains attachés à la laïcité. Ces derniers expriment toujours leurs préoccupations à l'égard des activités de Fethullah Gülen. Aujourd'hui, Fethullah Gülen vit aux Etats-Unis car il risque d'être interpellé par la magistrature de la République en raison de déclarations enregistrées sur une cassette vidéo. Dans cette vidéo, Gülen tient un discours prévoyant le renversement de l'Etat laïc par les fidèles de sa confrérie. Bien qu'il ait nié ces déclarations en prétendant qu'elles étaient montées, il n'est pas parvenu à convaincre l'ensemble de la société turque¹⁵⁵.

Le réseau éducatif du mouvement nourdjou en Asie centrale a également fait l'objet d'analyses dans la presse turque. En revanche, compte tenu des accusations contre sa communauté, Gülen a affirmé qu'il était prêt à céder toute la direction de ces établissements aux autorités étatiques turques. Cependant, ceci n'a pas eu lieu. Le ministère de l'éducation turc, qui a tout de même un droit de consultation quant au fonctionnement de ces écoles, n'a pas demandé à récupérer totalement l'administration de ces collèges. En effet, les activités de ce mouvement servaient les intérêts de la Turquie en Asie centrale. On peut parler d'une situation où un Etat considère qu'un acteur non étatique peut avoir une utilité certaine dans l'aboutissement de ses aspirations politiques.

1.4. La diffusion des medias turcs en Asie centrale

1.4.1 La transmission satellitaire

¹⁵⁴ Modern Siyasi Düşünce Ansiklopedisi, (L'Encyclopédie des pensées politiques modernes) Vol 6, Istanbul , İletişim , 2004, p. 298.

¹⁵⁵ http://www.belgenet.com/dava/gulendava_01.html

En Asie centrale, la diffusion télévisée en langue turque est assurée par le biais du satellite *Türksat*.¹⁵⁶ Ce satellite était lancé à la fin des années 80 et il était principalement destiné aux émigrés turcs vivant en Europe de l'ouest qui constituent une importante population. Dans ce contexte, lorsque les républiques turcophones ont acquis leurs indépendances, différents accords signés bilatéralement en fonction du pays ont rendu possible la transmission des émissions turques dans la région.

Türksat a assuré la diffusion de deux chaînes de télévision étatique turque : *Avrasya* (Eurasie) et TRT International. L'objectif prévu était de rendre possible, par ces émissions d'informations et de culture destinées aux populations turques et ainsi de créer une conscience de la turcité et de la turcophonie. La littérature, l'histoire et la géographie de chacun des États centrasiatiques sont comprises dans la majeure partie des programmes télévisés. La primauté de la Turquie apparaît d'une manière sous-jacente avec l'utilisation du dialecte d'Anatolie dans la plupart des émissions. Il est cependant difficile de mesurer la réception et la popularité de ces chaînes turques en Asie centrale. On doit noter que les émissions de ces deux chaînes étatiques turques sont loin d'être des programmes favoris des téléspectateurs centrasiatiques. D'une part suivre ces types d'émissions nécessite des antennes convenables qui sont relativement onéreuses et d'autre part l'utilisation du dialecte anatolien rend ces diffusions peu attrayantes.

La Turquie, fournit également une diffusion de télécommunication satellitaire dans toute l'Eurasie. Dans le secteur des télécommunications, la Turquie s'est assurée la couverture radiophonique, téléphonique, télévisuelle, de tout l'espace turcophone en reliant les républiques turcophones au réseau turc. Il s'agit de desservir le territoire national et les populations de l'espace turcophone. Ce service supplémentaire téléphonique est aussi réalisé par l'intermédiaire du satellite *Türksat*.¹⁵⁷

1.4.2. Le journal Zaman, le pionnier des quotidiens en Asie centrale turcophone

En ce qui concerne la diffusion des médias turcs en Asie centrale, il faut certainement mentionner un quotidien qui est présent dans plusieurs pays du monde où une importante population turcophone vit. Connu par son point de vue pro-nourdjou, le journal *Zaman* (qui désigne en français « le temps ») constitue un des appuis de la présence turque en Asie centrale où il est édité dans presque chaque capitale. Ce journal atteint un tirage journalier d'environ 300.000

¹⁵⁶ <http://www.turksat.com.tr/> La Turquie a également développé et a lancé le satellite « Eurasiasat » en assistance d'Alcatel français, un nouveau satellite couvrant une grande partie de l'Eurasie.

¹⁵⁷ Stéphane TAPIA, «Türksat et les Républiques turcophones de l'ex-URSS», *Cemoti*, no : 20 - Médias d'Iran et d'Asie centrale, octobre 1995, p.400.

exemplaires en Turquie. *Zaman* est édité à Istanbul et dans plusieurs grandes villes de la province de l'Anatolie comme Izmir, Adana et Erzurum.¹⁵⁸

Parallèlement aux autres implantations de la communauté de Fethullah Gülen, les représentants de *Zaman* sont arrivés en Asie centrale, au début de la décennie 90, pour établir des rapports professionnels. Evidemment, pendant cette période, les pays d'Asie centrale n'avaient pas suffisamment d'accès aux médias étrangers. Alors que le quotidien *Zaman* disposait des correspondants quasiment dans tous les pays du monde. Vu ce manque, grâce à des contacts établis avec des journalistes sur place, les bureaux de *Zaman* sont installés dans les capitales centrasiatiques à l'exception de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan.¹⁵⁹

Hormis les informations sur le monde entier, *Zaman* diffuse des actualités et analyses concernant le monde turcophone. Le quotidien consacre effectivement des pages particulières à l'actualité de chaque pays où il est publié. Néanmoins, *Zaman Kirghizistan* obtient un tirage de plus de 10 000 exemplaires. Son édition trilingue (en turc, en kirghize et en russe) permet d'attirer un lectorat diversifié, même s'il est surtout orienté vers le domaine de la coopération économique et éducative turco-kirghize¹⁶⁰.

Le *Zaman Kazakhstan* diffuse une édition hebdomadaire tirée à plus de 15 000 exemplaires et il est rédigé en turc, en kazakh et en russe. La communauté turque expatriée au Kazakhstan et les kazakhs qui travaillent dans les entreprises turques constituent son principal lectorat. *Zaman Turkménistan* dont le tirage est presque de 16 000 exemplaires, regroupe 4 journalistes turcs permanents et une quinzaine de turkmènes dans ses locaux d'Achkhabad. L'hebdomadaire compte parmi les meilleurs du pays où les médias libres sont confrontés à des restrictions depuis l'indépendance. *Zaman Turkménistan* couvre surtout les nouvelles de la présence turque reconnue grâce aux projets de construction qui ont transformé le panorama de la capitale turkmène Achkhabad.

Dans sa mission en Asie centrale, la direction de *Zaman* prévoit de jouer un rôle de pont communicatif entre la Turquie et la région. On rencontre dans les colonnes de *Zaman* publié en Asie centrale des reportages sur la Turquie, sur la société turque et des articles historiques sur l'Empire ottoman. L'utilisation de trois langues (le turc, la langue dialectale locale et le russe) est suivie parfois d'une quatrième, l'anglais qui permet d'élargir le lectorat en attirant les expatriés d'autres pays composés majoritairement par les représentants des firmes étrangères. Le journal occupe une place

¹⁵⁸ <http://www.zaman.com.tr>

¹⁵⁹ Bayram BALCI, op. cit., p. 40.

¹⁶⁰ *Zaman Kirghizistan* est accessible sur le site <http://www.zaman.kg>

importante dans la vie des Turcs expatriés en Asie centrale tels que les enseignants des lycées turcs, les employés des entreprises turques et les fonctionnaires des ambassades de Turquie.

Zaman joue un rôle non négligeable dans l'établissement d'une sphère d'influence culturelle turque en Asie centrale. Sa présence dans le paysage médiatique de ces pays turcophones contribue à l'amélioration de la communication entre les peuples turques, à tel point que certains de ses journalistes le comparent déjà au *Tercüman*, le journal du pionnier du panturquisme Ismail Gaspirali, qui fut publié au milieu du 19^e siècle dans les principales villes de l'espace turcophone¹⁶¹. *Zaman* est publié en Azerbaïdjan 5 fois par semaine dont le tirage est 7 300 exemplaires. Le quotidien est aussi diffusé dans la Fédération de Russie, en Bachkirie et au Tatarstan, atteignant pour chacune de ces républiques un tirage de 3000 à 3500 exemplaires. Le journal ne dispose pas d'édition moscovite, mais il y est représenté par un correspondant permanent.

1.5 Les activités officielles de la « *Diyanet* turque » dans le domaine religieux

En Asie centrale, malgré l'interdiction officielle de toute expression publique de la religion durant l'époque soviétique, la pédagogie et les pratiques islamiques ont pu résister aux répressions en agissant dans clandestinité par le biais des confréries.¹⁶² A l'époque de la *perestroïka*, au milieu des années 80, cette survie de l'identité islamique s'est transformée en une effervescence avec l'autorisation de la réouverture de mosquées et de *madrasas* (centres ou instituts d'études religieuses). Néanmoins, après les indépendances, l'Asie centrale est devenue ouverte aux tentatives de promotions religieuses de diverses puissances islamiques rivales (Turquie, Arabie saoudite, Pakistan, Iran, etc.) A présent, il faut noter que les principales doctrines religieuses qui sont propagées dans la région sont le *wahhabisme* saoudien et le *hanéfisme* turc.¹⁶³

Sur le plan religieux, la Turquie cherche à établir son influence en Asie centrale par l'intermédiaire d'une institution officielle appelée *Diyanet Isleri Başkanlığı*, la direction des affaires religieuses, (le nom de la direction est souvent utilisé avec l'abréviation de « *Diyanet* » en Turquie). En Asie centrale, la *Diyanet* turque est représentée dans chaque ambassade par *Diyanet Isleri Müşavirliği* (conseil des affaires religieuses) dont le

¹⁶¹ Les tentatives ambitieuses d'Ismail Gaspirali (figure historique emblématique du pan-turquisme) pour élever le degré de communication avec son journal « *Tercüman* » (l'Interprète en français) voir note de bas de page no : 19, p. 7 – 8.

¹⁶² Pinar AKALI, « Islam as a common bond in Central Asia », *Central Asian Survey*, vol. 17 no : 2, juin 1998, p. 255.

¹⁶³ Contrairement à l'interprétation hanéfite qui représente un Islam beaucoup plus souple et modéré, le wahhabisme prévoit un retour strict aux sources. En Asie centrale, les missionnaires wahhabites ont provoqué l'apparition des groupes radicaux qui militent pour la fondation d'un Etat islamique. Les pays où ces mouvements extrémistes sont les plus actifs sont l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

responsable est un diplomate chargé de coordonner les réunions et interactions entre la *Diyanet* et les autorités religieuses locales¹⁶⁴.

Cet organisme fournit des livres et des brochures pédagogiques portant sur la vie du prophète, les cinq piliers de l'islam, la prière, le Coran expliqué aux enfants, etc. Ces publications sont traduites dans les langues locales et même en russe (qui est incontestablement la *lingua franca* de la région). Une autre activité importante de la direction des affaires religieuses est de financer la construction et la restauration des mosquées en Asie centrale. Les mosquées construites ou financées par la Turquie dans ces pays sont conçues sur une synthèse d'architecture locale et ottomane¹⁶⁵.

Parallèlement, la Turquie assiste à la formation des élites religieuses centrasiatiques, soit en accueillant des étudiants dans ses écoles ou facultés de théologie en Turquie, soit par le biais d'établissements religieux ouverts sur place. Ainsi, à Och au Kirghizstan, à Achkhabad au Turkménistan et à Tchimkent au Kazakhstan, la Turquie a financé l'ouverture de facultés de théologie dotées d'équipements modernes et animées par un corps d'enseignants religieux représentant la vision islamique turque.¹⁶⁶ Il est à noter que cette politique de diffusion d'un islam modéré et sécularisé par l'Etat turc reçoit l'appui des puissances occidentales qui y voient un élément stabilisateur dans une région où il existe le danger de la montée d'un islamisme radical.

Une autre institution établie sous l'égide de *Diyanet* est *Avrasya Islam Şurası*, (Conseil islamique d'Eurasie) forme un appui complémentaire à l'activisme religieux turc. En Turquie, cette organisation réunit périodiquement les autorités religieuses officielles de plusieurs Etats musulmans du Caucase, des Balkans et de l'Asie centrale. En tant qu'outil d'influence, ce conseil permet à la Turquie d'exporter sa vision religieuse dans ces régions. La formation des cadres religieux, la lutte contre les missionnaires des « sectes » chrétiennes, la mise en concordance des dates des fêtes religieuses, l'élaboration des publications islamiques et autres. figurent parmi ses occupations.

On peut donc admettre que Ankara mène une politique de diffusion religieuse vis-à-vis des pays turcophones en tentant de faire émerger un « espace islamique eurasiatique ». Cette stratégie est destinée, d'une part, à contrebalancer les influences d'autres puissances islamiques et d'autre part à favoriser son prosélytisme politique. En d'autres termes, en propageant sa culture religieuse, la

¹⁶⁴ Idris BAL, *21. yüzyılda Türk Dış Politikası (La politique étrangère turque au 21^e siècle)*, Ankara, Nobel, 2004, p. 472.

¹⁶⁵ Bayram BALCI, op.cit., p.54.

¹⁶⁶ Jean Pierre TOUZANNE, *L'islamisme turc*, Paris, l'Harmattan, 2001, p.222.

Turquie poursuit l'objectif de s'appuyer sur ces sociétés musulmanes des régions voisines en vue d'accomplir ses futures ambitions politiques.

2 – Les mécanismes de la coopération économique turco-centrasiatique

Suite à l'effondrement du système soviétique, les républiques centrasiatiques cherchent à transformer leur structure économique étatique jugé inefficace, en adoptant des mesures de transition à l'économie de marché. Cette nouvelle vision économique, sur le plan théorique, désigne un modèle où la régulation s'opère par la confrontation de l'offre et de la demande sur un marché. De ce fait basique, c'est l'opposé du système communiste qui prône la fixation des prix par l'Etat.

Dans ce contexte, la Turquie se donne pour mission de transmettre ses expériences économiques aux nouveaux Etats d'Asie centrale. La Turquie avait surmonté sa stagnation économique avec les mesures élaborées afin de passer à une économie de marché.¹⁶⁷ Sous le mandat du premier ministre Özal, malgré l'alourdissement de l'écart entre les couches sociales, la Turquie avait réalisé en 5 années des réformes économiques sans précédentes. Dans cette perspective, les chiffres de la production nationale et du revenu réel par habitant avaient été multipliés. Ces expériences récentes de la Turquie sont considérées comme des pratiques susceptibles d'influencer les administrateurs des Etats centrasiatiques pour débiter ces reformes de base.

Si l'on tend à démontrer la transformation nécessaire à entreprendre par les Etats centrasiatiques, on peut citer quelques exigences principales de l'économie libérale telles que ; la libre concurrence, limitations des subventions, fixation des taux d'intérêt d'une manière libre, fondation d'un système bancaire et d'un marché des capitaux, privatisation des entreprises publiques et soutien du secteur public etc.¹⁶⁸ Cependant, il n'est pas aussi facile d'entreprendre ces nouvelles applications libérales. D'ailleurs, plusieurs Etats de l'Europe de l'Est issus de l'ancien Bloc communiste en subissaient de graves conséquences socio-économiques. Il s'agit, en effet, de reprendre irréversiblement un long et douloureux processus de socialisation et de collectivisation¹⁶⁹.

Vu ce contexte de grand changement économique structurel, le président de la Turquie, Turgut Özal, compte beaucoup à transmettre ses expériences fraîches aux responsables des pays de l'ancien Bloc communiste et notamment à ceux d'Asie centrale. Selon lui, son pays a suivi une transformation en diminuant le rôle de l'Etat dans l'économie qui avait donné ses fruits dans la résurrection d'un secteur privé dynamique. En cela, le président turc ne cesse de mentionner que

¹⁶⁷ Ziya ÖNİŞ, « The Turkish economy at the turn of a new century: critical and comparative perspectives » *Koç University Publishings*, février 2000, p.7.

¹⁶⁸ Kathryn H. ANDERSON, Richard POMFRET; *Consequences of creating a market economy*, Cheltenham , Edward Elgar Publishing, 2003, p.15.

¹⁶⁹ Helje KALDARU, *Welfare changes in eastern European and central Asian transition economies*, Tartu - Estonie , Tartu University Press, 2001, p.31 voir également « Douloureuse Transition vers le Capitalisme », *L'Atlas du Monde Diplomatique*, janvier 2003, p.143.

l'on avait terminé un processus de « *perestroïka* » avec succès en Turquie¹⁷⁰. Il expose son intention de délivrer des connaissances stratégiques dans la voie de transition à l'économie libérale. Finalement grâce aux efforts du président Özal, la Turquie, fait la promotion des activités de son secteur privé aussi bien que la promotion de son système gouvernemental et économique¹⁷¹.

On peut affirmer que, similairement à l'approche politique et socioculturelle, l'Asie centrale est perçue par l'Etat et les hommes d'affaires turcs comme un grand espace susceptible de créer de nouvelles opportunités pour le développement de l'économie turque. Cela pour deux raisons éventuelles : premièrement, l'Asie centrale est un marché émergent et deuxièmement, la région centrasiatique est particulièrement riche en ressources naturelles. Les coopérations commerciales et énergétiques avec les pays centrasiatiques représentent de fortes sources de profits potentiels pour l'Etat et les firmes turques.¹⁷²

En Turquie, au cours des années 1980, les réformes structurelles initiées par le président de l'époque Turgut Özal, ont contribué à la naissance d'une nouvelle classe d'entrepreneurs. De plus, la disparition de l'URSS avait créé de nouveaux marchés et des opportunités d'investissements. Ce contexte prometteur a attiré de nombreux entrepreneurs sur place pour examiner les conditions d'investissement jusqu'au début des années 1990. Comme il a déjà été dit, les hommes d'affaires turcs furent souvent associés aux séjours officiels des autorités turques en Asie centrale au moment des premiers contacts turco-centrasiatiques. Ceci prouve incontestablement la volonté et le projet de la Turquie de se créer une zone d'influence tant économique que politique en Asie centrale.

Dans ce but, Ankara a accordé des crédits aux entrepreneurs turcs qui projetaient d'investir en Asie centrale. Ces crédits furent distribués par l'intermédiaire d'une banque étatique, *EXIMBANK*, dont la mission principale est de soutenir le financement du commerce extérieur. Dans ce contexte, EXIMBANK a versé des quantités considérables de crédits pour soutenir les firmes qui projetaient d'inaugurer des activités économiques en Asie centrale et dans d'autres Républiques ex-soviétiques¹⁷³.

Toutefois, quelques aspects négatifs communs à l'ensemble des pays ex-soviétiques ont formé des obstacles aux investissements étrangers, tels que la présence d'une bureaucratie statique,

¹⁷⁰ Epoque Sedat LAÇINER, « *Özal dönemi türk dış politikası 1980-2003* » (*La politique étrangère de la Turquie à l'époque d'Özal 1980-2003*), *Türkiye'nin dış, ekonomik, sosyal ve idari politikaları*, Ankara, Siyasal Kitabevi, 2003, p. 32.

¹⁷¹ Idris BAL, op. cit., *Turkish model and the Turkic republics*, p. 8.

¹⁷² Bayram BALCI, *La Turquie en Asie centrale : la conversion au réalisme (1991-2000)*, op. cit., p. 57.

¹⁷³ Muhammet AKDİŞ, « *Orta Asya Türk Cumhuriyetleriyle ekonomik, sosyal ve kültürel ilişkiler* » (les relations économiques, sociales et culturelles avec les Républiques turques d'Asie centrale), publication du département d'Etat chargé du commerce extérieure (DTM)

l'existence d'une corruption généralisée, la nécessité de s'accommoder aux rapports clientélistes, l'inefficacité du système bancaire etc. De plus, les conditions géopolitiques de l'Asie centrale, comme l'instabilité politique et l'enclavement de la région furent aussi considérées comme d'autres réalités démotivant les investisseurs étrangers. Cependant, conformément aux initiatives politiques turques d'ouverture en Asie centrale, on a noté plusieurs entreprises en provenance de Turquie qui ont réalisé des investissements dans ces pays¹⁷⁴.

A présent, on peut prétendre que le principal atout des agents économiques turcs en Asie centrale consiste à l'élaboration de grands projets de BTP (bâtiments et travaux publics). La rapidité et le prix relativement bas des travaux attribuent aux firmes de construction turques un avantage compétitif par rapport aux autres compagnies étrangères. Ces projets se différencient entre eux, par la taille, et le capital qui y est investi dépend des chantiers en question. Bien souvent, ce sont des travaux de construction ou de rénovation de bâtiments administratifs, d'aéroports, de routes, de barrages, d'installations pétrolières, d'hôtels etc. Cependant, quand il s'agit de ces types de grands projets, les firmes turques cherchent également à s'associer avec des partenaires étrangers afin de s'inscrire dans des consortiums.¹⁷⁵ En revanche, comme la transition à une économie libérale au sens profond du terme ne semble pas se réaliser dans ces pays, les négociateurs turcs essaient aussi d'engager la responsabilité des États pour garantir leurs investissements surtout quand il s'agit de gros contrats.

Par ailleurs, plusieurs fabricants turcs des divers secteurs sont présents en Asie centrale. Généralement, il existe des PME turques (petites ou moyennes entreprises) telles que des firmes de métallurgie, des fabricants de machine électriques et d'ébénisterie, des sociétés de textile et d'alimentation etc. Vu cette fréquentation des entrepreneurs turcs, certaines banques turques et centrasiatiques se sont alliés pour ouvrir des agences afin d'assurer les interactions financières. Il est à noter qu'au fur et à mesure que le nombre des entreprises turques augmente, les gérants et employés turcs recrutés se rendent en Asie centrale. Par conséquent, plusieurs restaurants, cafés et boîtes de nuit turcs se répandent dans la région.

2.1. Les activités des entreprises turques en Asie centrale : étude par pays

2.1.1 Les activités des firmes turques au Kazakhstan:

La Turquie exporte essentiellement des produits industriels finis vers le Kazakhstan, tandis que la majeure partie de ses importations se compose de matières premières comme le fer, l'acier, le cuivre, le charbon ou le pétrole etc. Le secteur de la construction occupe une place

¹⁷⁴ Pour les niveaux du partenariat économique entre la Turquie et les pays d'Asie centrale voir Annexes V et VI.

¹⁷⁵ Bayram BALCI, op. cit., p. 62.

prépondérante dans les activités des firmes turques au Kazakhstan. Les entreprises turques sont présentes dans la plupart des grandes villes du pays.¹⁷⁶ Le déplacement de la capitale kazakhe d'Almaty à Astana a fourni aux compagnies de construction turques d'importantes opportunités économiques. Les nouveaux ministères, les hôtels de la nouvelle capitale et l'autoroute qui doit relier Almaty à Astana constituent certains chantiers de ces entreprises. La dernière grande réalisation signée par une firme turque est l'immense centre commercial « Ramstore » construit par le groupe *Koç* à Almaty, en face du palais présidentiel.

Au Kazakhstan, parmi d'autres projets réalisés par des firmes turques, on peut noter le grand hôtel cinq étoiles *Ankara* à Almaty et plusieurs bâtiments administratifs de la nouvelle capitale Astana qui furent construits par des compagnies turques comme *Alarko*, *AySel* et *Tekfen*. En outre, une entreprise turque de télécommunication *Turkcell* a installé l'infrastructure technique de la communication téléphonique cellulaire au Kazakhstan. Turkcell a créé en partenariat avec une entreprise publique kazakhe la compagnie de télécommunication *Kcell*¹⁷⁷. De plus, il existe deux banques turco-kazakhes dans ce pays. Pour faciliter les flux financiers et les transactions concernant les investissements, la banque turque *Ziraat* (principale banque agricole de la Turquie) et son partenaire kazakh ont fondé multilatéralement la « Kazakh-Ziraat International Bank ». L'autre banque turco-kazakhe est nommée « Turkish-Kazakh International Bank ».

2.2.2 Les activités des firmes turques en Ouzbékistan

Les exportations turques vers l'Ouzbékistan sont composées essentiellement par des machines électriques et des produits métallurgiques transformés. Quant aux importations, elles sont constituées essentiellement par du coton, du cuivre et du cuir non traité. Les firmes turques de construction jouent un rôle considérable dans la vie économique du pays on compte 234 entreprises turques répertoriées en Ouzbékistan. La plupart des firmes turques ont construit des hôtels (dont le plus grand est l'hôtel Intercontinental de la capitale), de banques (plusieurs édifices des banques ouzbeks, notamment ceux des NBU, -National Bank of Uzbekistan-), d'usines de textiles et d'installation de raffinerie. La présence turque est également importante dans le secteur agro-alimentaire.

En Ouzbékistan, parmi les grands travaux réalisés par les firmes turques, on peut citer la rénovation de la raffinerie de Boukhara par l'entreprise de construction *Gama* en partenariat avec la

¹⁷⁶ Le rapport du DTM (secrétariat chargé de commerce extérieur lié au premier ministère du turc) <http://www.dtm.gov.tr/anl/english/tr-cis/kazakistan.htm>

Pour les tableaux des taux de coopérations entre la Turquie et le Kazakhstan voir l'Annexe VII.

¹⁷⁷ www.kcell.kz/en Turkcell a également établi en Azerbaïdjan le réseau de « Azercell ».

société française Technip, l'édification par la firme *Ay Sel* du gratte-ciel abritant la Banque nationale ouzbèke à Tachkent, l'implantation d'une unité de production de cigarettes par le groupe *Alarko* dans la région de Samarkand, etc.

Malgré l'ampleur des activités des entreprises turques en Ouzbékistan, les échanges commerciaux de la République ouzbèke sont dans une large mesure orientés vers d'autres pays dont la Russie.¹⁷⁸ En dépit de certaines réformes économiques afin d'accélérer la transition vers l'économie de marché, on ne rencontre toujours pas un climat suffisamment propice aux investissements étrangers. Les entreprises étrangères implantées en Ouzbékistan sont confrontées à des difficultés lorsqu'elles désirent changer leurs profits réalisés en monnaie locale (*soum*) en d'autres devises.

Par ailleurs, La majorité des entrepreneurs turcs commercialise sur le marché ouzbek leurs produits fabriqués en Turquie. Tandis que l'État ouzbek préfère attirer des investissements étrangers susceptibles de créer des emplois localement¹⁷⁹. Comme on l'a abordé dans les chapitres précédents, les autorités locales centrasiatiques peuvent parfois prendre des mesures arbitraires susceptibles de limiter les activités des investisseurs étrangers. Plus particulièrement, en période de crises politiques (comme ce fut le cas en 1999 entre la Turquie et l'Ouzbékistan) pour échapper à ce risque de subir de telles mesures, certains producteurs ont installé des unités de productions sur le sol ouzbek. Par exemple, la compagnie de biscuiterie *Aylin* a dû prendre la décision d'implanter une unité de production en Ouzbékistan, dans la région de Tachkent, tout comme le groupe *Koç* qui, au lieu d'importer des véhicules de Turquie, a commencé à les fabriquer dans la région de Samarkand.

2.2.3. Les activités des firmes turques au Kirghizistan

Comme la majorité des pays issus de l'ex-URSS, le Kirghizistan dépend toujours de ses relations avec les pays de la CEI en matière économique. La Russie, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan sont ses principaux partenaires. Les industries de machinerie et d'agro-alimentaire turques ont des exportations considérables dans ce pays. Mais la faible industrialisation et le manque d'infrastructures nécessaires pour la production rendent le Kirghizistan un pays secondaire pour la Turquie sur le plan économique.¹⁸⁰

Plusieurs sociétés de BTP turques sont présentes au Kirghizistan. Parmi les projets qu'elles ont réalisés, on peut citer certaines constructions majeures comme l'aéroport international de Manas

¹⁷⁸ Pour les tableaux des taux de coopérations entre la Turquie et l'Ouzbékistan voir l'Annexe VIII.

¹⁷⁹ Bakhitor A. ISLAMOV, *The central Asian states ten years after*, Tokyo, Maruzen, 2001, p.66.

¹⁸⁰ Pour les tableaux des taux de coopérations entre la Turquie et le Kirghizistan voir l'Annexe IX.

(l'aéroport de la capitale), les usines de la compagnie multinationale de boisson Coca Cola¹⁸¹, l'hôtel 5 étoiles *Pınara* à Bichkek (cet hôtel fut victime des pilliers pendant les dernières émeutes de soulèvement populaire tout comme un centre d'achat appartenant une société turque *Beta Grup*). ENKA, l'une des plus grandes sociétés turques de construction, s'est engagée dans la rénovation de l'autoroute reliant la capitale kirghize Bichkek à Och, la principale ville du sud. De même, des fabricants de fenêtres PVC sont d'autres investisseurs turcs dans ce pays. Il est à noter que les firmes turques de tapisserie et d'ébénisterie ont aussi une prédominance sur le marché kirghize¹⁸².

2.2.4 Les activités des firmes turques au Turkménistan

Malgré que le Turkménistan soit un pays relativement petit dont la population est seulement de 5 millions d'habitants, il constitue, après le Kazakhstan, le deuxième partenaire économique centrasiatique de la Turquie¹⁸³. L'investissement turc s'effectue sous forme de joint-ventures (en s'associant avec une firme locale, souvent publique). Pendant les dernières années, le dynamisme des entreprises turques dans des secteurs comme le finance, la santé, l'alimentation et l'agriculture s'accroît progressivement au Turkménistan. Il est à noter que les firmes turques de textiles ont une présence remarquable dans ce pays. La société turque détenant le plus grand nombre d'investissement au Turkménistan est le *Çalık Grup*. Cette firme a des activités dans les secteurs d'énergie, de construction et de textile. Le propriétaire de cette société, Ahmet Çalık, fut nommé par le président turkmène Saparmurat Niyazov comme le vice ministre de textile. Grâce à l'abondance de la production de coton à très bon marché, une autre grande société turque de textile, *Körlük Holding* dispose de 3 usines de fabrication de ficelle. Parallèlement, le groupe *Anadolu* est le principal actionnaire de Coca Cola au Turkménistan¹⁸⁴.

En ce qui concerne les travaux de BTP entrepris par des firmes turques, on doit souligner les projets de construction ou de rénovation des bâtiments administratifs, d'aéroports, des hôtels et d'autres grands complexes. La capitale turkmène, Achkhabad a connu une véritable rénovation grâce aux chantiers réalisés par les entreprises turques depuis l'indépendance du pays. La raffinerie de la ville de Turkmenbachi au bord de la mer Caspienne et l'aéroport international

¹⁸¹ Le principal associé étranger de cette compagnie est le groupe turc *Anadolu* au Kirghizistan. Ce groupe représente également Coca Cola en Turquie.

¹⁸² « Türkiye-Kırgızistan ekonomik ve ticaret ilişkileri » (Les relations économiques entre la Turquie et le Kirghizistan), le rapport de l'association du « Conseil Economique des Relations Extérieures », mars 2005, <http://www.deik.org.tr/ikili/2005317154835Kirgizistan-ikili-mart2005.pdf>

¹⁸³ Pour les tableaux des taux de coopérations entre la Turquie et le Turkménistan voir l'Annexe X.

¹⁸⁴ « Türkiye-Türkmenistan ekonomik ve ticaret ilişkileri » (Les relations économiques entre la Turquie et le Turkménistan), le rapport de l'association du « Conseil Economique des Relations Extérieures », Décembre 2004, <http://www.deik.org.tr/bultenler/20041227175114Turkmenistan-Aralik2004.pdf>

de Turkmenbachi d'Achkhabad sont aussi des travaux majeurs réalisés par des sociétés turques. En outre, la construction de routes, de barrages, d'installations pétrolières, ou de parcs publics (ainsi que le gigantesque monument de la liberté en l'honneur du président turkmène) sont des œuvres des entreprises turques.¹⁸⁵ On compte 178 firmes turques sur sol turkmène qui s'inscrivent surtout dans le secteur de construction. Cependant, des obstacles dus au manque d'infrastructure et aux décisions arbitraires du « Turkmenbachi » (qui désigne le chef des turkmènes) nuisent aux relations économiques. Dans tout processus de prise de décision administrative ou économique, le Turkmenbachi est la seule personne dont la décision est capitale. Il est donc important pour les grandes entreprises de maintenir de bons rapports avec le président turkmène. En revanche, un avantage majeur des investisseurs turcs est la similarité des langues turc (anatolien) et turkmènes. Après l'azéri, le turkmène est le dialecte le plus similaire au turc. De plus, le Turkménistan a latinisé son alphabet en 2000. Ainsi, cette facilité de communication rend plus efficace les coopérations économiques turco-turkmènes.

2.3 Les associations d'hommes d'affaires turcs en Asie centrale

Un des aspects de la présence économique turque en Asie centrale est son fonctionnement dans un cadre associatif. Confrontés aux difficultés d'adaptation à un marché où les traditions sont à la fois nombreuses et les règles inexistantes, les entrepreneurs turcs se sont organisés pour défendre leurs intérêts et pour accroître leurs impacts dans les futurs projets économiques entre la Turquie et l'Asie centrale. Comme on l'avait souligné, l'absence de transparence et la nécessité d'établir de bonnes relations avec les représentants locaux exigent de former des associations en vue de défendre les intérêts communs et d'exercer une pression en cas d'application de mesures arbitraires de la part des responsables locaux.

Dans cette perspective, il existe trois associations d'hommes d'affaires turco-centrasiatiques dans le but d'accroître les échanges commerciaux et de poursuivre des intérêts économiques communs. Trois organismes économiques turco-centrasiatiques sont présents en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan dont les objectifs affichés sont les suivants :

- En partenariat avec les autorités compétentes locales, servir de conseillers aux investisseurs turcs et gérer la coordination de leurs activités en mettant à contribution l'expérience des premiers investisseurs turcs arrivés dans les pays centrasiatiques.
- Organiser des séminaires pour renseigner les hommes d'affaires turcs sur nouvelles législations ouzbèke, kazakhe ou kirghizes.

¹⁸⁵ Bayram BALCI, op. cit., p. 64.

- Traduire les nouvelles lois et décrets des Républiques d'Ouzbékistan, du Kazakhstan et du Kirghizstan et les mettre à la disposition des entreprises turques.
- Fournir une aide pratique aux entreprises turques en difficulté (notamment dans leurs différends avec les administrations locales).
- Aider les entreprises à trouver des locaux de travail (achat ou location).
- Faciliter les échanges entre les organismes centrasiatiques et turcs, et accélérer les procédures administratives (liées à l'obtention de visas par exemple) en contactant les représentations diplomatiques nationales.
- Accueillir les hommes d'affaires, contribuer à l'organisation de leur emploi du temps et à la prise de rendez-vous avec les contreparties.

La première organisation se nomme *Özbekistan ve Türkiye İşadamları Derneği*, (Association des hommes d'affaires d'Ouzbékistan et de Turquie), UTID¹⁸⁶, et elle fut créée en mai 1995. À la fin de la décennie 90, elle comptait 100 entreprises turques. Dès sa création, elle fut reconnue auprès du ministère des affaires étrangères turc et ouzbeks comme un organisme d'intérêt public.

L'UTID a servi d'exemple aux hommes d'affaires turcs actifs dans les républiques voisines, au Kazakhstan et au Kirghizstan. Une association nommée *Kazakistan ve Türkiye İşadamları Derneği* KATIAD, (Association des hommes d'affaires de Turquie et du Kazakhstan) cherche à encourager les investisseurs des deux pays pour développer des partenariats économiques. A Bichkek, dans la capitale du Kirghizstan, la même organisation existe, sous une autre appellation, KITIAD, qui désigne l'Association des hommes d'affaires de Turquie et du Kirghizstan.

Pour acquérir une meilleure connaissance des principales caractéristiques législatives, financières et sociales du pays, les firmes turques font appel aux services de ces associations afin de se renseigner sur le marché ex-soviétique. Se comportant en véritables interlocutrices entre les gouvernements centrasiatiques et les investisseurs turcs, l'UTID, la KITIAD et la KATIAD sont souvent sollicitées par les autorités ouzbèkes, kazakhes et kirghizes qui leur indiquent la nature des investissements qu'elles veulent attirer dans leurs pays. En tant que consultants, ces organismes jouent également le rôle d'un groupe de pression pour favoriser l'implantation de leurs membres.

A Tachkent l'UTID et à Bichkek la KITIAD sont composées de firmes dont les dirigeants sont pour le moins connus, ¹⁸⁷ la confrérie guidée par le chef religieux Fethullah Gülen. En revanche, au Kazakhstan,

¹⁸⁶ L'organisation dispose d'un centre à Tachkent. Pour les coordonnées voir <http://www.turkisadamlari.kosgeb.gov.tr/ozbekistan.htm>

¹⁸⁷ Le quotidien *Milliyet* du 3 mars 1998. <http://www.milliyet.com.tr/1998/03/27/haber/hab000.html>

la KATIAD est dominée par des hommes d'affaires qui ne se positionnent pas dans la mouvance des nourdjous. Les entrepreneurs pro-nourdjou ont fondé une association à part, la KATEV, *Kazakistan ve Türkiye Eğitim Vakfı* (fondation turco-kazakhe d'enseignement), qui est responsable du financement des lycées nourdjous dans ce pays. Généralement, ces hommes d'affaires appartenant à la communauté de Fethullah Gülen, favorisent l'implantation d'autres entreprises nourdjous dans le pays grâce à cette association, tout en restant ouverts à la coopération avec d'autres partenaires extérieurs.

3- L'Etude de l'impact politique contemporain de la Turquie en Asie centrale turcophone

3.1 Un regard sur le niveau actuel des relations turco-centrasiatiques

Avant de faire une analyse du niveau actuel des relations turco-centrasiatiques, il serait raisonnable de souligner que l'approche turque imprégnée par le discours d'un « Monde Commun des Peuples Turcs » n'a pas pour autant de résonnance au sein des gouvernants des Etats turcophones. On peut, par contre, citer les cas de l'Azerbaïdjan (ne faisant pas partie de l'Asie centrale) et du Turkménistan dont les chefs d'Etat ont tendance à utiliser ce discours occasionnellement lors de ses rencontres avec les autorités turques: « Nous sommes deux Etats séparés mais nous faisons partis d'une seule nation ». Ce discours n'est évidemment pas valable auprès d'autres Etats turcophones d'Asie Centrale comme l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan. Dans ce contexte, les dirigeants turcs ont du prendre la conscience de développer de nouvelles perspectives conformes aux réalités politiques et économiques de chaque Etat turcophone. En effet, bien que leur système autocratique perdure à l'intérieur de leur pays, chaque république centrasiatique suit une ligne bien distincte dans sa politique étrangère.

Comme facteurs de rétrogradation des contacts entre la Turquie et ces républiques, il faut forcément noter le caractère des relations qui dépendent en grande partie des acteurs individuels. En d'autres termes, des hommes politiques tels que le 9^e président turc, Süleyman Demirel, les ministres des affaires étrangères des gouvernements précédents comme Hikmet Çetin et Ismail Cem, ont toujours introduit dans leur agenda, avec un intérêt spécial, les visites et entretiens en Asie centrale pour le maintien de l'intensité des rapports. Ces personnages ont également obtenu la reconnaissance et la réputation auprès des autorités supérieures de la région. Graduellement, avec les retraits de ces politiciens, cette vivacité entre hommes politiques a perdu son niveau antérieur. Il faut ajouter à ce jugement, bien entendu, le fait que les responsables turcs changent en fonctions des élections tandis que les leaders centrasiatiques préservent leurs places depuis la dissolution de l'ex-URSS.

Par surcroît, les priorités de la politique étrangère d'Ankara demeurent comme la question chypriote, le processus d'adhésion à l'UE et le statut de l'Iraq du Nord servant de refuge pour le PKK qui pénètre sur le territoire turc en vue de mener des actions terroristes. Ces trois sujets constituent les domaines prioritaires de concentration des responsables turcs. En revanche, la géopolitique de l'Asie centrale a également pris une nouvelle tournure suite à la transformation des politiques mondiales en raison du 11 septembre. Afin d'intervenir en Afghanistan, les Etats-

Unis ont pris les accords des Etats centrasiatiques dans les mesures de déploiement de leurs forces chargées de combattre l'administration des Talibans. En réponse à l'installation des forces militaires américaines, la Russie et la Chine ont accentué leurs rapports de coopération sécuritaire dans le cadre de l'Organisation de Shanghai. Indéniablement, la région centrasiatique reflète, à l'heure actuelle, un espace de lutte de puissance entre Moscou et Washington, tandis que d'autres acteurs comme la Turquie sont soumis à des limites bien précises.

En fin de compte, il faut indiquer que ni les autorités officielles, ni l'opinion publique de la Turquie ne semblent s'intéresser autant à l'Asie centrale comme ce fut le cas au début des années 90. Toutefois, on peut affirmer que les relations turco-centrasiatiques ont besoin de nouvelles dynamiques. D'une optique optimiste, des opportunités du renforcement des liens s'avèrent possibles. Cette réflexion prend sa base pas seulement de la présence des institutions culturelles turques en Asie Centrale mais également du fait que les projets de coopération dans le domaine énergétique élèveront les niveaux des rapports avec des pays comme le Kazakhstan et le Turkménistan. Donc, la Turquie n'apparaîtra pas exclue des enjeux stratégiques de l'Asie centrale tant qu'elle renoue les liens culturelles et surtout économiques.

3.1.1 L'approche du nouveau gouvernement turc à l'Asie Centrale

En Turquie le vainqueur des dernières élections parlementaires qui se sont tenues le 3 novembre 2002, est *Adalet ve Kalkinma Partisi* (AKP) le Parti de la Justice et du Développement. Le chef du parti, Recep Tayyip Erdoğan, avait annoncé avant les élections qu'ils poursuivraient intensément le processus d'intégration de la Turquie à l'Union européenne.¹⁸⁸ Il avait également assuré que la Turquie adopterait les législations nécessaires pour être conforme aux critères de Copenhague afin d'adhérer à l'UE. Sur un autre plan, le gouvernement turc subissait la pression des USA qui souhaitaient déployer leurs forces militaires dans le sud de l'Anatolie. Les Etats-Unis demandaient à utiliser le sol turc pour intervenir en Iraq lors de la deuxième guerre du Golfe en avril 2003. Une autre priorité de la politique extérieure turque était constituée par l'incontournable question de Chypre.¹⁸⁹ Le nouveau parti au pouvoir en Turquie était donc confronté à des sujets beaucoup plus cruciaux comparés aux ambitions traditionnelles

¹⁸⁸ La majorité des cadres de l'AKP est issue d'un ancien parti islamiste, dle Parti de la Vertu (Fazilet Partisi , interdit par la cour Constitutionnelle turque. En formant un courant dit « rénovateur » ils avait pris position contre le chef de ce parti. Le programme et le discours de l'AKP ne renvoyaient pas l'image d'un parti islamiste puisqu'il soulignait les concepts de démocratie, de droits de l'homme et de l'Etat de droit à côté des citations des valeurs conservatrices d'un pays à forte majorité musulmane.

¹⁸⁹ A la suite du sommet européen de Copenhague des 11 et 12 décembre 2002 et avec la solution proposée par Koffi Annan, secrétaire général de l'ONU, la question de Chypre était revenue sur le devant de la scène internationale...

turques en Asie centrale qui avaient connu un recul après la période de l'euphorie des premières années d'indépendance.

Quand le parti AKP accède au pouvoir en novembre 2003, dans la partie consacrée à la politique étrangère de leur programme gouvernemental, on ne rencontre qu'une brève déclaration sur les relations entre la Turquie et les pays centrasiatiques : *« malgré nos liens historiques et notre proximité socioculturelle avec les Républiques turques d'Asie centrale, le fait que la Turquie n'a pas pu rassasier les attentes dans ses relations avec ces pays est une vérité incontestable. Notre gouvernement va s'efforcer de régénérer ses relations avec les Républiques turques dans le but de transformer notre région en une zone de coopération étendue. À côté de la dimension atlantique et européenne de notre politique étrangère traditionnelle, les tentatives en vue d'intensifier les politiques dans l'axe eurasiennne seront amplifiées »*¹⁹⁰.

Malgré les commentaires des intellectuels et des chroniqueurs républicains avant leurs accès au pouvoir du fait qu'ils représentaient une mouvance islamiste, les représentants de l'AKP se présentent toujours comme démocrates conservateurs ou des musulmans- démocrates. De plus, ils ne considèrent guère le monde musulman ou turcophone comme l'axe prioritaire de leur politique étrangère. Comme les gouvernements précédents, le nouveau gouvernement promet de poursuivre l'objectif d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.¹⁹¹ Aussitôt installé au pouvoir, le chef du cabinet, Abdullah Gül souligne que *« la Turquie est un pays reliant l'Ouest à l'Est, le Nord au Sud et qu'elle fait ainsi partie de plusieurs géographies à compter l'Europe, les Balkans, le Caucase, le Moyen Orient, la Méditerranée et la Mer Noire »*. Cette position géostratégique unique de l'Anatolie exige la poursuite d'une politique étrangère à plusieurs dimensions. Ainsi, le président général du parti, Tayyip Erdoğan décrit son pays comme un pont entre l'Eurasie et l'Occident *« nous poursuivrons les avantages de notre positionnement géopolitique afin d'amalgamer les potentiels économiques et les richesses naturelles de nos voisins caucasiens avec ceux du Moyen-Orient et des Balkans »*¹⁹².

Dans cette perspective, Abdullah Gül, lors d'un entretien avec la presse, trace le cadre de la politique étrangère en annonçant que *« la politique étrangère turque pluridimensionnelle doit être active sur tous les continents vu la position géographique de notre pays située au centre de l'Eurasie. Ses liens historiques et culturels qui s'étalent sur une vaste région, servent de pont de passage oeuvrant au service du dialogue entre les civilisations. A certaines périodes, certains*

¹⁹⁰ www.akparti.org.tr/hukumetprg.doc

¹⁹¹ Mohamed NOURREDDINE, « L'adhésion turque vue du Machrek », *Confluences Méditerranée*, no :52, hiver 2004-2005, p. 194.

¹⁹² Serdar ŞEN, *AKP Milli Görüşçü mü?* (L'AKP est-il le successeur de la vision islamiste nationale) İstanbul , Nokta Kitap, 2004, p.171-172.

sujets peuvent susciter des priorités ou des urgences mais ceux-ci ne restreindront jamais l'agenda de la politique étrangère turque à un ou deux sujets simplement. L'adhésion à l'UE, le partenariat stratégique avec les Etats Unis, la participation active à l'OTAN, le développement des relations avec des forces régionales tels que la Russie, la Chine Populaire et le Japon ainsi qu'avec les Balkans, le Caucase, l'Asie Centrale, le Moyen-Orient, l'Asie et l'Afrique sont les principaux thèmes de notre politique étrangère pluridimensionnelle. Ceux-ci se positionnent sur des horizons convergents et non divergents ». On peut noter dans ses propos que l'Asie Centrale ne figure pas comme une priorité particulière. Parallèlement, le premier ministre déclare que son gouvernement fera tous les efforts nécessaires afin de rendre plus effectives les organisations comme l'Organisation de Coopération Économique (ECO) ainsi que l'Organisation de Coopération Économique de la Mer Noire (OCEM) pour trouver des solutions permanentes aux conflits politiques dans la région.¹⁹³

Certes, avec l'obtention du 2/3 des sièges du parlement, l'AKP change le paysage politique de la Turquie après la décennie 90 qui a découlé sous forme des gouvernements de coalitions provisoires. En plus, durant ces années, la société turque avait vécu une période de chaos politique et de crise économique provoquant une énorme chute du revenu national. Pourtant, malgré cette victoire électorale, le statut du chef du Parti de la Justice et du Développement fait l'objet d'un débat juridique. Selon le code électoral turc, bien que Tayyip Erdoğan puisse être membre d'un parti politique, il ne remplit pas les critères de validité pour se présenter comme candidat à la députation.¹⁹⁴

Auparavant, Tayyip Erdoğan avait accumulé un grand respect pendant son mandat de maire d'Istanbul. Il est clair que sans son charisme, son parti n'aurait pu guère obtenir cette victoire écrasante. C'est pour cette raison que, durant la première moitié de l'année 2002, (avant la décision favorable de la Cour de cassation supérieure pour son accession au poste de premier ministre), le chef du parti AKP est accueilli dans les capitales étrangères en tant que le principal représentant de la Turquie. Or, dans ce contexte d'imprécision de son statut gouvernemental, Erdoğan ne voit pas d'inconvénient à effectuer un tour de l'Asie centrale dès les premiers mois de l'installation de son parti au pouvoir.

¹⁹³ www.abdullahGul.gen.tr/main.asp

¹⁹⁴ En effet, le président du parti, Recep Tayyip Erdoğan, avait subi une année d'incarcération à cause d'une déclaration qu'il a faite, pendant un meeting de son ancien parti, en lisant les vers du père du nationalisme turc, Ziya Gökalp : « *Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les coupoles nos casques et les croyants nos soldats* ». Sous le motif de provoquer le peuple à la haine et à l'agressivité il avait également subi une interdiction d'aptitude à participer dans la vie politique pendant 5 ans.

Toutefois, les visites officielles en Asie centrale et en Azerbaïdjan sont devenues une tradition de la politique étrangère turque. Depuis l'établissement des relations directes entre la Turquie et les républiques de l'Asie centrale, aussitôt qu'un nouveau gouvernement turc accède au pouvoir, ses représentants majeurs se rendent dans les pays turcophones. Conformément à cette tradition, le chef du parti AKP, vainqueur des dernières élections, effectue sa première visite entre le 7 et le 11 janvier 2003 entouré de plusieurs ministres, d'hommes d'affaires et de journalistes. La visite comprend l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et le Kazakhstan.

Tayyip Erdoğan lors de sa rencontre avec le président du Turkménistan Saparmurat Niyazov, appelé «Turkmenbachi», affirme son émotion de témoigner le parcours qu'a entrepris le pays en comparant l'état actuel du Turkménistan à celui du début de la décennie. Erdoğan reçoit le titre de «professeur honoraire» de l'université turkmène «Mahdum Kulu» et pendant cette réunion, il souligne les investissements turcs qui sont versés au Turkménistan dont le volume dépasse les 5 milliards de dollars. Il exprime ainsi la contribution de la Turquie au développement du Turkménistan¹⁹⁵.

Pendant son séjour au Kazakhstan, Erdoğan met l'accent sur l'importance du projet de transportation des hydrocarbures de la mer Caspienne via l'oléoduc en construction de Bakou-Tbilissi-Ceyhan, appelé projet BTC. L'association éventuelle des gisements de pétroles kazakhs Tenguiiz dans le cadre de ce projet a une importance stratégique incontestable pour le monde turcophone avec la réalisation d'une coopération sur le plan énergétique. Pendant ces visites, la réussite des écoles privées turques est également préconisée en articulant leurs formations des jeunes de la région centrasiatique conformément aux standards mondiaux¹⁹⁶.

Un autre séjour est effectué entre le 21 et le 23 octobre 2003 au Kirghizistan et entre le 23 et le 24 octobre au Tadjikistan. Pendant la visite du Kirghizistan, les investissements turcs et l'inauguration des nouvelles facultés de l'université turco-kirghize «Manas» occupent les sujets de l'ordre du jour. Le ministre de la justice turc et le président des chambres de commerce et des bourses assistent au voyage pour discuter avec leurs homologues l'établissement d'un comité «d'arbitrage» afin de régler les problèmes des investisseurs turcs, qui, en raison des corruptions et des applications arbitraires, ont dû porter plainte contre les autorités locales.

Il est vrai que les hommes d'Etat turcs se trouvent souvent dans la position du porte-parole des milieux d'affaires puis que le secteur privé turc investit largement dans les pays du tiers Monde.

¹⁹⁵ www.eurasianet.org/departments/business/articles/eav011403.shtml

¹⁹⁶ Les lycées ouvertes par la communauté nourdjou de Fethullah Gülen. Il faut noter que, Tayyip Erdoğan, bien qu'il soit proche de la confrérie naqchibandiyya, il a de bonnes relations avec la confrérie de Fethullah Gülen. Egalement, plusieurs députés de son parti sont issus de la communauté nourdjou.

Comme nous l'avons abordé dans le chapitre précédent, un des aspects majeurs des relations turco-centrasiatiques est constitué par les activités des entreprises turques. C'est pourquoi les associations d'hommes d'affaires peuvent faire du lobbying afin de régler leurs problèmes avec les autorités des pays où ils investissent ou s'inscrivent dans des projets.

Pendant la visite du Tadjikistan (l'unique pays persanophone d'Asie centrale) Erdoğan et le président tadjike, Imamali Rakhmanov, signent un accord de partenariat dans le domaine de l'exploitation de l'industrie minière. Après avoir inauguré une centrale hydroélectrique construite par une société turque, Recep Tayyip Erdoğan déclare que la compagnie aérienne étatique turque *Türk Hava Yolları* (THY) commencera des vols hebdomadaires entre les destinations de Douchanbé et d'Istanbul¹⁹⁷.

Par ailleurs, durant ces deux périodes de visite en Asie centrale, les tentatives turques de se rendre en Ouzbékistan échouent. Les rapports restent tendus entre l'Ouzbékistan et la Turquie depuis 1999 en raison des imputations du président Islam Karimov envers la Turquie qu'il accuse d'être impliquée dans une tentative de coup d'Etat en Ouzbékistan et de soutenir son adversaire principal Muhammed Salih (celui-ci vit en exil actuellement). Depuis l'indépendance de l'Ouzbékistan jusqu'en 1999, Karimov s'était rendu dix fois en Turquie alors qu'à partir de cette date il n'a fait aucune visite. Vu cette tension, le président ouzbek avance des prétextes de non disponibilité pour ne pas accueillir Erdoğan à Tachkent.

Cependant, avec les efforts de la diplomatie turque, un rendez-vous est accordé au chef du parti du pouvoir turc. De plus, avant cette visite, la Cour suprême turque autorise Erdoğan à occuper le poste de premier ministre. Ce séjour a une double importance, premièrement c'est l'une des premières visites d'Erdoğan à l'étranger en tant que premier ministre et deuxièmement elle assure une amélioration des relations turco-ouzbèkes. Comme prévu, le nouveau premier ministre turc se rend à Tachkent le 21 décembre 2003. Hormis l'adoucissement du climat politique défavorable aux rapports turco-ouzbeks, un autre objectif du premier ministre, comme il l'a fait au Kirghizistan, est de résoudre les difficultés auxquels se confrontent les hommes d'affaire turcs en Ouzbékistan.¹⁹⁸

Il est à noter que le principal souci d'Islam Karimov consiste à faire accepter à la Turquie ses motifs de sécurité. On enregistre ainsi l'accord de collaboration dans la lutte contre le terrorisme et la formation de certains cadres de l'armée et des forces spéciales ouzbèkes en Turquie.¹⁹⁹ Les

¹⁹⁷ www.deik.org.tr/faaliyet_raporlari_arsiv.asp?councilId=&activityId=506

¹⁹⁸ Les firmes turques se plaignaient du fait d'être exclues des adjudications. Cette politique reflétait le message de méfiance du président Islam Karimov envers la Turquie.

¹⁹⁹ www.byegm.gov.tr/YAYINLARIMIZ/CHR/ING2003/12/03x12x19.HTM

deux hommes politiques tentent d'effacer le climat de non-confiance entre les deux pays. Pendant la réunion de presse, un signal d'assouplissement des relations est transmis car les préoccupations des autorités ouzbèkes sont rassurées. Le premier ministre turc soutient ce discours en affirmant que « *la sécurité de l'Ouzbékistan est en même temps celle de la Turquie* ».

Finalement, nous observons que depuis la disparition de grands espoirs turcs concernant la formation d'une communauté des Etats turcophones (dès la moitié des années 1990), le trafic diplomatique continue tout de même. Les dirigeants turcs ne cessent de se rendre en Asie centrale régulièrement et signent des accords économiques. Désormais, au lieu de « grands rêves » du début de la décennie 90, il s'agit plutôt de modestes projets de coopérations économiques et culturelles. En revanche, il est difficile d'affirmer que les relations turco-centrasiatiques conservent la même portée pour Ankara. En effet, ces tours d'Asie centrale, devenus une tradition diplomatique, reflètent malgré tout le désir de la Turquie de maintenir toujours une place de privilégiée dans la région.

3.1.2 La fin de « l'époque de Demirel » : le retrait des contacts entre chefs d'Etat turcophones

Une importante raison de la discontinuité des relations intenses est le retrait de Süleyman Demirel, le neuvième président turc qui fut remplacé par Ahmet Necdet Sezer en 2000. Bien que les visites et entretiens entre les hommes d'Etat turc et ceux des pays turcophones centrasiatiques ne s'effectuent pas dans le même niveau de l'époque de l'inauguration des liens, après la mort de Turgut Özal, Demirel avait toujours poursuivi l'objectif des relations étroites. Comme cités dans plusieurs parties de ce présent travail, l'ouverture turque à l'Asie centrale s'est réalisée dans un climat de grandes attentes marquées par des discours enthousiasmés. Incontestablement, Demirel, le premier ministre de l'époque, représente l'un des protagonistes de la mobilisation acharnée des politiques intenses du rapprochement dans le Monde Turc qu'il avait prétendu s'étaler « de l'Adriatique aux Murailles de Chines ».

Demirel, qui fut un politicien expérimenté tout au long de sa carrière depuis 1960, avait visité les pays turcophones de l'ex-URSS, lors d'un voyage officiel qu'il avait effectué en 1967²⁰⁰. Süleyman Demirel, pendant son mandat de président de république (mai 1993 – mai 2000), a accordé une importance prioritaire au continent eurasiatique et plus particulièrement à l'espace turcophone. Selon Demirel, il existe une grande communauté turque partageant de similaires traditions, rituels et légendes. De même, le président a toujours noté que le renforcement des

²⁰⁰ Süleyman Demirel avait effectué un voyage en Azerbaïdjan et en Ouzbékistan lors de son séjour officiel en ex-URSS en tant que premier ministre de la Turquie en 1967. Il fut le premier homme d'Etat Turc à visiter l'Asie centrale et le Caucase turcophones depuis la fondation de la République de Turquie.

indépendances de ces Etats et l'assistance à leur intégration dans la communauté internationale constitue l'une des missions de la politique étrangère turque.

Durant sa présidence de république, Demirel a rencontré plus de 40 fois ses homologues centrasiatiques soit lors des réunions multilatérales, soit pendant des visites officielles. Cette fréquence d'entretiens est assez illustrative pour démontrer l'ambition du président turc en vue d'établir de forts liens parmi les Etats turcophones. Pareillement, ses efforts de rassembler les chefs d'Etats et autorités des Républiques turques lui ont assuré une reconnaissance et réputation auprès des leaders centrasiatiques. Ainsi, tous les présidents des Etats turcophones d'Asie centrale approuvent que le fait que Demirel a su développer des relations intimes avec eux et ceci a servi d'une base solide pour la promotion des liens entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone. Conséquemment, nous pouvons souligner qu'un haut administrateur d'un État donné peut présenter un acteur très effectif dans ses relations extérieures comme ce fut le cas de Demirel dans la perspective de maintenir l'idéal d'un Monde Turc.

Il est à noter que ce rôle ambitieux de Demirel fut honoré par ses homologues à plusieurs occasions. Par exemple, le chef d'État kazakh, Noursultan Nazarbaïev, lors d'un discours qu'il a tenu durant sa visite à Ankara en 1994, avait adressé ses paroles à Süleyman Demirel en prononçant : «*Hörmətli Ağamız* » (notre vénérable grand frère). Pareillement, le Turkmenbachi en présentant un médaillon d'État Turkmène au président turc avait déclaré : « Demirel n'est pas seulement le fils du peuple turc, il est le fils du peuple turkmène aussi. Nous connaissons Demirel, comme un homme à main en fer (*Demir* et *el*, qui veulent dire 'main en fer'), nous sommes conscients de son mérite ». Également, comme il le faisait à plusieurs occasions, lors de l'inauguration d'une usine turque au Kirghizistan, le président kirghize, Askar Akaev avait commencé ses paroles en disant : « mon honorable grand frère Suleyman ! ». Le président ouzbek, Islam Karimov, après la tentative d'attentat contre son pouvoir en 1999 à Tachkent, avait reçu le président turc qui lui avait soulagé. Le président ouzbek avait annoncé que : « parler à Demirel me fait remonter le moral. Le président Demirel a joué le plus grand rôle en tant que premier ministre et puis président de la République au sein du premier Etat, la Turquie, qui nous a tant assisté à consolider notre indépendance. »²⁰¹

²⁰¹ Hulusi Turgut, *Adriyatik'den Çin Seddi'ne Avrasya ve Demirel (L'Eurasie de l'Adriatique aux Murailles de Chine et Demirel)*, Vol I, ABC, Ankara, 2001, p. 882.

Néanmoins, on n'observe pas le même degré d'obstination de continuer les efforts personnels de Demirel chez le nouveau président de la république, Ahmet Nejdettin Sezer. Le nouveau chef d'Etat est l'ancien président de la Cour Suprême de Constitution. Sa personnalité imprégnée par sa carrière de magistrat et son manque de connaissance concernant la région centrasiatique ont rendu difficile son adaptation au même niveau de relations amicales que Demirel gardait individuellement. Et d'autre part, il serait également difficile de s'approprier de ce rôle de grand frère que son prédécesseur remplissait.

Finalement, on peut affirmer que Süleyman Demirel représente une figure pionnière d'initiation des liens étroits avec les administrateurs de l'Asie centrale de 1992 à 2000. Tout au long de cette période de huit ans qu'il a témoignée en tant que premier ministre et président, il a réussi à cultiver, à sa façon, une mode de relations presque officieuse avec ses homologues centrasiatiques. Lors du Sommet des États Turcophones tenu en Azerbaïdjan à Bakou, en avril 2000, une cérémonie spéciale a eu lieu pour saluer le départ de Demirel dont le mandat de présidence serait terminé dans un mois. À cette occasion, le président azéri Haydar Aliyev, se prononçait ainsi : « selon nos coutumes et nos traditions, dans chaque famille il se trouve un '*aksakal*' (un homme sage à barbe blanche). Si l'on considère la famille turcique, notre *aksakal* et notre cher grand frère Süleyman Demirel ici présent... » À son tour, Demirel soulignait le fait que l'histoire des « Turcs » a recommencé à partir du début de la décennie 90 en ajoutant qu'il s'acharnerait tour du Monde Turc même après le terme de son mandat.

3.2 La Turquie dans le « Nouveau Grand Jeu »

Afin de dresser un bilan actuel des rapports turco-centrasiatiques, il est indispensable d'aborder la dimension énergétique. Les ressources abondantes en hydrocarbures de la mer Caspienne constituent, des paramètres cruciaux de la coopération actuelle et future de la Turquie avec les Etats turcophones. Ceci dit, le potentiel de la Caspienne semble devenir un des concurrents majeurs des ressources de la Russie voire du Moyen-Orient et redessiner la carte des approvisionnements de l'Europe et de l'Asie. Selon les estimations générales, les pays turcophones riverains de la Caspienne, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan détiendraient des réserves encore incertaines mais importantes variant entre 16 et 39 Gb pour le pétrole et 6.000 et 8.000 Gm³ pour le gaz naturel.

Effectivement, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, la mer Caspienne est devenue le centre d'une forte concurrence internationale tant pour le développement des gisements offshore que pour la maîtrise des voies d'accès à ces nouvelles ressources. Cette compétition

constitue l'une des zones du «Nouveau Grand Jeu »²⁰², le terme qui engendre la totalité des luttes de puissances au nom de la domination en Asie centrale. Cependant, le statut juridique de la Caspienne constitue «une pomme de discorde» entre les pays riverains. En effet, la problématique consiste à préciser s'il s'agit d'une mer ou d'un lac. Selon le droit international, l'utilisation des ressources d'un lac ne peut se décider qu'à l'unanimité des pays riverains, alors que dans le cas d'une mer, chaque Etat riverain peut s'attribuer des zones dont il est libre d'exploiter les ressources selon ses capacités²⁰³. L'enjeu est donc multidimensionnel.

Ankara a tenté de s'introduire dans le « nouveau Grand Jeu » en s'appuyant sur sa relation favorisée vis-à-vis de l'Azerbaïdjan. Après la guerre froide, la Turquie a cherché à saisir l'opportunité de devenir une puissance régionale. Pour ce faire, les experts turcs ont développé une proposition d'oléoduc démarrant des côtes azerbaïdjanaises, de Bakou pour rejoindre le port maritime méditerranéen de Ceyhan en Turquie. La Turquie a estimé dans le projet l'occasion d'atténuer son manque de ressources énergétiques. La Turquie connaît un développement économique qui s'accompagne d'un alourdissement spectaculaire de sa demande en énergie. Dans ces conditions d'insuffisance en hydrocarbures, le pays dépend largement de l'extérieur. Afin de sécuriser ses approvisionnements, Ankara entend diversifier ses importations. De ce fait, les républiques turcophones d'Asie centrale, telles que le Kazakhstan et le Turkménistan riches en hydrocarbures, présentent d'importantes sources potentielles. Réciproquement, ces pays cherchent à réduire leur dépendance vis-à-vis de la Russie, unique voie actuelle d'écoulement de leur production.

En ce qui concerne le transport des hydrocarbures de la Caspienne, l'axe stratégique de Washington-Ankara s'est imposé dans l'intention d'exclure l'Iran et de limiter la domination russe. En revanche, la Russie, de crainte de perdre sa domination énergétique dans la région, ne perçoit pas positivement l'implication de la Turquie. Actuellement, le transport des pétroles et des gaz de la Caspienne s'effectue via l'oléoduc Bakou-Novorossisk. Le gaz turkmène et le pétrole kazakh rejoignent Bakou et coulent vers le port russe de Novorossisk sur la mer Noire.

²⁰² La problématique des voies d'exportation est un enjeu économique mais aussi politique pour une zone qui, de l'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan) à la Transcaucasie(Azerbaïdjan), a de nombreuses années durant été maintenue sous la domination de la Russie. Cette zone à la recherche d'une nouvelle intégration internationale est un lieu de confrontation entre différents intérêts, ceux de des Etats ou ceux d'acteurs privés, compagnies pétrolières internationales et nationales. Bruce R. KUNIHOLM, « The geopolitics of the Caspian Basin », *Middle East Journal*, no: 4, automne 2000, p. 547.

²⁰³ Gulnar NUGMAN, « The legal status of the Caspian Sea », *Eurasian Studies*, no: 13, printemps 1998, p. 83.

Le 29 octobre 1998, avec l'accord du secrétariat d'Etat américain de l'énergie²⁰⁴, les présidents de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Kazakhstan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et de la Turquie ont signé un arrangement sur la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan « BTC ».²⁰⁵ Les projets pétro-gaziers servent à obtenir d'éventuels atouts susceptibles d'être utilisés par Ankara afin de devenir l'un des partenaires incontournables des Républiques caspiennes. Les États-Unis qui attachent un intérêt stratégique prioritaire aux ressources énergétiques de la Mer Caspienne ont également favorisé l'implication de la Turquie.

La voie de BTC commençant en Azerbaïdjan, transite par la Géorgie²⁰⁶ et s'achève en Turquie. Ce précieux tuyau d'approvisionnement énergétique qui traverse le Caucase et l'Anatolie orientale pour accéder à la Méditerranée est de 1760 km de long. Actuellement, l'achèvement de l'oléoduc est marqué par une cérémonie officielle, le 13 juillet 2006, en présence des présidents turc, géorgien et azerbaïdjanais ainsi que de tous les représentants du consortium dirigé par British Petroleum (BP). En mai 2005, la construction de la station de pompage de Bakou avait marqué le lancement officiel de l'oléoduc, dont la mise en service est effective depuis le 29 mai 2006.

S'approprier le rôle du « corridor énergétique » est désormais une stratégie qui pousse la Turquie à multiplier les projets de gazoducs et d'oléoducs. Outre le BTC, un gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum sera mis en service fin 2006 et prévu pour faire transiter le gaz naturel azéri et turkmène. Et un axe nord-sud, de Samsun sur la mer Noire à Ceyhan, est également en cours de réalisation. De même, un projet est prévu pour transporter le pétrole russe vers le port de Ceyhan. C'est un projet déjà inauguré qui reliera le gazoduc « Blue Stream » fonctionnant depuis la Russie et la Mer Noire vers la Turquie. Parallèlement, le gaz égyptien est aussi projeté pour être relié au réseau turc.

Ainsi, le statut du pont énergétique de la Turquie peut marquer indéniablement le besoin en matière de gaz naturel de l'Union européenne qui cherche à diversifier et à sécuriser les

²⁰⁴ Zbigniew Brzezinski, conseiller de BP pendant l'ère Clinton, avait poussé instamment Washington à le soutenir. En fait, c'est Brzezinski qui, sur ordre de Clinton, a rencontré officieusement le président azéri Haidar Aliyev en 1995 à Bakou pour négocier le tracé de nouvelles routes indépendantes de pipelines à partir de Bakou, à l'inclusion du pipeline BTC ultérieur. Brzezinski siège également au bureau de l'association de la Chambre du commerce États-Unis – Azerbaïdjan (USACC). Le président de l'USACC à Washington est un manager d'ExxonMobil, Tim Cejka, président d'ExxonMobil Exploration. Outre Brzezinski, *Henry Kissinger* et *James Baker* sont des membres du bureau de l'USACC. <http://www.usacc.org/>

²⁰⁵ Cet accord de coopération énergétique est signé pendant les commémorations de la Fondation de la République turque. Pour les détails du projet BTC voir le site officiel <http://www.btc.gov.tr>
Pour les compagnies pétrolières qui s'inscrivent dans le projet BTC et pour les autres oléoducs existants voir les Annexes XII et XIII.

²⁰⁶ Un oléoduc passant par l'Arménie pour joindre les territoires d'Anatolie paraît plus envisageable mais le conflit arméno-azérie du Haut Karabagh ne permet pas l'établissement des relations économiques entre les deux pays.

ressources de son approvisionnement. Tous ces faits sont susceptibles de renforcer l'influence de la Turquie sur les républiques turcophones telles que l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan et accentuent son positionnement géostratégique dans toute la région eurasiatique.

Pour la Turquie, une autre conséquence positive du projet Bakou-Ceyhan sera de ralentir la fréquence des navires étrangers qui traversent le Bosphore. Comme le pétrole et le gaz de la Caspienne sont amenés vers la mer Noire, l'approvisionnement des marchés se réalise par l'intermédiaire des détroits turcs constituant les uniques voies d'accès aux mers ouvertes. De plus, ce trajet crée un danger redoutable car il existe un nombre considérable d'habitats au bord de ces voies maritimes. A cause du passage des bateaux remplis d'hydrocarbures par les détroits turcs, plusieurs accidents sont enregistrés dans la mer intérieure turque de Marmara. Ces accidents causent non seulement de graves dégâts écologiques mais ils mettent également en danger la vie de la population civile. Excepté la consolidation de la position géostratégique de la Turquie, le projet BTC permet donc de maintenir les détroits turcs à l'abri de ces risques majeurs. En conséquence, la nouvelle voie de Bakou-Tiblissi-Ceyhan présente plusieurs avantages pour la Turquie²⁰⁷.

3.2.1 La portée de l'annexion du pétrole kazakh à l'oléoduc « BTC »

Nous avons souligné dans les chapitres précédents les différentes dimensions des relations turco-kazakhs. Avant d'aborder les projets actuels et futurs de la coopération dans le domaine énergétique il serait significatif de renoter le fait que la Turquie fut le premier pays à reconnaître l'Etat kazakh juste un quart d'heure après sa déclaration d'indépendance. Comme on a essayé d'en traiter, la Turquie a eu une approche accentuant les caractéristiques ethniques et culturelles communes de deux pays. Par contre, la politique kazakhe devait évidemment prendre en considération les équilibres internes et externes de la jeune République. C'est-à-dire, bien que la Turquie ait une place distincte dans les relations extérieures du Kazakhstan, elle ne pourrait avoir un rôle dominant sur ses orientations de politique étrangère. Pour acquérir une meilleure compréhension du contexte dans lequel la construction de la politique étrangère par les cadres officiels du Kazakhstan s'inscrit, il faut analyser comment la vision de la politique étrangère est assise sur les réalités géopolitiques du pays.

Suivant le démembrement de l'URSS, la République du Kazakhstan est confrontée à deux contraintes caractérisant ses politiques intérieures et extérieures. Premièrement, il faut noter la question de l'équilibre démographique : les Kazakhs représentent 46 % de la population totale, les

²⁰⁷ Şebnem UDUM, « The politics of Caspian region energy resources : a challenge for turkish foreign policy », *Perceptions*, no : 6, décembre 2001-février 2002, p. 47.

slaves 40 %. En deuxième lieu, il existe le problème de la dichotomie nord/sud -le nord du pays est en majorité peuplé de par les slaves ethniques, plus industrialisé et plus riche, alors que le sud, majoritairement kazakh, est plus rural et économiquement moins développé.

Ceci dit, on doit tout d'abord faire rappeler la structure ethnique du pays dont l'une des composantes majeures est issue de la Russie, qui est perçue comme l'ancien grand frère, et avec laquelle la République du Kazakhstan, étant le seul pays de l'Asie Centrale, partage une longue frontière. La position géographique est à la fois l'élément le plus marquant de la formation de la rhétorique de la politique étrangère, vu l'autre voisin géant, le pays reconnu avec son émergence économique bénéficiant aussi bien d'un renforcement politique, qui est la République Populaire de Chine. Le Kazakhstan qui ne possède pas d'accès aux mers dépend donc intensément des relations développées avec ces deux grands acteurs de la politique internationale. Parallèlement, même avant le démembrement de l'union Soviétique, les Etats Unis cherchaient à pénétrer dans la région du bassin Caspien et de l'Asie Centrale signifiant des intérêts stratégiques et économiques indispensables pour l'un des acteurs principaux du "Grand Jeu". Dès l'administration Bush père, avant la dissolution de l'ex-URSS, les américains étaient impliqués dans les futurs contrats d'exploitation et de transportation des hydrocarbures de la Sibérie et du bassin Caspien.

Dans le cadre des coopérations économiques turco-centrasiatiques, le pétrole du Kazakhstan est d'une importance primordiale pour la rentabilité de l'oléoduc BTC²⁰⁸. Les négociations sur la connexion du Kazakhstan au pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan ont abouti à une conclusion positive. Pourtant, l'association des hydrocarbures kazakhs dans le projet de BTC n'est pas prévue avant 2010 car la majorité des gisements kazakhs n'est pas encore exploitée. Jusqu'à 2010, les experts énergétiques prévoient l'augmentation de l'exploitation du pétrole kazakh à un volume de 100 millions de tonnes par an. Cette quantité dépasse massivement les capacités des voies de transport actuelles.²⁰⁹ En effet, la découverte des gisements de Kashagan au Kazakhstan fut un élément capital assurant la rentabilité de l'oléoduc BTC.

Vu cette croissance, les consortiums qui se forment dans le but d'exploiter les gisements du Kazakhstan soutiennent l'annexion des ressources kazakhs à l'oléoduc BTC. Or, la signature de l'accord intergouvernemental sur la participation du Kazakhstan au pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) a eu lieu en octobre 2005. Conformément à cet accord, le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev et azerbaïdjanais Ilham Aliev ont signé un accord concrétisant la

²⁰⁸ Le Kazakhstan détient le 85 % des réserves de la mer Caspienne. « Le bilan du Monde », Edition 2003, p. 67.

²⁰⁹ A. Necdet PAMİR, « Avrasya boru hatları enerji güvenliği ve Türkiye » (*Les oléoducs en eurasie, la sécurité énergétique et la Turquie*), METU Papers, 2002, p. 2.

participation du Kazakhstan à l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). Dans un premier temps, le Kazakhstan prévoit le transport d'environ 7,5 millions de tonnes de pétrole par an par des pétroliers du port d'Aktau (ouest du Kazakhstan) vers Bakou. A terme, le Kazakhstan pourrait faire transiter par le BTC quelque 20 millions de tonnes annuelles. Pour le pays, il s'agit d'une troisième voie d'exportation pour ses hydrocarbures après celles reliant déjà le Kazakhstan à la Russie et à la Chine. Une nouvelle voie traversant la mer Caspienne se reliera à Bakou pour être associée au trajet Bakou-Ceyhan. Cela fut annoncé par le ministre de l'énergie et des ressources minérales du Kazakhstan. Le volume des investissements nécessaire sera déclaré après la signature de l'accord intergouvernemental²¹⁰.

Le Kazakhstan est de loin le 1er producteur de la zone Caspienne grâce notamment aux champs de Kashagan, Tengiz et Karachaganak. Sa production est estimée pour 2010, à 2 millions baril/jour. Actuellement, elle est de 1,18 million barils/jour. Etant donné ce potentiel énergétique kazakh, l'évacuation des hydrocarbures kazakhs détermineront la rentabilité du corridor Anatolien. A ce propos, il y a eu des entretiens entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et la Turquie. Le Premier ministre du Kazakhstan, Danial Akhmetov a déclaré qu'ils estimaient que le Kazakhstan pourrait canaliser jusqu'à 30 millions de tonnes de pétrole, à l'issue de ses négociations avec le Premier ministre de la Turquie, Recep Erdogan, en visite officielle au Kazakhstan.

Dans ce contexte, l'itinéraire Sud allant vers le terminal pétrolier turc de l'Est de la Méditerranée est examiné parmi d'autres itinéraires alternatifs afin de diversifier la canalisation des flots d'hydrocarbures depuis le Kazakhstan. Dans un premier temps, selon le porte-parole du monopole kazakh des hydrocarbures Kazmounaïgaz, Mikhaïl Dorofeev, le Kazakhstan prévoit qu'environ 7,5 millions de tonnes de pétrole par an seront transportées par des pétroliers du port d'Aktau (Ouest du Kazakhstan) vers Bakou²¹¹.

3.2.2 Les éventuels projets d'évacuation du gaz naturel turkmène via l'Anatolie

Le Turkménistan est un membre de la Communauté des Etats Indépendants, (CEI). Le pays est connu avec son régime ultra-autoritaire guidé par le président Saparmurat Niyazov qui ne

²¹⁰ Le quotidien Radikal du 19 août 2005, <http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=161782>

²¹¹ « Le Kazakhstan sera raccordé à l'oléoduc Bakou – Turquie », <http://www.asie-centrale.com/article468.html>

cesse d'amplifier son culte de personnalité. Ce pays centrasiatique turcophone donne une image de stabilité grâce à l'homogénéité relative de sa population dont le 7% est constitué par les russes ethniques. Sous l'autorité stricte et autocratique du Turkmenbachi, la principale orientation de la politique étrangère du Turkménistan fut marquée par son choix de la neutralité. La neutralité turkmène fut reconnue par une résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU en décembre 1995. Parallèlement, le Turkménistan refuse de s'associer aux initiatives d'intégration renforcée au sein de la CEI. Dans ce contexte, Achkhabad refuse de participer au « *Traité de sécurité collective de la Communauté des Etats indépendants* » signé en 1992. Cependant, l'Etat turkmène a apporté son soutien de principe à la coalition anti-terroriste montée après les attentats du 11 septembre 2001 et accordé l'ouverture de son territoire pour l'acheminement de l'aide humanitaire sous l'égide de l'ONU. Par contre, Achkhabad n'a pas suivi ses voisins en rejetant, sous prétexte de son statut de neutralité, tout déploiement de troupes étrangères sur son territoire.

La Turquie fut le premier pays qui a reconnu l'Etat turkmène le 16 décembre 1991 et elle fut également le premier Etat à installer son ambassade à Achkhabad le 26 mars 1992. Comme on en a traité lors des chapitres précédents, au sujet des relations extérieures du Turkménistan, la Turquie occupe une place privilégiée dans les domaines politique, économique et culturelles. Néanmoins, le Turkmenbachi, conformément à sa vision de neutralité et à son idéal de formation d'un Etat-nation turkmène, évite de s'engager dans un projet multilatéral des Etats turcophones.

Assurément, les stratégies de transportation du potentiel énergétique turkmène signifiées par ses gisements de gaz naturel ont un impact majeur dans les orientations de sa politique étrangère. Achkabat dispose de la onzième réserve de gaz du monde avec 2,86 trillions de mètres cubes de réserves prouvées. Étant donné le caractère désertique du pays, la survie économique du Turkménistan dépend en majeure partie de sa capacité à mettre en valeur ses ressources gazières. L'industrie pétrolière et gazière assure en effet 50% de la production industrielle du Turkménistan alors que les exportations de gaz représentent environ 40% du total des exportations du pays.

Par ailleurs la géopolitique du Turkménistan est marquée par son positionnement entre la République Islamique d'Iran et la Fédération de Russie qui déterminent les voies d'évacuation de ses ressources. De ce fait, on constate un solide partenariat avec Moscou compte tenu de l'écoulement de la majorité de son gaz naturel vers le Gazprom à Moscou. Parallèlement, le Turkménistan a développé une étroite coopération avec l'Iran

Dans un contexte d'annexion des hydrocarbures centrasiatiques à l'oléoduc de BTC, le gaz du Turkménistan s'inscrit dans un projet parallèle. Actuellement, les exportations gazières turkmènes

dépendent presque entièrement de la bienveillance des autorités russes et en particulier de « Gazprom ». Le monopole gazier russe est le principal centre de raffinerie du gaz turkmène dont l'accès au reste du monde se réalise par le réseau de gazoducs russe.²¹² En outre, jusqu'à présent un autre petit gazoduc reliant le réseau turkmène au réseau iranien fut inauguré en décembre 1997 mais sa capacité de transit reste faible vu le potentiel des gisements turkmènes. En 1998, pendant les travaux de faisabilité de l'oléoduc de BTC, le département d'énergie américain avait publié un rapport prévoyant l'installation d'un gazoduc qui suivrait le même trajet. Ce projet fut nommée « TCGP » (Trans Caspian Gas Pipeline). Les autorités turkmènes cherchent à promouvoir depuis 1998 la construction d'un gazoduc trans-caspien, le TCGP qui traverserait la mer Caspienne et le Caucase pour aboutir en Turquie. En s'appuyant sur ce projet, le gouvernement turkmène considère les propositions des consortiums multinationaux²¹³.

En ce qui concerne l'évacuation du gaz turkmène via la Turquie, un protocole d'accord entre le Turkménistan, l'Iran et la Turquie sur la création d'un gazoduc vers la Méditerranée avait été signé le 28 décembre 1996, suivi d'un deuxième protocole d'accord conclu le 14 mai 1997. Estimé à 190 millions de dollars, le projet connecterait les gazoducs turkmènes et turcs existants au réseau iranien pour obtenir une ligne Ekarem-Neka-Tabriz-Erzurum-Ankara. La partie Neka-Tabriz existe, la partie Ekarem-Neka est en construction, et le domaine Tabriz Erzurum-Ankara est envisagé. Une deuxième connexion irano-turkmène est également envisagée, pour être reliée au gazoduc existant dans le Nord-Est de l'Iran (ligne Neka-Meched)²¹⁴.

En effet, en tant que projet le plus réalisable, l'oléoduc « Transcaspien » ou « Péricaspien » à travers ou le long de la Caspienne entre le port de Turkmenbachi et Bakou, jusqu'au gazoduc Bakou-Tbilissi- Erzurum (BTE) fut activement promu par le gouvernement américain dans le cadre de sa stratégie de contournement de la Russie et de l'Iran. L'idée resurgit depuis la crise gazière entre l'Ukraine et la Russie. Comme on l'a noté, le projet est soutenu par les autorités américaines étant donné les potentiels turkmènes et kazakhs, qui traverseraient la Caspienne pour aboutir à Bakou, à l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Dans cet objectif, le consortium formé est intitulé : « Oléoduc Transcaspien Turkménistan-Caspienne-Azerbaïdjan-Turquie ».²¹⁵

²¹² Arnaud DUBIEN, « Pétrole et gaz du Bassin Caspien : de nombreuses incertitudes », *La Revue Internationale et Stratégique*, no : 34, été 1999, p. 88.

²¹³ www.energybulletin.net/4295.html

²¹⁴ Gareth WINROW, « Possible Consequences of a New Geopolitical Game in Eurasia On Turkey as an emerging energy transport Hub », http://www.esiweb.org/pdf/esi_turkey_tpq_id_62.pdf

²¹⁵ Mamuka TSERETELI, « The Blue Stream Pipeline and Geopolitics of Natural Gas in Eurasia », *Central Asia Asia-Caucasus Analyst*, vol. 6 No. 23, novembre 2005.

A ce stade, nous devons préciser que la Turquie importe de la Russie près de 60% de ses besoins en gaz naturel par le gazoduc « *Mavi akim* » (le Flux Bleu). Afin de diversifier ses fournisseurs, la Turquie a signé en 1998 avec le Turkménistan un accord de « projet de gazoduc Trans-Caspienne Turkménistan – Turquie – Europe ». Ce projet est considéré par la Turquie comme la possibilité de renforcer ses relations commerciales avec les pays de la région. Un deuxième avantage serait de pouvoir vendre du gaz naturel à l'Europe. En effet, la Turquie (qui ne peut pas vendre à l'Europe le gaz naturel qu'elle achète de la Russie de par les clauses du contrat entre les deux pays) deviendra un pays de transport pour le gaz naturel qui transitera vers l'Occident grâce au projet de Trans-Caspienne.

3.3 Les politiques turques dans le nouveau contexte d'une Asie centrale face « aux révolutions colorées »

3.3.1 Le système politique contemporain en Asie centrale

Si l'on essaye d'expliquer le fonctionnement politique des Etats centrasiatiques, il faut, sans doute noter que le système politique actuel a ses racines dans le mode de gouvernement soviétique. A présent, les points communs du système politique des Etats centrasiatiques sont marqués par l'existence des pouvoirs autocratiques ou oligarchiques associés à un certain régime parlementariste. Chaque Etat centrasiatique a adopté une nouvelle constitution nationale. Cependant, un modèle politique appelé le « centralisme démocratique » héritier de l'ancien système, fondé sur un parti unique n'a jamais perdu son terrain depuis l'effondrement de l'URSS. En effet, le fonctionnement gouvernemental dans les républiques d'Asie Centrale est en grande partie la continuation de l'héritage administratif soviétique.²¹⁶

Traditionnellement, l'organisation politique en Asie centrale gravite autour d'une communauté restreinte, qu'elle soit familiale, locale, clanique ou régionale. C'est la *nomenklatura* ex-communiste qui détient le pouvoir. La *nomenklatura* après la proclamation de l'indépendance se rassemble autour des leaders des PC ex-soviétiques devenus présidents. Ces entourages privilégiés issus de l'ancien PC, se sont maintenus au pouvoir en introduisant un contenu nationaliste dans leurs discours politiques.

Le renforcement de l'identité nationale est le principal souci et projet de ces élites dirigeantes centrasiatiques. L'objectif est de se détacher progressivement de l'ancienne puissance soviétique tout en recourant à ses méthodes de gouvernement. Comme ces Etats ont acquis tout récemment

²¹⁶ Mustafa AYDIN, « Identities in formation nationality, religion and transnational ideas in former soviet central Asia », *The Turkish Yearbook*, no: 25, 1998, p.65.

leurs indépendances, on observe un remplacement des discours socialistes par de nouveaux discours nationalistes. Ces rhétoriques accentuent l'importance des visions des présidents qui sont représentés comme les politiciens uniques susceptibles de guider leurs pays. Selon ces discours, la survie de l'indépendance et le maintien de la stabilité risquent d'être menacés sans les orientations des présidents « subtiles » et « expérimentés ».²¹⁷

Excepté quelques modifications, l'appareil étatique, les structures administratives et bureaucratiques ainsi que les modalités de l'exercice du pouvoir et les approches reflètent toujours les pratiques de la période soviétique. Bien qu'il existe, en apparence, des modèles formels de la démocratie représentative, les gouvernants des nouveaux États indépendants se sont attachés à la consolidation de leur autorité personnelle et au prolongement de leur mandat présidentiel. En d'autres termes, on a assisté à une présidentialisation des systèmes politiques. Donc, il serait illusoire de parler d'une véritable séparation des pouvoirs. Au lieu de remplir des fonctions de réelles assemblées législatives, les parlements centrasiatiques se ressemblent à la mode des « soviets suprêmes ».

Le présidentialisme fonctionne par définition sur les hommes du président, de sa parentèle et de sa région. Le renforcement du pouvoir présidentiel, appuyé sur un clan régionaliste, crée donc des tensions avec les régions qui se sentent exclues. C'est cette tension qui est une menace pour l'avenir, plus que les conflits ethniques. Mais, l'enjeu tourne autour des notables issus de l'appareil soviétique et qui ont changé leur référentiel idéologique, tout en gardant les mêmes techniques de promotion et de pouvoir en abusant des moyens de distribution des richesses économiques que l'indépendance a mis à la disposition de leurs nouveaux États.

Néanmoins, malgré la constance de cette structure autocratique, un nouveau climat de transformation politique s'est montré dans certains pays de l'espace ex-soviétique sous forme de « révolutions populaires ». Il s'agit des mouvements de masse qui se sont manifestés en Géorgie en février 2003 et en Ukraine en décembre 2004 pour changer les régimes en place. Des politiciens, politologues et plusieurs spécialistes des relations internationales commencent à s'interroger si cette nouvelle conjoncture de revendication de liberté et de transparence aura des répercussions sur la situation des pays centrasiatiques.

Conformément à cette éventualité, l'Asie centrale est secouée par des troubles politiques au printemps 2005. Premièrement, le président de Kirghizistan est renversé en mars 2005. Cette émeute qui aboutit à la disparition de l'autorité du président kirghize, donne le signal d'un risque

²¹⁷ Paul KUBICEK, « Authoritarianism in Central Asia : curse or cure ? », *The Third World Quarterly*, vol : 19 – no: 1, mars 1998, p. 31.

d'effet de domino qui peut toucher les autres pays d'Asie centrale. Ultérieurement, une autre agitation civile a lieu en Ouzbékistan dans la ville d'Andijan où les manifestants protestent contre les mesures répressives de l'administration du président Karimov. Cette émeute se transforme en un carnage que nous allons aborder par la suite.

Ces deux soulèvements populaires annoncent une nouvelle ère dans l'environnement politique des pays de l'Asie centrale, souvent analysé auparavant, d'être statique sous des régimes autocratiques. Dans cette perspective, il serait significatif d'aborder l'implication du gouvernement turc dans le déroulement de ces incidents au Kirghizistan et en Ouzbékistan. En analysant l'intervention de la Turquie aux événements qui sont survenus récemment dans ces deux pays centrasiatiques, nous pouvons mieux évaluer le degré d'influence politique de la Turquie en Asie centrale.

3.3.2 La révolution des « tulipes » au Kirghizistan et ses conséquences politiques

Comme tout chef d'Etat centrasiatique, le président du Kirghizistan, Askar Akaev, nomme méthodiquement les habitants de son milieu natif (ceux du nord) à des postes clés de l'administration publique.²¹⁸ Ceci étant dit, le Kirghizistan présente, dans une certaine limite, une forme d'administration démocratique bien que le gouvernement centralise les pouvoirs. Dans ce climat de liberté relatif, plusieurs médias indépendants, organisations non gouvernementales et partis d'opposition peuvent critiquer publiquement les actions politiques du gouvernement. L'opposition fournit au public des informations sur la situation afin de prendre conscience des injustices commises à leur insu et de se mobiliser afin d'exprimer leur mécontentement à l'égard du régime en place²¹⁹.

Ces dernières années, les conditions économiques du Kirghizistan se sont manifestement dégradées : 50 % de la population est atteint des modalités de vie en dessous du seuil de pauvreté²²⁰. De même, étant donné le déséquilibre de la société kirghize du à la redistribution des ressources du pays ; l'entourage du président constitue les principaux oligarques du pays. Ils détiennent les entreprises les plus rentables, qui sont acquises à des prix généralement dérisoires lors des privatisations au début de la décennie 1990²²¹.

²¹⁸ Christopher P. CARNEY et John P. MORAN, « Imagining Communities in Central Asia : Nationalism and Interstate Affect in the Post-Soviet Era », *Asian Affairs*, no : 1, 2000, p. 188

²¹⁹ John ANDERSON, *Kyrgyzstan : Central Asia's island of democracy ?*, Amsterdam , Harwood, 1999, p. 29.

²²⁰ « Rapport des Nations Unies pour le développement »
<http://www.undp.org/dpa/french/annual/annualreport2001/pov-f.pdf>

²²¹ Jean François GAGNE, « La révolution kirghize entre changement et continuité », *Alternative*, vol : 11 – no : 8, voir le site de la revue <http://www.aterative.ca/article1863>

Compte rendu de la situation politique et économique du pays, le 24 mars 2005, le régime du président Askar Akaev s'écroule suite à une vague de protestation qui débuta quelques jours auparavant dans le sud-ouest du Kirghizistan entre les deux tours des élections législatives qui se sont tenues à la fin du mois de février. Le groupe de manifestants dénonce également les irrégularités des dernières élections législatives comme les membres des partis d'opposition. Ces insurgés réclament la démission du président. La réaction des opposants est de se précipiter vers la capitale. Certainement, la prise des édifices gouvernementaux à Bichkek, signifie l'accomplissement de la « révolution des tulipes »²²² et la terminaison d'une première période de l'après indépendance au Kirghizistan.

Ultérieurement, il faut la fuite vers Moscou de l'ancien président Akaev pour mettre fin au chaos et à la violence qui se sont emparées de la capitale Bichkek. Le renversement du régime d'Akaev et la nomination d'un gouvernement provisoire dirigé par Kurmambek Bakiev, dont la base partisane provient du sud, marquent un point de rupture dans l'histoire du Kirghizistan. Akaev occupait le poste du président depuis la dissolution de l'Union soviétique depuis une quinzaine d'années. En tant que figure principale de la révolution, Kurmam Bakiev, accède au poste du président par *intérim*. Finalement, les élections présidentielles du 11 juillet 2005, après l'expatriation de l'ancien président, sont accueillies avec satisfaction par la communauté internationale. Les observateurs des Nations Unies ont approuvé le déroulement pacifique des élections au Kirghizistan qui portent au pouvoir le président par intérim Bakiyev, avec une écrasante majorité (de 90 %).

Comme on pouvait s'y attendre, les réactions d'autres régimes centrasiatiques sont négatives à la révolution des « tulipes » qui s'est emparée du Kirghizistan. En Ouzbékistan et au Turkménistan la presse locale ne traite guère de ces incidents ou elle transmet des messages de leurs présidents qui soulignent l'importance de la stabilité. Comme par exemple, le président kazakh, Noursultan Nazarbaïev tient responsable les ONG étrangères d'être les provocatrices de l'instabilité dans le pays voisin²²³.

3.3.3 L'insurrection civile en Ouzbékistan secouant le régime répressif

Deux mois plus tard après la révolution de « tulipes » au Kirghizistan, cette fois-ci, l'Ouzbékistan est secoué par une violente insurrection. La ville d'Andijan est le théâtre d'un

²²² La presse internationale avait inventé des dénominations pour les révoltes précédentes de la Géorgie et de l'Ukraine intitulant la « révolution des roses » et la « révolution orange ». Parallèlement, au début des événements d'insurrection au Kirghizistan, les médias ont différemment rapporté la mobilisation populaire telles que la révolution des « roses », de « citron », de « velours », de « jonquille », ou de « tulipes ». Enfin, la plupart des médias ont commencé en concordance à appeler la révolution comme la « révolution des tulipes ».

²²³ <http://www.refrl.org/featuresarticle/2005/9/9161B701>

soulèvement populaire le 13 mai 2005, après qu'un groupe d'hommes armés s'empare d'une garnison militaire et d'une prison, où ils libèrent 2000 détenus. Les insurgés prennent également le contrôle des édifices administratifs de la ville. Les manifestants réclament la libération des prisonniers accusés de faire partie d'un mouvement islamiste appelé «Hizb-u Tahrir»²²⁴. Cependant, l'armée ouzbèke afin de disperser la mutinerie populaire ouvre le feu sur la foule rassemblée au centre de la ville d'Andijan, qui, pour soutenir les insurgés tiennent la ville.

En effet, la principale motivation des habitants d'Andijan pour descendre dans les rues est de contester la non transparence des procès des détenus (une vague accusation d'islamiste suffit pour être incarcéré en Ouzbékistan). Cette masse scande également des slogans pour demander l'amélioration des conditions économiques. En revanche, de crainte de la transformation des protestations en une révolution populaire, le régime ouzbek choisit d'écraser la foule. La manière de l'intervention des autorités ouzbèkes est d'une sévérité sans précédente.²²⁵ La fusillade contre les protestataires fait plus de 300 morts et des centaines de manifestants traversent la frontière ouzbeko-kirghize pour se réfugier dans le pays voisin.

L'administration ouzbèke déclare qu'elle est intervenue contre des militants fondamentalistes, issus de la vallée de Ferghana²²⁶, qui tenteraient de provoquer une insurrection en manipulant les habitants de la ville d'Andijan. Des reportages diffusés par les agences internationales traitent de l'utilisation d'une violence excessive par les forces de l'ordre. Des organisations internationales comme Amnistie Internationale et le Haut Commissariat des droits de l'homme des Nations Unies réagissent et critiquent les moyens répressifs utilisés par le gouvernement ouzbek. Le représentant de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Tachkent propose, par exemple, l'assistance de l'OSCE pour enquêter sur les causes profondes des troubles²²⁷.

Choqué par le soulèvement populaire et des réclamations des organisations de surveillance des droits de l'homme, le président Karimov limite l'accès des représentants étrangers à Andijan. De

²²⁴ Cette mouvance islamiste qui milite pour implanter un État islamique dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale est interdite par les régimes centrasiatiques.

Laurent VINATIER, *l'Islamisme en Asie centrale*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 238-239.

²²⁵ Plusieurs médias locaux et occidentaux ont nommé ce jour comme : « le Vendredi Sanglant » Les observations des correspondants sur place mentionnaient la mise des fusils à côté des civils tués pour faire croire qu'ils étaient des terroristes. Le nombre des victimes varient entre 300 et 800 selon les sources.

www.bbc.co.uk/turkish/news/story/2005/09/printable/050920_uzbek_trial_update.shtml

²²⁶ Cette région montagneuse, où il est difficile de surveiller, est partagée par l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan. Les conséquences potentielles des événements d'Andijan sont alarmantes, ces émeutes peuvent se répandre aux parties kirghizes, Och, tadjike de la vallée, où des conditions similaires prévalent, notamment en termes socio-économiques. Il est important de rappeler que la « révolution des tulipes » au Kirghizstan est partie de la ville de Och (majoritairement peuplée d'Ouzbeks), en grande partie du fait de l'extrême pauvreté qui y règne.

²²⁷ Miroslav Jenea, le responsable de l'OSCE en Ouzbekistan <http://rferl.org/featuresarticle/2005> pour les missions de l'OSCE en Asie Centrale voir <http://fr.osce.org/ca>

plus, il prétend que certaines O.N.G. américaines telles que: « Freedom House », « International Republican Institute » et « National Democratic Institute for International Affairs » préparent la prise du pouvoir par Muhammed Salih, son principal adversaire en exil. Le président ouzbek interdit également les activités de « l'Institut de la Société Ouverte » financé par le fameux spéculateur George Soros.²²⁸

A la mi-juin 2005, le gouvernement Karimov a annoncé que l'utilisation de la base aérienne américaine de Kahrsi-Khanabad, en Ouzbékistan, serait modifiée, les vols de nuit notamment étant interdits. Dans le grand jeu du contrôle géopolitique de l'Eurasie, Karimov se rapproche démonstrativement de Moscou et de Pékin. Conjointement, à la suite des événements de l'Andijan, Karimov a ranimé l'ancien «partenariat stratégique» avec Moscou et a été reçu également à Pékin à la fin mai 2005, avec une cérémonie officielle distinguée. Lors d'une conférence de l'OTAN qui a eu lieu à Bruxelles le 9 juin, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Ivanov, a soutenu Karimov en déclarant qu'il n'y avait aucune raison de mener une enquête internationale à propos des événements de l'Andijan²²⁹.

3.3.4 Les réactions officielles de la Turquie aux soulèvements civils au Kirghizistan et en Ouzbékistan

L'Etat turc, en ne rompant pas avec sa politique traditionnelle, déclare qu'elle suit de près les événements douloureux dans ces « pays frères » et qu'elle souhaite que la population civile ne soit pas touchée davantage. Il est clair que la Turquie a un positionnement en retrait par rapport aux autres puissances. Or, la perspective du « monde Turc » avait connu un certain recul. Par conséquent, l'Asie centrale évolue dans un nouveau processus sans une implication précise turque.

Au cours des incidents de soulèvement au Kirghizistan, l'actualité de la politique étrangère turque est toujours fixée sur deux sujets. L'opinion publique turque s'est focalisée sur les négociations d'adhésion à l'Union européenne et sur le nouveau statut de l'Irak du nord où la rébellion kurde, le P. K. K commence à déployer sa guérilla pour l'infiltrer dans le sud-est de la Turquie. C'est pourquoi au début des événements d'insurrection civile, la presse turque n'accorde pas assez d'intérêt aux incidents de violence au Kirghizistan.

²²⁸ George Soros est un financier milliardaire états-unien, qui a fondé « l'Open Society Institute » et la « Fondation Soros », dont l'objectif affiché est de promouvoir le développement des sociétés démocratiques et ouvertes. Ces investissements sont principalement destinés aux pays en voie de développement ou en cours de reconstruction sociale : pays de l'ancienne Union soviétique, Afrique, Amérique du Sud, Asie. Il s'est aussi engagé à donner 250 millions de dollars à l'université d'Europe centrale. www.caucas.com/home/depeches.php?idp=496

²²⁹ F. William ENGDAHL, «Géopolitique et "révolutions des couleurs" contre la tyrannie », *Horizons et débats*, no : 33, octobre 2005, http://www.horizons-et-debats.ch/33/33_16.htm

Cependant, la résurrection d'une nouvelle révolution dite de « tulipe » centre les regards vers ce pays turcophone. Des agressions contre les étrangers vivant au Kirghizistan sont reportées par les médias turcs.²³⁰ En profitant de la situation de l'instabilité et du manque d'autorité, certains insurgés commencent à commettre des actes de pillage. Pendant ces événements de violence, comme plusieurs étrangers vivant au Kirghizistan, les ressortissants turcs, eux aussi, sont les victimes de telles agressions. Les agences passent des dépêches sur les victimes turques ciblées par les insurgés. En plein contexte de ces informations choquantes, les partis de l'opposition critiquent le gouvernement d'AKP de rester inerte et l'opinion publique du pays se rend compte que depuis plusieurs années « le Monde Turc » ne figurait plus à la une des journaux.

Par ailleurs, la Turquie ne peut trouver aucun moyen pour influencer le déroulement des événements du Kirghizistan. Hormis quelques établissements d'éducation et un certain investissement modeste dans ce pays, la Turquie n'a pas d'atout compétitif contre les puissances régionales qui sont la Chine et la Russie. La déclaration du gouvernement, qui ne dévoile qu'un conseil neutre de vigilance à tous les partis d'affrontements, peut être considérée en qu'en tant qu'une banalité des déclarations traditionnelles des chefs de la diplomatie turque sur l'Asie centrale. Le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, indique qu'il est informé par l'ambassadeur turc au Kirghizistan et qu'il n'y a plus de cas d'agression concernant les ressortissants turcs dans ce pays. *« Toutes les mesures nécessaires ont été prises. La plupart des personnes impliquées dans ces événements sont les entourages de l'ancien premier ministre, des ministres et des hommes politiques. Ces personnes sont des amies de la Turquie »*, dit le ministre des affaires étrangères turc.²³¹

En réalité, lors qu'une foule furieuse est sortie dans les rues de la capitale kirghize Bichkek, des incidents de pillage sont témoignés. Quelques-uns des victimes de ces individus pillards sont les entreprises turques. Des sociétés d'ébénisterie turques, implantées au Kirghizistan dont les magasins de vente opèrent à Bichkek, sont pillés. En outre, un hôtel appartenant à une famille turque, l'hôtel *Pınara* subit une descente d'une vingtaine de personnes qui réclament la prise de la possession de l'hôtel en menaçant les propriétaires de quitter le pays dans les 24 heures. Un centre commercial appartenant à une société turque *Beta Grup* (considéré comme le plus

²³⁰ Le quotidien Radikal, 26 mars 2005, <http://www.radikal.com.tr/haber.php?haberno=147673> Notamment, environ 3500 ressortissants turcs vivaient au Kirghizistan dont la plupart était des étudiants et des employés des firmes turques. L'archive du quotidien « Türkiye » du 26 mars 2005.

²³¹ http://www.mfa.gov.tr/MFA_tr/BasinEnformasyon/Aciklamalar/2005/Mart/NO44_22Mart2005.htm En effet, les agresseurs prétendaient réagir au nom de l'ancien premier ministre Ichenbaï Kadirbekov qui fut le représentant du conseil commercial turco-kirghize au milieu des années 90 jusqu'à 2001. http://www.iwpr.net/index.pl?archive/rca/rca_200102_41_4_eng.txt

moderne de la capitale) est pillé malgré que les responsables de sécurité ouvrent le feu contre les agresseurs. Le directeur et les employés du complexe sont obligés de fuir.

Une autre entreprise turque *Ata Grup* dont les show-rooms sont victimes d'incidents de pillage, décide également de quitter le Kirghizistan. Les plaintes du propriétaire du centre stupéfait reflètent dans le journal turc *Zaman* dont la diffusion est significative dans les pays turcophones « *c'était l'enfer, des centaines de personnes ravagées ont pénétré dans notre centre commercial et ont tout mis à feu. Tandis que nous sommes l'une des entreprises pionnières de l'investissement dans ce pays, nous recrutons des centaines d'employés kirghizes. C'est une honte pour le Kirghizistan, je me demande quel homme d'affaire raisonnable osera investir ici.* »²³². De plus, certains ressortissants turcs se réfugient dans l'ambassade de Turquie. Quelques étudiants turcs, eux aussi, affirment qu'ils ont subi des menaces de cambriolage.

Sous la lumière de la politique extérieure que la Turquie a exposée pendant les transformations décisives au Kirghizistan et en Ouzbékistan, on peut noter que l'Asie centrale ne constitue plus de priorité pour Ankara. On peut argumenter cette idée en soulignant l'inertie du gouvernement turc lors de l'installation du nouveau régime dans la République turcophone de Kirghizistan.

Sous ce climat d'attente d'une diplomatie plus active, le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül décide de se rendre à Bichkek entre le 6 et le 8 Mai 2005. Quand le ministre est accueilli par le nouveau leader kirghize Bakiev, il exprime le support de son pays et ses vœux de stabilité au Kirghizistan. Tout de même, cette visite officielle peut être qualifiée en tant qu'un pas initial pour influencer le nouveau gouvernement kirghize à adopter une ligne pro-turque²³³.

Le ministre des affaires étrangères turc visite également l'université turco-kirghize de « Manas » où il tient un discours de soutien au processus de démocratisation du Kirghizistan. Conformément au nouveau contexte politique qui s'est emparé de ce petit pays d'Asie centrale, Abdullah Gül se prononce : « *tout en réalisant un nouveau commencement politique au Kirghizistan, une attente d'un pays de droit plus démocratique, plus libre et plus transparente est le désir de la communauté internationale* ». Quand il est l'invité de la chaîne télévisée étatique kirghize, il traite des affinités culturelles et historiques des deux pays tout en expliquant effectivement les domaines de coopération turco-kirghizes. Le ministre turc décrit aussi une brillante future à l'audience kirghize en affirmant qu'il croit que pendant les élections suivantes du 10 juillet tous les candidats feraient un concours libre et qu'à la fin du scrutin ils maintiendraient le respect aux résultats transparents.

²³² Le quotidien « Zaman », 25 mars 2005, <http://www.zaman.com.tr/?hn=156429&bl=dishaberler&trh=20050325>

²³³ Le quotidien « Zaman », 6 mai 2005, <http://www.zaman.com.tr/?hn=172766&bl=dishaberler&trh=20050513>

Une importante déclaration du ministre turc est l'intention de la Turquie d'envoyer plusieurs surveillants lors des élections et des référendums qui ont lieu dans les pays turcophones (cette décision est valable pour les élections qui auront lieu en Azerbaïdjan au mois de novembre).²³⁴ Les autorités turques annoncent également que leurs observateurs turcs pourraient s'inscrire dans le cadre de l'OSCE et en tant que représentants nationaux.

3.3.5 Les réactions officielles de la Turquie : une analyse de presse turque

Le changement de pouvoir au Kirghizistan et la révolte civile en Ouzbékistan incitent effectivement la presse turque et les intellectuels nationalistes à s'interroger sur la capacité d'influence de la Turquie en Asie centrale. En effet, à la base de ces analyses et de ces réflexions, il existe une critique vis-à-vis de l'attitude officielle considérée comme paradoxale. La Turquie adopte plusieurs lois pour répondre aux exigences démocratiques de l'UE, mais elle reste muette devant les mesures dictatoriales des chefs d'Etats centrasiatiques. En revanche, les révolutions populaires s'emparent de certains pays eurasiatiques et les peuples « frères » du Monde turcophone peuvent renverser consécutivement les pouvoirs autoritaires. Dans le cas de l'avènement au pouvoir d'anciens dissidents, la Turquie risque de manquer d'appui dans la région. En général, les critiques de la presse, de l'opposition et des intellectuelles se focalisent sur la politique étrangère unidimensionnelle de l'AKP concentrée sur l'Union Européenne.²³⁵ Tandis que, face à l'éventualité de son exclusion du processus de l'intégration à l'UE, la Turquie ne doit pas négliger ses atouts dans l'espace turcophone.

On peut admettre que ces derniers incidents survenus en Asie centrale régénèrent une effervescence de débats concernant le rôle de la Turquie en Asie Centrale. Nous pouvons comparer ce climat à celui qui avait apparue à l'époque de l'acquisition des indépendances par les Républiques centrasiatiques. Il est vrai qu'au début des années 90, une transformation politique majeure s'était réalisée en Eurasie avec la chute de l'Union soviétique et que la Turquie avait cherché les moyens pour s'y installer comme un acteur déterminant. Cette fois-ci, une vague de révolutions civiles se manifestent dans la région. Or, cette nouvelle situation induit la problématique suivante : « la Turquie peut-elle développer une stratégie qui lui peut permettre d'acquérir une nouvelle influence dans ce nouveau contexte en Asie centrale ? ». A cet égard, il est important de présenter les opinions de certains chroniqueurs et académiciens turcs de l'Asie centrale afin d'évaluer le regard turc au nouveau contexte de la région. Les analystes dont on va

²³⁴ www.tika.gov.tr/pdf/avdos/av35.pdf

²³⁵ Gencer OZCAN, « Turkey's foreign policy under AKP : If luck stays on their side », *TUSIAD US Papers*, www.tusiad.us/Content/uploaded/TURKISH%20FOREIGN%20POLICY

relater les opinions sont tous des spécialistes de l'Asie centrale et du Monde turcophone en ayant assimilé les dynamiques.

Une analyse d'un professeur turc, Sedat Laçiner, spécialiste du Caucase et de l'Asie centrale (rédigeant dans la revue politique intitulée « Turkish Weekly »²³⁶ dont la diffusion sur Internet est accessible gratuitement) se focalise sur l'inefficacité de l'intervention diplomatique de la Turquie. Il avance l'idée que quelque soit l'organisation politique dans laquelle la Turquie s'intègre (en faisant allusion à l'UE), le perspective du Monde turcophone ne doit pas être abandonné. Le professeur annonce qu'il est temps d'intensifier les efforts diplomatiques en soulignant que : « *à l'heure actuelle le pouvoir du Kirghizistan est renversé, et l'Ouzbékistan fut la scène d'un carnage. Cependant, si l'on se questionne sur la position de la Turquie vis-à-vis de ces événements, on ne peut s'empêcher d'éprouver une déception totale. On doit accepter que l'Asie centrale évolue dans un processus sans la Turquie.* » Après avoir dressé ce tableau, Sedat Laçiner rappelle que les graines semées par le président Özal ne doivent pas être abandonnés, sinon la Turquie risque de perdre son influence totalement en Asie centrale. « *C'était grâce à ses efforts que les peuples turques ont acquis un perspective du Monde turc. Si les motivations de solidarité dans le Monde turcophone disparaissent, nous risquons de nous retrouver dans le même état de crise que le Monde Arabe traverse actuellement* » continue-t-il²³⁷.

Publié dans la même revue, l'article d'un chercheur en sciences politiques aborde l'évolution des événements au Kirghizistan. L'analyste, Mesut Taştekin, juge qu'il ne faut pas négliger le rôle des médias occidentaux dans la « révolution de tulipes ». Il met l'accent sur la présence de plusieurs médias occidentaux dans ce pays²³⁸ dont les activités étaient moins freinées que dans les autres pays centrasiatiques. Selon l'analyste, les interactions des ces organisations avec les medias locaux sont à l'origine de ce climat favorable à la démarche des pionniers de la révolution. En effet, grâce à l'existence de medias étrangers, le peuple kirghize avait pu suivre, d'une manière plus objective la situation dans leur pays. On s'attendait donc à une mobilisation du peuple au Kirghizistan plus qu'ailleurs. Par contre, en ce qui concerne la Turquie, le

²³⁶ Turkish Weekly est l'une des publications des relations internationales en Turquie accordant une importance à l'Asie centrale. Cette revue est préparée par un cadre de chercheurs et d'académiciens liés à un centre de recherche *Uluslararası Stratejik Araştırmalar Merkezi*, USAK, (Centre de Recherches Stratégiques Internationales). Plusieurs dossiers et articles de la revue sont accessibles gratuitement sur l'Internet : <http://www.turkishweekly.net/> La publication sur Internet est bilingue, en turc et en anglais.

²³⁷ Ömer LAÇINER, « Orta Asya ve Türkiye » (L'Asie Centrale et la Turquie), *The Journal of Turkish Weekly*, <http://www.turkishweekly.net/turkce/yorum.php?id=101>

²³⁸ Des centres de communication comme Radio Free, The Central Asian Media Resource Center et UNESCO Media Resource Center (MRC) sont implantés au Kirghizistan.

spécialiste indique son influence au Kirghizistan est limitée à certaines institutions éducatives et à la circulation du seul quotidien « Zaman »²³⁹.

Un autre spécialiste de l'espace turcophone, le Professeur Ümit Bozdağ²⁴⁰ aborde le sujet des politiques de favoritisme régionalistes des leaders centrasiatiques. Bozdağ avance que les régimes autocratiques d'Asie centrale se trouvent devant le dilemme de choisir entre l'axe russo-chinois et les Etats-Unis. Or, on ne peut pas séparer ce renversement du pouvoir kirghize du contexte actuel des révolutions populaires en Eurasie. En ce qui concerne les agressions contre les citoyens turcs, il serait aberrant, selon l'auteur, de les relater comme des actions planifiées ciblant uniquement les turcs. Umit Bozdağ signale que la manière dont les médias ont couvert ces incidents de violence et de pillage est un exemple de désinformation. Ces diffusions généralisantes des événements risquent d'inciter le peuple turc à croire qu'il existe une hostilité explicite envers la communauté turque du Kirghizistan. Bozdağ affirme que ces désinformations risquent de nuire aux liens de fraternité parmi les peuples turcophones.

A propos de l'influence de la Turquie en Ouzbékistan, il serait assez révélateur de relater l'analyse d'un ancien ministre turc d'origine ouzbèke, Ahat Andican, qui décrit la situation économique déplorable de la République ouzbèke. Paru dans le quotidien Zaman du 21 mai 2005, l'analyse de l'ancien ministre souligne que le revenu par habitant actuel en Ouzbékistan est devenu inférieur à celui de l'époque soviétique. Or, selon l'auteur, à mesure que le mécontentement du peuple s'élèverait, une nouvelle révolution pourrait survenir dans ce pays centrasiatique. Donc, la fin du pouvoir du président Karimov ne serait qu'une question de temps.²⁴¹

Un des intellectuels de tendance centriste nationaliste, Prof. Mim Kemal Öke, aborde le dilemme de la Turquie devant « le soutien du statu quo des autocrates ou la promotion de la démocratie ». Etant chroniqueur du quotidien *Tercüman* (centre-droite nationaliste), il évalue le paradoxe des intellectuels nationalistes turcs ainsi : *« Nous avons tellement traité de la souffrance des peuples turciques pendant l'époque communiste que nous avons même organisé des semaines de solidarité avec 'les Turcs Captifs de l'Union soviétique'. Aujourd'hui une véritable liberté ne semble pas avoir vu le jour, bien qu'une quinzaine d'années se soient écoulée depuis la chute du*

²³⁹ Mesut TAŞTEKİN, « Kırgızistan : güvenlik çıkmazında bir ülke ve iktidar medya ilişkileri » (le Kirghizistan : les relations entre le pouvoir et les médias dans un pays de l'impasse sécuritaire », *The Journal of Turkish Weekly* <http://www.turkishweekly.net/turkce/makale.php?id=76>.

²⁴⁰ Le président d'ASAM (le Centre de Recherches Stratégiques d'Eurasie) ayant une vision pro-nationaliste.

²⁴¹ Ahat ANDICAN, « Özbekistan olayları : sonun başlangıcı mı ? » le quotidien Zaman, 21 mai 2005 (Les événements d'Andijan : le commencement d'une Fin ?) (La famille d'Andican est issue de la ville d'Andijan comme son nom l'indique. Il fut le ministre chargé du Monde turcophone entre 1997- 2001 et il est également l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'Asie centrale.)

*communisme. Pourtant, il faut remarquer qu'à présent nous ne nous attachons plus du tout à la situation misérable de ces peuple ».*²⁴²

Un journaliste du quotidien Yeni Safak, (droite-islamiste), Cengiz Çandar²⁴³ souligne la nécessité d'une modification de la politique extérieure turque. Pour lui, le futur président de l'Ouzbékistan sera le principal adversaire du président actuel Karimov, « Muhammed Salih ». Ce dernier est le leader du parti « Erk Démocratique » qui a dû demander l'asile politique de la Norvège. Çandar évoque que Muhammed Salih était en séjour aux États-Unis pour la première fois de sa carrière et qu'il tenait des discours lors des réunions organisées par certaines associations politiques. Plusieurs sénateurs ou représentants politiques américains étaient présents pour l'écouter. Ainsi, Muhammed Salih plaidait pour son retour en Ouzbékistan en vue de participer aux prochaines élections présidentielles de 2007 et il demandait aux États-Unis de faire pression sur le régime de Karimov. Le chroniqueur Çandar révèle le fait que quand Muhammed Salih avait dû quitter l'Ouzbékistan en 1994, suite aux pressions exercées par le gouvernement, il avait immigré en Turquie. Mais la Turquie ayant reçu à son tour des pressions de la part de l'Ouzbékistan, avait forcé le dissident turcophile à quitter le pays. Çandar critique la politique officielle turque en ces termes : « *Depuis ce jour Muhammed Salih vit en Norvège mais il ne peut pas rentrer en Turquie, cette politique est inadmissible.* »²⁴⁴

Un chroniqueur du quotidien « Milliyet » (centre-gauche républicaine), Taha Akyol²⁴⁵, compare le tissu social du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan. Il arrive à une conclusion que le peuple ouzbek a vécu un long processus de sédentarisation et qu'il possède une culture urbaine. Or, si les reformes nécessaires étaient entreprises, le peuple ouzbek serait beaucoup plus apte à s'intégrer dans un climat politique démocratique. En revanche, malgré l'atmosphère de liberté au Kirghizistan, l'histoire de la sédentarisation et de l'institutionnalisation étatique est récente. C'est pour cette raison qu'il serait difficile de prévoir une stabilité constante dans ce pays. Akyol se réfère dans son commentaire à l'ouvrage intitulé « le Destin de la Turcité » d'un académicien turc

²⁴² Mim Kemal ÖKE, « Türk Dünyası ve Demokrasi » (*Le Monde turc et la démocratie*), le quotidien Tercüman, 16 mai 2005.

²⁴³ L'un des commentateurs populaires de l'opinion publique turque. Il fut le conseiller du président Özal au début des années 90. Çandar est connu par ses tendances pro-américaines.

²⁴⁴ Cengiz Çandar, « Muhammed Salih'e özgürlük », (*Liberté à Muhammed Salih*), le quotidien Yeni Şafak, 21 mai 2005.

²⁴⁵ Un ancien membre du parti MHP ultranationaliste, devenu plus modéré dans les années 90. Il est le rédacteur des articles sociologiques sur la société et culture du Monde turcophone dans le Milliyet dont le tirage est parmi les cinq premiers en Turquie.

panturquiste Zeki Veli Togan.²⁴⁶ Il expose sa conviction que le destin du Monde turcophone dépend de son ouverture au monde extérieur dans les domaines politiques et économiques.²⁴⁷

D'après les analyses et commentaires de ces journalistes et chercheurs, on peut déterminer quelques points principaux : tout d'abord, on peut aboutir à ce jugement qu'il existe, en Asie centrale, une influence turque « quasi-conjoncturelle ». De plus, dans le nouveau contexte des vagues populaires de démocratisation en Asie centrale, il est à noter que les autorités officielles turques continuent à rester inerte et elles manquent de l'esprit de l'initiative. Cette politique officielle risque de créer un climat de répulsion envers Ankara au sein des peuples frères turcophones. Finalement, une nouvelle perspective centrasiatique à long terme doit voir le jour en Turquie afin de redevenir un acteur prioritaire ayant un poids d'implication dans le déroulement des prises de décision politique dans les Républiques turcophones.

3.4 Le dernier Sommet des Etats Turcophones et ses conséquences

Après avoir abordé les réactions intérieures de la Turquie vis-à-vis des événements du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan, il serait significatif d'analyser le dernier rassemblement des Etats turcophones dans le cadre de la tradition des sommets du « Monde Turc ». Comme on vient de l'étudier, le contexte politique en Asie Centrale a subi un brusque changement après les soulèvements au Kirghizistan et en Ouzbékistan. Conformément, la Turquie se trouve dans l'obligation de formuler une nouvelle approche tenant compte du poids de l'opposition des pays turcophones. Outre cette nouvelle structure politique, les encadrements de coopérations dans le domaine énergétiques constituent désormais de nouvelles bases pour le rapprochement turco-centrasiatique. De ce fait, nous pouvons souligner que le contexte actuel des relations entre la Turquie et l'Asie centrale turcophone aura des retentissements à court terme.

Avec l'initiative de la « Fondation de coopération et d'amitié parmi les Etats et communautés turcophones », *TÜDEV*, le dernier sommet eut été organisé entre 18 et 20 septembre, à Antalya, en Turquie.²⁴⁸ En effet, comme ce fut le cas dans le passé des assemblées précédentes, ce dixième sommet était aussi rapporté à cette date ultérieure après un délai de six mois pour des raisons de financement. Même cette réalité est assez apparente pour montrer le fait de manque d'émotion qui réunira les autorités et élites du « Monde Turc ». Dans ces circonstances, le dernier sommet qui a regroupé les représentants des Etats turcophones signifie une quête de revitalisation de l'idéal de

²⁴⁶ L'un des principaux chercheurs bachkir du Monde turcophone d'origine tatare de (1890 – 1970). Il fut le doyen du cursus de la turcologie à l'Université d'Istanbul et a préparé également plusieurs ouvrages sur l'histoire et la culture des peuples turcophones.

²⁴⁷ Taha Akyol, « Özbekistan ve Türk Dünyası », (*l'Ouzbékistan et le Monde turc*), le quotidien Milliyet, 18 mai 2005.

²⁴⁸ Turgut DEMİRTEPE, « 10. Türk Kurultayı », <http://www.turkishweekly.net/turkce/yorum.php?id=344>

coopération après une période d'interruption de cinq années. Il faut préciser qu'une participation de haut niveau ne se réalise pas, seulement deux chefs d'Etats : le président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliev et son homologue chypriote du Nord, Mehmet Ali Talat ont assisté à la réunion. Quant aux délégations d'autres pays turcophones, parmi les représentants ayant un poste supérieur, on constate le secrétaire d'Etat kazakh, Oralbaï Abdikarimov et le vice-premier ministre de Kirghizistan, Daniel Usanov. Hormis ces visiteurs, plusieurs bureaucrates sont présents.

Au sein du congrès, se sont opérées les travaux de six commissions telles que celles des relations internationales, de la communication et des médias, des relations économiques, commerciales et financières ainsi que des commissions de jeunesse, de culture et tourisme et de droit et de l'administration publique. On compte plus de 400 délégués qui se composent d'académiciens, de journalistes, d'hommes d'affaires et de représentants des associations de société civile.

Dans le but d'illustrer la perspective de ce dernier sommet nous pouvons relater la proposition d'une députée azérie, Genire Pachaeva, qui a suggéré d'instituer une « Assemblée des Parlementaires des Etats Turcophones ». Un autre participant, Ichenbaï Abdirazzakov, un ancien secrétaire d'Etat kirghize, a avancé le fait qu'il faut avant tout lancer un programme éducatif et communicationnel en vue d'inculquer et de propager une histoire commune du Monde Turc. Abdirazzakov a déclaré également que depuis l'acquisition des indépendances des Républiques turcophones, il y a 15 ans, chaque Etat cherche à formuler sa propre vision d'histoire alors qu'il faut aussi collaborer pour rédiger une histoire générale des peuples turcs. A ce titre, on doit signaler qu'une participation relativement de haut niveau a eu lieu de la part des délégués kirghizes, le nouveau gouvernement kirghize semble attribuer une importance au rapprochement avec la Turquie et au développement d'un axe turcique dans sa politique étrangère. Une autre note importante du sommet serait sans doute d'évoquer que le discours de la fermeture du congrès fut tenu par le neuvième président turc Suleyman Demirel. Demirel s'est prononcé sur l'exigence de surmonter l'obstacle linguistique et de l'adoption d'un alphabet romain des peuples turcophones.

On peut avancer l'idée que le niveau de participation au sommet s'est réalisé en fonction des politiques étrangère suivies par les pays. Dans ce contexte, le Kazakhstan et le Kirghizistan qui sont représentés avec les membres de leurs gouvernements ont montré un intérêt supérieur par rapport au Turkménistan et à l'Ouzbékistan. Il faut souligner que l'Ouzbékistan n'a pas envoyé de délégation au sommet et que le Turkménistan n'est représenté qu'avec son ambassadeur d'Ankara. Cette attitude ouzbèke peut s'expliquer par la nouvelle vision du président Islam Karimov qui, surtout après les révolutions colorées et l'insurrection d'Andijan mène une politique étrangère

isolationniste tout en poursuivant un rapprochement étroit avec la Russie. Indubitablement, la participation actuelle du Kazakhstan au projet d'oléoduc Bakou Tiblisi Ceyhan a eu un effet d'amélioration des rapports. Quant au Kirghizistan, les relations turco-kirghizes, après la crise de coup d'état à Bichkek, ont commencé à connaître une nouvelle initiation. Le nouveau président kirghize, Kurmambek Bakiev a récemment effectué une visite officielle à Ankara. Parallèlement, le nouveau gouvernement de Bichkek projette d'attirer davantage des investissements turcs.

Si l'on cherche à articuler les points intéressants de ce sommet, on peut affirmer que l'intervention du premier ministre Turc, Recep Tayyip Erdoğan²⁴⁹, a pour objectif de rappeler les idéaux établis durant les premières rencontres multilatérales du Monde Turc. Erdoğan avance le fait que, les Etats turcophones risquent de devenir des objets du « Nouveau Grand Jeu » au lieu d'en être les sujets, s'ils ne parviennent pas à bâtir une politique commune. De même, suite à l'éloignement de la conception du Monde Turc, on ferait face aux dangers de l'isolationnisme. D'après lui, il faut réellement ambitionner pour institutionnaliser « la Communauté des Etats Turcophones », il mentionne évidemment les questions de Chypre et du Haut-Karabakh qui sont prononcées depuis les premiers sommets dans les discours des délégués turcs et azéris.

En fin de compte, on peut dégager une double analyse contradictoire de cette réunion. Premièrement, le degré de l'intérêt porté par l'opinion publique à l'égard du sommet fut très faible à l'exception de la presse ultra-nationaliste. Ceci montre un véritable état de manque d'intérêt pour la coopération dans le « Monde turc ». Cependant, la déclaration qu'il y aura un rassemblement des « Leaders du Monde Turc » le 17 novembre 2006 à Ankara, déterminera sans doute, l'éventualité d'un nouveau dynamisme de solidarité parmi les Etats turcophones. A ce propos, la principale question relève des motivations et des préoccupations spécifiques de chaque chef d'Etat pour participer au sommet. En d'autres termes, les principales questions qui s'avèrent sont les suivantes : « dans quels contextes et sur quels fondements de collaboration seront basées les futures relations au sein du Monde Turcophone ? ».

²⁴⁹ Cependant, il faut préciser que le sommet se déroule dans une atmosphère tendue en raison des enjeux de la politique intérieure turque. Les ultra-nationalistes accusent le premier ministre turc Erdoğan qui s'est déclaré comme le commanditaire du présent congrès, de faire des manœuvres politiques pour viser les votes nationalistes. Il est curieux de ne pas voir les membres du Parti du Mouvement National (MHP) parmi les organisateurs du sommet. En effet, depuis 1992, les Sommets du Monde Turc avaient été marqués par les efforts du leader panturquiste Alparslan Türkeş (décédé en 1996) et de son parti qui se sont considérés en tant que mécènes naturels de cette organisation. Cette initiative du premier ministre turc actuel qui propose de passer en action pour concrétiser les discours de fraternité entre les Etats turcophones, coïncide avec la chute de confiance du peuple turc en l'intégration dans l'Union Européenne et avec la tentative de démontrer au Monde extérieur que la Turquie possède d'autres atouts stratégiques.

CONCLUSION

Dans le but de tracer les grandes lignes des fondements et pratiques des politiques turques en Asie Centrale turcophone, il convient de distinguer certaines périodes décisives. Ceci dit, en premier lieu il faut resouligner l'importance des premières tentatives de l'idéologisation du panturquisme par les intellectuels tatars et ottomans au début du 19^{ème} siècle. En effet, cette prise de conscience politique a constitué le principal fondement sur lequel l'approche turque à l'Asie centrale fut construite. Cette base a évolué pendant le dernier siècle tantôt demeurant clandestine et illégale durant la Guerre Froide et tantôt imprégnant même le discours officiel à l'ère de la dissolution de l'URSS. Subséquemment, l'époque de la (ré)ouverture turque à l'Asie Centrale, au début des années 90, fut fortement marquée par les conceptualisation et représentations élaborées par les théoriciens du début du 19^{ème} siècle.

Dans cette perspective, Ankara fut la première capitale qui a reconnu les Républiques centrasiatiques. Cette réalité est assez significative pour montrer l'intérêt particulier qu'éprouvaient les dirigeants turcs à la période de l'acquisition de l'indépendance par les Républiques turcophones. Par conséquent, la Turquie s'est mobilisée comme elle ne l'avait jamais fait pour entreprendre des pratiques dans le but de se créer une sphère d'influence en Asie centrale. Cependant, conformément à la dialectique entre la théorie et la pratique, cette approche a dû être révisée et modifiée étant donné les conséquences des premières tentatives d'Ankara de bâtir une communauté politique du « Monde Turc ».

A ce stade, il serait révélateur de reciter le principal argument démontrant l'insuccès des pratiques de l'assise de cette influence politique turque. Les républiques d'Asie centrale ont récemment acquis leur indépendance et elles n'ont nullement l'intention d'être dominées par un autre État. Poursuivant toujours leur projet prioritaire de la construction de l'Etat-nation, les républiques centrasiatiques se sont raisonnablement méfiées d'un engagement transnational autour de l'idéologie du « Monde Turc ».

Un autre facteur important d'ajustement des pratiques turques dans la région est dû à la prédominance des autocrates et de leurs entourages qui continuent à prévaloir dans tous les pays d'Asie centrale. La réalité est que les administrations des pays centrasiatiques perdurent en tant que régimes monocratiques. Or, les chefs d'Etats sont les seuls preneurs de décisions et l'on ne peut aucunement parler d'une opposition légale ayant le droit de développer de nouvelles perspectives politiques. Donc, jusqu'à présent on n'a pas témoigné l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement très « turcophile ». Etant donnée cette situation de politique intérieure des Etats d'Asie centrale, la Turquie a dû maintenir des relations cordiales avec les leaders de ces pays.

Consécutivement, depuis le désappointement des premières initiatives des autorités turques d'ouverture dans le Monde Turcophone, la politique étrangère d'Ankara semble être confinée aux trois sujets suivants : le processus d'adhésion à l'Union Européenne, la question de Chypre et le statut de l'Irak du Nord. A la suite de ces années d'inauguration des relations, l'Asie centrale demeure actuellement au second plan.

Pourtant, à l'époque contemporaine, un nouveau climat de transformation se répand dans les pays de la CEI. Des révolutions populaires changent le paysage politique de l'Eurasie. Cette nouvelle conjoncture a suscité des insurrections populaires au Kirghizistan et en Ouzbékistan. Durant le déroulement de ces événements, on a pu mieux situer le degré d'intervention politique de la Turquie. A ce propos, nous pouvons souligner que l'Asie centrale évolue dans un processus sans une implication précise turque. Toutefois, ces mobilisations populaires semblent modifier les paramètres de la politique intérieure des Républiques centrasiatiques. Malgré le ralentissement des rapports turco-centrasiatiques par rapport au début de la décennie, ce nouveau contexte de revendications démocratiques peut offrir de nouveaux moyens à Ankara pour développer son poids politique. Autrement dit, au fur et à mesure que la vie démocratique progressera, l'éventualité de l'accession au pouvoir des administrateurs plus turcophiles s'avérera possible.

Parallèlement, l'on peut affirmer que les fondements d'une nouvelle ère des relations turco-centrasiatiques sont jetés suite au désillusionnement des premières initiatives turques envers l'Asie centrale. Ainsi, confrontée aux réalités politiques et sociales de la région, la Turquie a saisi la primordialité des « investissements » socio-culturels dans le cadre d'une stratégie plus profonde dont les objectifs ne pourront être obtenus qu'à long terme. Une série d'initiatives sur les plans éducatif, religieux et culturels ont vu le jour depuis l'inauguration des relations bilatérales entre la Turquie et les pays d'Asie centrale.

Parmi les activités socio-culturelles majeures de la Turquie, nous devons souligner la coopération dans le domaine de l'éducation. L'échange d'étudiants et l'instauration des universités bilatérales turco-centrasiatiques sont des projets prometteurs pour la future influence de la Turquie. Assurément, les diplômés de ces établissements constitueront une partie des élites dirigeantes de leurs pays. A cet égard, la confrérie islamique nourdjou guidé par Fethullah Gülen représente le principal acteur turc non étatique dans la région. Actuellement, on peut prétendre que les activités de cette communauté sont beaucoup mieux implantées que celles de l'Etat. Les collèges ouverts par la confrérie sont d'autant plus importants puis qu'ils forment les jeunes dès l'adolescence d'une manière très intensive en accentuant les particularités ethniques et culturelles communes entre les peuples turcophones.

Inéluctablement, le champ économique constitue l'une des sphères primordiales de l'impact turque en Asie Centrale turcophone. Cette présence économique turque, qui s'est établie par la

prééminence des entreprises privées, n'a cependant pas de caractère prioritaire pour les Etats centrasiatiques. Les républiques turcophones d'Asie centrale continuent majoritairement à pratiquer leurs échanges dans la zone CEI. A ce stade, nous devons accentuer l'importance des coopérations dans le domaine énergétique. La construction de l'oléoduc Bakou- Tiblisi – Ceyhan et les projets des annexions du pétrole kazakh et du gaz turkmène à cette voie favoriseront assurément les rapports économiques en créant de nouveaux contextes de rapprochement et d'interdépendance économiques et politiques.

A présent, on doit préciser que la Turquie reste toujours en tant qu'acteur privilégié compte tenu de ses affinités ethniques et culturelles avec les pays turcophones. Cependant nous constatons qu'Ankara n'a pas de rôle dominant dans la région comme elle le projetait au lendemain du démembrement de l'Union soviétique. Donc, il est impératif de réévaluer d'une manière objective les fondements des postulats antérieurs et ses conséquences expérimentés en pratique.

Parmi les acteurs ayant le plus d'influence sur les Etats centrasiatiques, on doit évoquer l'incontournable présence russe. La période soviétique a marqué toutes les traditions politiques et économiques de ces Etats et la dépendance de Moscou perdure sur plusieurs plans. Hormis le poids de la Fédération de Russie, des équilibres stratégiques incluant les Etats-Unis et la R.P de Chine tracent effectivement les cadres de l'implication d'autres acteurs. Or, en cas d'alignement sur les positions d'un de ces acteurs ou, au contraire, d'inconsidération de ses intérêts, les politiques turques dans la région centrasiatique risquent d'être entravées.

BIBLIOGRAPHIE

A- Ouvrages

AHMAD (Feroz), *The Making of Modern Turkey*, New York , Routledge, 1998, 252 p.

ANDERSON (John), *Kyrgyzstan : Central Asia's island of democracy ?*, Amsterdam , Harwood, 1999, 107 p.

ANDERSON et POMFRET (Kathryn et H Richard), *Consequences of creating a market economy*, Cheltenham , Edward Elgar Publishing, 2003, 113 p.

ATEŞ (Toktamış), *Türk Devrim Tarihi (Histoire de la Révolution Turque)*, İstanbul , Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2000, 350 p.

AYDIN (Mustafa), *New geopolitics of central Asia and Caucasus*, Ankara , SAM, 2000, 91 p.

AYDIN et ISMAEL (Mustafa et Tareq), *Turkey's foreign policy in the 21st century*, Burlington , Ashgate Publishing, 2003, 216 p.

BAL (Idris), *21. yüzyılda Türk dış politikası*, Ankara , Nobel, 2004, 994 p.

BAL (Idris), *Turkey's relations with the West and the Turkic Republics*, Londres , Ashgate, 2000, 232 p.

BALCI (Bayram), *Missionnaires de l'Islam en Asie centrale. Les écoles turques de Fethullah Gülen*, Paris , Maisonneuve & Larose, 2003, 299 p.

BALCI, (Bayram), *La Turquie en Asie centrale , la conversion au réalisme (1991-2000)*, İstanbul , Publications de l'IFEA (Institut Français d'Etudes Anatoliennes) janvier 2001, 107 p.

BALKIR-WILLIAMS (Canan-Allan M.) *Turkey and the Europe*, London , Pinter Publishers, 1993, 427 p.

BRZEZINSKI (Zbigniew), *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du Monde*, Paris , Bayard, 1997, 275p.

CENGİZ (Oğuzhan), *Sürgündeki Derviş (Le Darwish en exil)* , BİLGEOĞUZ , İstanbul, 2005, 261 p.

D'ENCAUSSE (Hélène Carrère), *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe*, Paris , Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1981, 320 p.

DAWISHA (Karen), *Russian foreign policy in the NearAbroad and beyond*, Armonk NY, Sharpe, 1998, 452 p.

DERINGIL (Selim), *Turkish foreign policy during the Second World War: an 'active' neutrality*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 248 p.

DJALILI et KELLNER (Mohammad-Reza et Thierry), *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Paris , Presses Universitaires de France, 2003, 585 p.

- EFEĞİL, (Ertan), *Geopolitics of Central Asia In the Post-Cold World Era: A Systemic Analysis*, Haarlem , SOTA, 2003,. 552 p.
- ERASLANLI (Büşra), *Çok boyutluluğun yeniden keşfi : Türkiye'nin Türk Cumhuriyetleriyle İşbirliği Arayışı*, İstanbul , Bağlam, 1998, 226 p.
- ERCILASUN (A.B), *Örneklerle bugünkü Türk Alfabeleri, (Les alphabets turcs contemporains à travers les exemples)*, Ankara, Kültür Bakanlığı, 1997
- FAIRBANKS-Starr, (Charles S. Frederick), *Strategic assessment of Central Eurasia*, Washington, John Hopkins University Central Asia - Caucasus Institute Publications, juin 2001, 271 p.
- FREEDMAN et KARSH (Lawrence et Efraim), *The gulf conflict 1990-1991 diplomacy and war in the new world order*, Princeton , Princeton University Press, 1993, 409 p.
- FORSYTHE (Rosemarie), *The politics of oil in the Caucasus and central Asia*, Oxford , Oxford University Press, 1996, 67 p.
- FULLER (Graham), *The new geopolitics of Turkey, from Balkans to Western China*, Westview Press, 1993, Boulder Colorado, 197 p.
- GEORGEON (François), *Aux origines du nationalisme turc, Yusuf Akçura (1876-1935)*, Paris, ADPF, 1980, 152 p.
- GEORGEON (François), *Des Ottomans aux Turcs, naissance d'une nation*, Istanbul, Isis, 1995.
- GERMAN (Tracey G.), *Russia's chechen war*, New York, Routledge Curzon, 2003, 246 p.
- GLEASON (Gregory), *The central Asian states discovering independence*, Boulder Colorado , Westview Press, 1997, p. 324
- GÖKAY et LANGHORNE (Bülent et Richard), *Turkey and the new states of the Caucasus and central Asia*. Londres , Wilton Park Paper, 1996, 111 p.
- ISLAMOV (Bakhitor A.), *The central Asian states ten years after*, Tokyo , Maruzen, 2001, 258 p.
- KALDARU (Helje), *Welfare changes in eastern European and Central Asian transition economies*, Tartu - Estonie , Tartu University Press, 2001, 45 p.
- KARAM (Patrick), *Asie Centrale : Le Nouveau Grand Jeu*, Paris , l'Harmattan, 2002, 322 p.
- KARPAT (Kemal H.), *Osmanlı'da Değişim, Modernleşme ve Uluslaşma*, Ankara , İmge, 2006, 615 p.
- KRAUS D. LIEBOWITZ (Michael et Ronald), *Russia & Eastern Europe after Communism*, Boulder Colorado , Westview Press, 1996, 412 p.
- LAÇINER (Sedat), *Özal dönemi Türk dış politikası 1980-2003*, Ankara, Siyasal Kitabevi, 2003, p. 224

- LACOSTE (Yves), *Dictionnaire géopolitique des ETATS*, Paris , Flammarion, 1994
- LARUELLE- PEYROUSE, (Marlène, Sébastien), *Les Russes du Kazakhstan, identités nationales et nouveaux Etats dans l'Espace Post-Soviétique*, Paris , Maisonneuve & Larose, 2003, 350 p.
- MENASHRI (David), *Central Asia meets the Middle East*, Londres , FRANK CASS, 1998, 240 p.
- OĞAN, (Sinan), *Turncu Devrimler – Soros'un Yeni Dünya Düzeni : 'İkinci El Demokrasi' ve Neo Con'lar*, İstanbul , 1H, 2006, 603 p.
- ÖZDAĞ (Muzaffer), *Türkiye ve Türk dünyası jeopolitiği üzerine*, Ankara , ASAM, 2001, 358 p.
- RACHID (Ahmed), *Asie centrale, champ de guerres*, Paris , Autrement, 2002, 232 p.
- RACHID (Ahmed), *The resurgence of Central Asia*, Londres , Zed Books, 1994, 278 p.
- ROBINS (Philip), *Turkish foreign policy since the Cold War*, Seattle , University of Washington Press, 2003, 398 p.
- ROUX, (Jean-Paul), *Histoire des Turcs. Deux mille ans du Pacifique à la Méditerranée*. Paris , Fayard, 2000, 487 p.
- ROY (Olivier), *La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des nations*, Paris , Le Seuil, 1997 326 p.
- SELLIER (Jean et André), *Atlas des peuples de l'Orient*, Paris , La Découverte, 2004, 206 p.
- ŞEN (Serdar), *AKP milli görüşü mü?* İstanbul , Nokta Kitap, 2004, 392 p.
- SOUCEK (Svat), *A history of Inner Asia*, Cambridge , Cambridge University Pres, 2000, 369 p.
- TANÖR (Bülent), *Osmanlı – Türk Anayasal Gelişmeleri*, İstanbul , YKY, 2000, 456 p.
- TAYLOR (Alan J.P), *The First World War*, Norfolk , Penguin Books, 1974, 296 p.
- TOUZANNE (Jean Pierre), *L 'islamisme turc*, Paris , l'Harmattan, 2001, 273 p.
- TURGUT (Hulusi), *Adriyatik'den Çin Seddi'ne Avrasya ve Demirel*, Vol I, Ankara , ABC, 2001, 917 p.
- VANER (Semih), *Unutkan Tarih – Sovyet Sonrası Türkdilli Alan*, İstanbul , Metis, 1997, 397 p.
- VINATIER (Laurent), *L 'Islamisme en Asie Centrale*, Paris , Armand Colin, 2003, 504 p.
- HOSTLER (Charles Warren), *Turkism and the Soviets: The Turks of the World and Their Political Objectives*, Londres, George Allen and Unwin, 1957, 244 p.
- YERASIMOS (Stefanos), *Kurtuluş Savaşı 'nda Türk sovyet ilişkileri, 1917-1923*, İstanbul , Boyut, 2000, 640 p.
- YENİGÜN (M. Cüneyt), *Soğuk Savaş Sonrasında TBMM ve Dış Politika*, Ankara , Nobel, 2004, 567 p.
- ZENKOVSKY (Serge A.), *Rusya'da Pan-Türkizm ve Müslümanlık*, İstanbul , Üçdal, 1983, 264 p.

B- Articles

1. Périodiques

AKALI (Pinar), « Islam as a common bond in central Asia », *Central Asian Survey*, vol. 17 no : 2, juin 1998, pp. 254-267

ALICI (Didem M.), « The role of culture, history and language in Turkish national identity building : an overemphasis on Central Asian roots », in *Central Asian Survey*, vol : 15- no : 2, 1996, pp. 217-231

AYDIN (Mustafa), « Identities in formation nationality, religion and transnational ideas in former soviet central Asia », *The Turkish Yearbook*, no: 25, 1998, pp.65-81

BAL (İdris), « The rise of Turkey as a model in international relations in post-Cold War era and American ratification », in *Eurasian Studies*, No.18, Automne-Hiver 2000, pp.127-136

BAL (İdris), « Turkish model and Turkic republics » in *Perceptions*, no : 3, septembre-novembre 1998, pp.105-129

BILGE (A.Suat), « Commonwealth of Independent States and Turkey », *Eurasian Studies*, vol : 1 – no : 4, Hiver 1995, pp. 70-92

BİNGÖL (Yılmaz), « Turkey's policy towards post-soviet central Asia: opportunities and challenges », in *Eurasian Studies*, no : 14, Été-Automne 1998, pp. 2-19

BOZARSLAN (Hamit), « Réflexions sur l' économie de l'empire Ottoman et le passage à la révolution industrielle », *Cahiers d'Etudes Sur La Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien*, N° 5, janvier-juin 1988, pp.73-105

ÇANDAR (Cengiz), « Muhammed Salih'e özgürlük », le quotidien *Yeni Şafak* , 21 mai 2005

CARNEY et MORAN, (Christopher et John P.) « Imagining communities in central Asia : nationalism and interstate affect in the post-soviet era », in *Asian Affairs*, no : 1, 2000, pp. 179-199

CUTHBERTSON (Ian), « The New Great in central Asia and Caucasus », in *World Policy Journal*, hiver 1994, vol : 11 – no: 4, pp. 31-43

DAĞAŞAN (Dursun), « Türk Dünyası Edebiyatı projesi ve 1997 Taşkent toplantısı » in *Bilge*, n° 14, 1994, pp 5-21.

DEMİR et BALCI (Engin et Bayram), « The role of Turkish schools in educational system and the social transformations of Central Asian Countries: The case of Turkmenistan and Kyrgyzstan » in *Central Asian Survey*, vol : 19, no :1, mars 2000 pp.141-155

DEREN (Seçil), « Kültürel batılılaşıma » in *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce: Modernleşme ve Batıcılık*, vol : 3, İstanbul, 2002, pp. 382-427

DU BOIS (Pierre), « La question des Balkans », in *Relations Internationales*, no : 103, Automne 2000, pp.469-485

- DUBIEN (Arnaud), « Pétrole et gaz du bassin Caspien : de nombreuses incertitudes », *La Revue Internationale et Stratégique*, no : 34, été 1999, pp. 75-91
- FALIERO (Anastasia), « “Jeune recherche” sur l’Empire ottoman et la Turquie moderne » in GERIT- EHEES, l’Intervention de u, 30 mai 2003, p.2
- FULLER (Graham E.), « Turkey’s strategic model: myths and realities », in *The Washington Quarterly*, vol: 27- no: 3, Été 2004, pp. 51-64
- GÜNDOĞAN (Ünal), « Islamist Iran and Turkey, 1979-1989: state pragmatism and ideological influences », in *The Middle East Review of International Affairs*, vol:7- no: 1, Mars 2003, pp.2-11
- HATIPOĞLU (Esra), « Regional cooperation between the central Asian Republics and integration movements », in *Marmara University Publications*, mai 1999, pp.51-67
- HILL (Fiona), « The Central Asia and Caucasus : How The US and its allies can stave from crisis », in *Brookings Policy Brief*, no: 80, Mai 2001, pp. 1-8
- HUNTER (Shireen), « Turkey, Central Asia and the Caucasus : ten years of independence », in *Journal of Southeast European and Black Sea Studies*, vol :1 – no :2, 2001, pp.1-16
- IBRAHIMOV (Rovshan), « Türkiye – Türk Cumhuriyetleri ilişkileri : dün, bugün, yarın », in *Stratejik Öngörü*, no: 5, juin 2005, pp. 61-72
- KAMENKA, (Irène), Ouzbékistan 2005 : Dérapages d’une dictature aux abois, *Le courrier des pays de l’Est*, no : 1053, janvier – février 2006 Dossier : « La Russie et les autres pays de la CEI en 2005 », pp. 165-178
- KARPAT, (Kemal H.), « The foreign policy of the Central Asian States, Turkey and Iran », in *International Journal of Turkish Studies*, vol : 6 – no: 2, 1992-1993, pp. 101-108
- KRAMER (Heinz), « Will central Asia become Turkey’s sphere of influence? », in *Perceptions*, vol: 1 –no: 1, mars-mai 1996, pp. 112-127
- KUBICEK (Paul), « Authoritarianism in central Asia : curse or cure ? », in *The Third World Quarterly*, vol : 19 – no: 1, mars 1998, pp. 29-43
- KUNIHOLM (Bruce R.), « The geopolitics of the Caspian basin », in *Middle East Journal*, no: 4, automne 2000, pp. 546-571
- MANGO (Andrew), « The Turkish model », in *Middle Eastern Studies*, vol : 29 – no : 4, Octobre 1993, pp. 726-757
- NERIMANOĞLU (Kamil Veli), « Ali Bey Hüseyinzade ve Türk Osmanlı Kültür Sistemi » (« Ali Bey Hüseyinzade et le système de culture turque-ottomane »), in *Yeni Türkiye*, édition spéciale des recherches d’histoire turque et de la turcologie, no : 46, mai-juin, pp. 387-391

NOURREDINE (Mohamed), « L'adhésion turque vue du Machrek », in *Confluences Méditerranée*, no :52, hiver 2004-2005, p. 194

NUGMAN (Gulnar), « The legal status of the Caspian Sea », *Eurasian Studies*, no: 13, printemps 1998, pp. 80-92

ÖKE (Mim Kemal), « Türk Dünyası ve Demokrasi », *le quotidien Tercüman* , 16 mai 2005

ÖNİŞ (Ziya), « The turkish economy at the turn of a new century: critical and comparative perspectives » in *Koç University Publishings*, février 2000, pp.2-14

PAMİR (A. Necdet), « Avrasya boru hatları enerji güvenliği ve Türkiye », in *METU Papers*, 2002, pp. 1-25

SARAÇOĞLU (Cenk), « Nihal Atsız's world-view and its influences on the shared symbols, rituals, myths and practices of the *Ülkücü* movement », in *Department of Turkish Studies Working Papers Archive*, Université de Leiden, pp. 2-33

SAYARI (Sabri), « Turkey and the Middle East in the 1990s », in *Journal of Palestine Studies*, Spring 1997 pp.44 - 55

SOWERINE (James), « Nation-building in Central Asia : the Turkish connection », in *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies* », vol : 18- no : 4, 1995, pp.25-38

TAPIA (Stéphane), « Türksat et les Républiques turcophones de l'ex-URSS », in *Cemoti*, no : 20 - Médias d'Iran et d'Asie centrale, octobre 1995. pp. 399-413

TSERETELI, (Mamuka), « The Blue Stream Pipeline and Geopolitics of Natural Gas in Eurasia », in *Central Asia Asia-Caucasus Analyst*, vol. 6 No. 23, novembre 2005. pp.3-9

WOOD (Tony), « The case for Chechnya », l'éditorial de *New Left Review*, no: 30 novembre- décembre 2004, pp.1-14

YANIK, (Lerna K.), « The politics of educational exchange : Turkish education in Eurasia », in *Europe-Asia Studies*, vol :56-no:2, 2004, pp. 293-307

YAVUZ (M. Hakan), « The politics of fear: the rise of the Nationalist Action Party (MHP) in Turkey », in *Middle East Journal* . vol: 56 - no : 2, Printemps 2002, pp. 200-221

2. Sources Electroniques :

AHMAD (Feroz), « Kemalist Türkiye'de ideoloji arayışı : 1919-1939 »

http://www.adk.boun.edu.tr/ataturk/yazilar/kemalist_turkiye.htm

BUKHARBAEVA (Galima), « Turkey holds out olive branch », 14 Mars 2001

http://www.iwpr.net/index.pl?archive/rca/rca_200103_44_4_eng.txt

EISENBAUM (Boris), « Ouzbékistan : quelle sortie de crise après Andijan », in *le Figaro*, 20 mai 2005,

<http://www.lefigaro.fr/cgi/edition/genimprime?cle=200550520.FIG0158>

EKŞİ (Oktay), « Türk Zirvesinin ardından » (Après le sommet turc), le quotidien Hurriyet, 1^{er} novembre 1992
<http://www.byegm.gov.tr/yayinlarimiz/ayintarihi/1992/kasim1992.htm> l'archive du mois de novembre 1992

ESMER (Alparslan), « La Turquie n'a pas de politique centrasiatique », Interview avec Muahmmmed Salih, *Voice of America*, Washington, 9 juillet 2005, <http://www.voanews.com/turkish/2005-07-09-voa5.cfm>

FOLLOROU et NOUGAYREDE (Jacques et Natalie) « A Andijan, à la mitrailleuse lourde, l'armée ouzbèke a tiré sur la foule » le Monde 23 mai 2005, <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3216,36-652862@51-627377,0.html>

GAGNE (Jean François), « La révolution kirghize entre changement et continuité », *Alternative*, vol : 11 – no : 8,
<http://www.aterative.ca/article1863>

GROSSMAN (Marc), « *The U.S. and Turkey: an essential partnership* », l'Association du Comité Turco- Américain, Washington, 12 Décembre 2002, <http://www.state.gov/p/us/rm/15924.htm>

KASER (Michael), « Stabilization and reform: experience of five central Asian states », *IMF Publications*, 1998 p.14
<http://www.imf.org/external/np/eu2/kyrgyz/pdf/kaser.pdf>

LAÇINER (Ömer), « Orta Asya ve Türkiye », *The Journal of Turkish Weekly*,
<http://www.turkishweekly.net/turkce/yorum.php?id=101>

OZAN et POLAT (Rengin et Veli), « Les emblèmes des partis politiques d'après 1980 dans la politique turque »,
http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/documents/archives0/00/00/07/57/sic_00000757_00/sic_00000757.pdf

OZCAN (Gencer), « Turkey's foreign policy under AKP : if luck stays on their side », in *TUSIAD US Papers*,
www.tusiad.us/Content/uploaded/TURKISH%20FOREIGN%20POLICY

ÖZTÜNA (Yılmaz), « Histoire abrégée de la Turquie, des origines à l'avènement de la république »,
http://www.byegm.gov.tr/YAYINLARIMIZ/kitaplar/histoire-turquie/a_1.htm

PIPES (Daniel), « Former soviet muslim Republics change the middle East » <http://www.danielpipes.org/article/242>

SMITH (Craig S.), « US Helped to Prepare the Way for Kyrgyzstan's Uprising », *New York Times*, 30 Mars 2005

TAŞTEKİN (Mesut), « Kırgızistan : güvenlik çıkmazında bir ülke ve iktidar medya ilişkileri », *The Journal of Turkish Weekly*, <http://www.turkishweekly.net/turkce/makale.php?id=76>

VANER (Semih), « que cachent les attentats de Tachkent ? », Septembre 2004, <http://www.ceri-sciences-po.org/archive/sept04/artsv.pdf>

VERLUISE (Pierre), « Moscou, août 1991 un “putsch très médiatique” » <http://www.diploweb.com/p7verl04.htm>

WINROW (Gareth), « Possible Consequences of a New Geopolitical Game in Eurasia On Turkey as an emerging energy transport Hub », http://www.esiweb.org/pdf/esi_turkey_tpq_id_62.pdf

ZEUS (Stephen), « Recognizing the power of non-violent action », in *Foreign Policy in Focus*, 30 mars 2005
<http://www.fpiif.org/pdf/papers/0503action.pdf>

3. Journaux

Le supplément *Dossiers & Documents* du quotidien Le Monde « 150 millions de turcophones », no : 338, janvier 2005

Le quotidien Milliyet : (3 mars 1998, 2 avril 2005, 18 mai 2005,)

Le quotidien Radikal, (26 mars 2005,)

Le quotidien Sabah « Dossiers de l'Asie centrale », (Mars 1992)

Le quotidien Tercüman, (16 mai 2005)

Le quotidien Türkiye, (26 mars 2005)

Le quotidien Yeni Şafak , (21 mai 2005)

Le quotidien Zaman, (25 mars 2005, 6 mai 2005, 21 mai 2005)

4. Rapports économiques et commerciaux

Muhammet AKDİŞ, « Orta Asya Türk Cumhuriyetleriyle ekonomik, sosyal ve kültürel ilişkiler » (Les relations économiques, sociales et culturelles avec les Républiques turques d'Asie centrale), *Dış Ticaret Müsteşarlığı*, DTM, (secrétariat chargé de commerce extérieur lié au premier ministère du turc), 1998

Türkiye ile Türk Cumhuriyetleri ve Bölge Ülkeleri İlişkileri Özel İhtisas Komisyonu Raporu (Le Rapport de la comission spéciale sur les relations de la Turquie avec les Républiques Turques et avec les pays de la région », Sekizinci Beş Yıllık Kalkınma Planı Yayın No (Le 8^e plan quinquennal de développement no. de la publication) : DPT : 2511 – ÖİK : 528, Ankara, 2000

« Les relations économiques turco-kazakhes », le rapport publié par *Dış Ticaret Müsteşarlığı*, juin 2005

<http://www.dtm.gov.tr/anl/english/tr-cis/kazakistan.htm>

« Les relations économiques turco-ouzbèkes », le rapport publié par *Dış Ticaret Müsteşarlığı*, DTM , février 2005, <http://www.dtm.gov.tr/pazargirisi/kek/ozbekistan>

« Les relations économiques turco-kirghizes », le rapport publié par l'association de *Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu*, DEİK, (Conseil économique des relations extérieures), mars2005, <http://www.deik.org.tr/ikili/2005317154835Kırgızistan-ikili-mart2005.pdf>

« Les relations économiques turco-turkmènes », le rapport publié par l'association du *Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu*, DEİK, décembre 2004, <http://www.deik.org.tr/bultenler/20041227175114Turkmenistan-Aralik2004.pdf>

« Les relations économiques turco-tadjikes », le rapport publié par *Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu*, DEİK, novembre 2004, <http://www.deik.org.tr/bultenler/2004122792252Tacikistan-Kasim2004.pdf>

C- Sites Internet

<http://fr.osce.org/ca>

<http://fr.wikipedia.org/>

<http://muhammadsalih.info>

<http://religion.info/>

<http://rferl.org/>

<http://www.abdullahGül.gen.tr/>

<http://www.akparti.org.tr/>

www.arableagueonline.org/

<http://www.bbc.co.uk/>

<http://www.byegm.gov.tr/>

<http://www.caucas.com/>

<http://www.deik.org.tr/>

<http://www.energybulletin.net/>

<http://www.eurasianet.org/>

<http://www.adk.boun.edu.tr/>
<http://www.aterative.ca/>
<http://www.aydinlanma1923.org/>
<http://www.belgenet.com/>
<http://www.btc.com.tr>
<http://www.byegm.gov.tr>
<http://www.ceri-sciences-po.org/>
<http://www.diploweb.com/>
<http://www.dtm.gov.tr/>
<http://www.hbektas.gazi.edu.tr/>
<http://www.herodote.net/>
<http://www.imf.org/>
<http://www.ismailgaspirali.org>
<http://www.kcell.kz/>
<http://www.manas.kg>
<http://www.mfa.gov.tr/MFA>
<http://www.norden.org/>
<http://www.oic-oci.org/>
<http://www.orkun.com.tr/>
<http://www.radikal.com.tr>
<http://www.refrl.org/>
<http://www.rfi.fr/>
<http://www.senat.fr/>
<http://www.state.gov/>
<http://www.tbmm.gov.tr/>
<http://www.tdk.gov.tr>
<http://www.teror.gen.tr/>
<http://www.tesev.org.tr/>
<http://www.tetedeturc.net/>

<http://www.tika.gov.tr/>

<http://www.turan.tc/>

<http://www.turkieworld.org/>

<http://www.turksat.com.tr/>

<http://www.turksoy.org.tr/>

<http://www.tusiad.us/>

<http://www.usacc.org/>

<http://www.voanews.com/>

<http://www.whitehouse.gov/>

<http://www.yesevi.edu.tr>

<http://www.yok.gov.tr/>

<http://www.zaman.com.tr>

<http://www.zaman.kg>

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite Galatasaray Üniversitesi
Enstitü Sosyal Bilimler Enstitüsü
Adı Soyadı Cem İbrahim FIRAT
Tez Başlığı Türkiye'nin Orta Asya Politikalarının Dayanakları ve Pratikleri
Savunma Tarihi 08.11.2006
Danışmanı Yrd. Doç. Dr. Ali Faik DEMİR

JÜRİ ÜYELERİ**Ünvanı, Adı, Soyadı****İmza****Yrd. Doç. Dr. Ali Faik DEMİR**

Doç. Dr. Erhan BÜYÜKAKINCI

Yrd. Doç. Dr. İnci ÇINARLI

Enstitü Müdürü
Doç.Dr.İdil KAYA
